

DES MONTS-DE-PIÉTÉ EN FRANCE

PROJETS DE RÉFORMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Novembre 1913, à 2 h. 1/2

PAR

FERDINAND ASTIER

ANCIEN ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : { M. LESEUR, professeur.
 M. ALLIX, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES MONTS-DE-PIÉTÉ EN FRANCE

PROJETS DE RÉFORMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 27 Novembre 1913, à 2 h. 1/2



PAR

FERDINAND ASTIER

ANCIEN ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants : { *M. LESEUR, professeur.*
M. ALLIX, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

DES MONTS-DE-PIÉTÉ

**Leur objet, leur rôle économique et social
leur part dans le crédit populaire**

Avant d'exposer en détail le mécanisme des Monts-de-Piété et d'indiquer plus spécialement toutes les réformes par lesquelles on entend les améliorer (1), il n'est pas sans intérêt d'indiquer en quelques mots les caractères généraux de ces institutions.

Cette étude préliminaire nous permettra de dégager avec plus de netteté les traits particuliers du régime français et de rechercher si, tout en répondant aux préoccupations généreuses de ceux qui les ont fondés, nos Monts-de-Piété rendent aux classes nécessiteuses tous les services qu'elles sont en droit d'attendre d'eux.

(1) Disons immédiatement que nous nous proposons de donner à cette partie de notre travail des développements très étendus, que nous ramènerons toujours aux deux questions de *l'abaissement du taux de l'intérêt* et de *le relèvement du chiffre des prêts consentis*. Notre opinion est qu'en effet toutes les réformes proposées n'ont d'intérêt qu'autant qu'elles tendent vers ces deux résultats.

Les Monts-de-Piété sont des établissements destinés à consentir des prêts sur nantissement. Ils fonctionnent avec privilège en vertu de la loi. La plupart se font payer leurs services en exigeant des emprunteurs l'intérêt des sommes avancées. On en trouve pourtant deux ou trois qui pratiquent le prêt gratuit : ce sont des établissements exceptionnellement constitués, qui sont de véritables banques charitables. Nous en ferons abstraction dans cette préface qui se propose principalement de justifier le rôle social des Monts-de-Piété, dernier soutien des malheureux qui font, contre la misère, l'effort suprême, avant de s'adresser à l'assistance.

Dans l'étude des institutions sociales qui se sont si heureusement développées à la fin du siècle dernier, les Monts-de-Piété tiennent une place à part. D'une façon générale, le gros effort a été fait sur le terrain de la prévoyance ; tous les organismes qui ont été créés : caisses de retraite et d'assurance, caisses d'épargne, sociétés de secours mutuels, etc., se préoccupent d'assurer l'avenir de leurs adhérents. Ils jouent donc un rôle préventif et ne servent, par suite, qu'à ceux qui ont eu l'occasion et la sagesse de profiter de leurs services.

Le Mont-de-Piété, au contraire, n'a, en aucune façon, un caractère d'assurance ; il borne sa mission aux avances d'argent, qu'il consent immédiatement aux emprunteurs contre le dépôt d'un gage. Il y a là (1) un acte de

(1) Voir plus loin (2^e partie, titre 1^{er}, chapitre I : Changement de déno-

crédit réel pratiqué dans toute la simplicité de la conception première du prêt sur gage, dont l'origine remonte à la plus haute antiquité. C'est également le seul organisme de crédit populaire que nous possédions en France et surtout le seul qui réalise complètement ce que l'on doit attendre de lui : donner immédiatement, sans condition de cotisation ou d'épargne préalable, à l'engagiste dans l'embarras, une certaine somme d'argent qui le tire momentanément de la gêne.

Ces considérations et celles qui précèdent inclinent à faire des Monts-de-Piété des établissements intermédiaires entre ceux qui relèvent de l'assurance et ceux qui relèvent de l'assistance. On a dit que les premiers offraient leurs services à l'homme debout et les seconds à l'homme tombé. Dans ce cas, les Monts-de-Piété prêtent secours à ceux qui chancèlent et les aident à se relever.

On a prétendu, à cet égard, que le service des Monts-de-Piété pouvait être considéré comme une sorte d'assistance préventive et l'Inspection générale des Services Administratifs remarque, dans un rapport récent (1), que ce caractère « légitime leur rattachement au ministère de l'Intérieur et justifie la part accordée à certains d'entre eux dans la distribution des biens cultuels dévolus aux établissements de bienfaisance ».

mination des Monts-de-Piété) les raisons qu'on a fait valoir pour démontrer que les Monts-de-Piété ne faisaient pas des opérations de crédit proprement dites.

(1) Annexe du *Journal Officiel* du 6 août 1912 : Rapport présenté au ministre de l'Intérieur.

Il nous paraît difficile de partager cette opinion et d'admettre que ces établissements soient rattachés, avec de simples réserves, à des services d'assistance. Les Monts-de-Piété, en effet, ne font pas l'aumône. Bien plus, leur clientèle habituelle appartient, en grande partie, à une classe de personnes qui a conservé trop de dignité pour s'adresser aux bureaux de bienfaisance. D'ailleurs, ceux qui se présentent aux guichets des Monts-de-Piété n'y viennent pas les mains vides.

Il est de l'essence même du prêt sur gage de comporter des garanties. Celui qui y fait appel, doit disposer d'un certain crédit. Nous avons vu qu'il s'agissait de crédit réel. La confiance, en effet, qui est au fond du crédit, s'adresse beaucoup moins à la personne de l'emprunteur qu'à ses biens. C'est là la forme primitive de l'idée de crédit.

Avec les besoins du commerce et de l'industrie et dans le but de faciliter les opérations de liquidation auxquelles le succès de toutes les transactions se trouve intimement lié, le crédit personnel est apparu. Petit à petit, ce qui avait été tout d'abord le privilège de quelques riches citoyens est devenu une facilité pour tous les commerçants et industriels jouissant de quelque surface. Et pendant qu'entre particuliers l'amour de la sécurité développait le crédit réel et empruntait, pour le réaliser, la procédure mal commode de l'hypothèque, les relations commerciales reposaient sur l'appréciation publique de la solvabilité des coéchangistes et l'escompte des effets commerciaux assurait aux parties des disponibilités immédiates.

Il est bien certain que lorsqu'on quitte les commerçants jouissant de quelque notoriété et que, successivement, on aborde les classes moins favorisées des petits industriels, des artisans ou encore des petits commerçants, le crédit personnel s'affaiblit et le prêteur est plus timide dans ses offres d'avances.

Si l'on remarque, en passant, que le crédit hypothécaire est très spécial et seulement réservé à ceux qui possèdent des biens immobiliers ; si l'on constate, en le regrettant, l'insuffisance du crédit mutuel, qui pourrait, par l'association et la mise en commun des risques, aborder ces opérations délicates de prêt aux petits producteurs de toutes catégories, on est tout surpris de ne trouver, en face d'une clientèle aussi sérieuse, que les ressources exigentes du prêt sur gages. Il est vrai que les Monts-de-Piété ne sont pas seuls intéressés dans ces sortes d'opérations : les développements de la richesse mobilière laissent aux grands établissements de crédit à succursales multiples, et principalement à la Banque de France, la possibilité, tous les jours augmentée, de pratiquer, concurremment avec les Monts-de-Piété, des avances sur titres.

A cette réserve près cependant, les Monts-de-Piété restent les seuls établissements de crédit largement ouverts à la classe moyenne.

Si nous allons plus loin et que nous abordions les classes sociales où l'insécurité est la règle, où tous les maux sociaux sévissent presque sans contre-partie, nous

sommes obligés de reconnaître qu'ici surtout, le vieil adage « le gage est une garantie plus sûre que la personne », prend une force singulière, et que ce qui était précédemment une formule de prudence, peut-être exagérée, devient alors une véritable sauvegarde.

Ainsi donc, les classes déshéritées, qui ne peuvent, par définition, avoir d'autre crédit que celui qu'elles méritent, auront, grâce aux établissements de prêt sur gages, un moyen — le seul qui soit à leur disposition — de transformer en argent les quelques objets mobiliers qui constituent habituellement le patrimoine du travailleur.

On voit, par cet exposé sommaire, la portée sociale du rôle des Monts-de-Piété et la large part qui leur revient dans l'organisation du crédit populaire.

Leur utilité n'en a pas moins été discutée : ils ont eu de nombreux détracteurs et, d'une façon générale, on peut dire que ces établissements ont toujours trouvé auprès du public beaucoup plus de confiance que de sympathie. Cet état d'esprit est plus ou moins à l'honneur de ceux qui le partagent : il est dû, principalement, à l'ignorance de ceux qui croient que le Mont-de-Piété a pour uniques clients les gens de mauvaise vie ou les prodiges. Si l'on met à part ces quelques préventions, on peut facilement ramener à deux grandes catégories les reproches plus sérieux ordinairement adressés aux Monts-de-Piété.

Au point de vue moral, on leur fait grief d'encourager l'imprévoyance, en permettant de se procurer immédiatement des ressources destinées à taire face à des dépenses

qui auraient dû mériter plus d'attention. Sans doute, certains emprunteurs prennent l'habitude de compter sur les Monts-de-Piété pour faire face à leurs échéances ordinaires, par exemple : le paiement du loyer au lendemain de certaines fêtes et, dans la certitude où ils se trouvent de pouvoir se procurer les fonds nécessaires, ils négligent de se ménager quelques avances. Il est bien certain que leur organisation s'adresse surtout à des personnes imprévoyantes et toute la question est de savoir si ces dernières sont toutes également responsables de la détresse qui les accable. Il y a énormément de gens qui font figure de prodigue et qui, pourtant, ne doivent leur désarroi passer qu'à la maladie ou au chômage, ou à telle ou telle circonstance malheureuse qu'il leur était impossible de prévoir. On ne peut, toutefois, faire une distinction catégorique entre les clients qui méritent qu'on leur consente un prêt et ceux qui se voient encouragés dans leur dissipation par les avances du Mont-de-Piété. En admettant que la chose soit possible, il resterait encore à la disposition de ces derniers une dernière ressource : celle de vendre l'objet qu'ils sont disposés à donner en gage. C'est là, d'ailleurs, une extrémité à laquelle ils ne manqueraient pas de recourir et qui nous fait préférer pour eux l'engagement de la chose au Mont-de-Piété. Au moins, de cette façon, ne sont-ils pas dépossédés, du premier coup.

Notons que, si l'on portait atteinte au privilège des Monts-de-Piété, tous leurs clients habituels retomberaient sous la coupe des prêteurs libres, dont l'industrie reflue-

rirait avec tous ses excès. De plus, le prêt sur gage une fois interdit, la clandestinité des opérations n'entraînerait, pour les malheureux qui s'y livreraient, que des conditions plus dures. Ce serait, d'ailleurs, une façon bien coercitive de décréter la vertu : il ne faut pas oublier qu'on a dit que l'épargne est un luxe et que la prévoyance n'est possible dans bien des cas que pour les moins malheureux.

Il reste donc que les Monts-de-Piété, loin d'encourager l'imprévoyance et la dissipation, mettent leurs services à la disposition de tous les malheureux qui, faute de trouver à leurs guichets l'argent qu'il leur faut, se verraient contraints d'aller se soumettre aux exigences des usuriers.

Le prêt sur gage a également été discuté au point de vue économique. Ce genre de crédit est déplorable, a-t-on dit ; celui qui donne un nantissement est privé de l'usage de l'objet pour toute la durée du prêt. Aussi met-on bien au-dessus de cette pratique le régime hypothécaire, qui laisse le débiteur maître de sa maison ou de son champ et qui peut, en attendant de rembourser, faire valoir la chose grevée.

Il est facile de remarquer que ce qui peut être fait sans inconvénient pour le créancier, quand il s'agit d'immeubles, devient tout à fait impraticable lorsqu'il s'agit de meubles. L'opération présenterait trop d'insécurité pour le prêteur : le débiteur malhonnête pourrait trop facilement, en faisant disparaître la chose, le priver de toutes garanties, et si l'on remarque que le plus souvent les objets

apportés en gage sont des bijoux et des objets d'art dont la jouissance est toute voluptuaire, on est obligé de reconnaître que le dessaisissement, qui est la condition du prêt, n'offre le plus souvent, comme contre-partie, qu'une privation d'agrément qui est sans conséquence sur la circulation des richesses.

Notre dessein n'est pas de négliger de donner à cette objection une valeur, qui, nous l'avons vu, est plus théorique que pratique. Toutefois, il nous faut reconnaître que l'inconvénient dénoncé est inhérent à la pratique du crédit réel, autrement dit du prêt sur gages corporels, et que le législateur a, depuis longtemps, choisi entre les mérites et les inconvénients des institutions qui le pratiquent.

Ces critiques, qui ne nous paraissent cependant pas assez fortes pour entraîner une réforme radicale de l'organisation actuelle des Monts-de-Piété en France, ne sont pas les seules qui aient été adressées à ces établissements. Les autres sont de moindre portée et de meilleure intention ; elles ne s'attaquent plus à l'institution elle-même, elles sont inspirées d'un vif désir d'amélioration.

Ce sont ces tendances réformatrices qui se sont fait jour au sein des Monts-de-Piété eux-mêmes, et qui, dès 1907, ont trouvé une expression officielle dans les rapports du premier Congrès national.

Il est admirable d'avoir trouvé, dans cette réunion des représentants de la plupart des Monts-de-Piété de France et d'Algérie, un ensemble de vues aussi concordantes sur

le choix des améliorations à apporter aux différents services et d'avoir entendu proclamer avec autant d'unanimité le but essentiellement philanthropique de ces institutions.

C'est vers la réalisation de ce programme de réforme que déjà certains efforts (1) ont été dirigés. Ce travail ambitionne de se trouver dans leur prolongement et de pouvoir apporter sa modeste contribution à cette louable entreprise de l'extension des services des Monts-de-Piété dans le sens de l'élargissement du crédit populaire.

(1) Projets de lois, décisions du Conseil municipal de Paris, vœux des Commissions de surveillance de différents Monts-de-Piété.

PREMIÈRE PARTIE

LES MONTS-DE-PIÉTÉ FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique

L'origine des Monts-de-Piété est assez mal dégagée. On peut dire que « les premiers prêteurs d'argent furent des prêteurs sur gages. On retrouve des traces de prêts sur gages dans les récits primitifs de l'histoire des Grecs, des Juifs, des Chinois et d'autres peuples. Les nombreux passages de la Bible relatifs à l'emprunt prouvent que le prêt sur gage était une institution reconnue chez les Juifs (1) ».

Il est à remarquer que, de tous temps, la question du prêt sur gage a fait l'objet de très sévères réglementations. Les doléances des malheureux qui y avaient re-

(1) R. DONALD, *Revue contemporaine*, août 1894.

cours, et qui subissaient les conditions excessives des prêteurs, ont toujours attiré l'attention des princes et des rois. Ces derniers n'ont pas toujours connu ces abus par les plaintes de leurs sujets : ils ont quelquefois subi, pour leur propre compte, au moyen-âge notamment, les exigences des banquiers juifs et lombards, qui réclamaient indifféremment de tous leurs clients, en plus d'un intérêt qui s'élevait à 10 % par mois, le dépôt entre leurs mains de gages valant parfois plus du double de la somme avancée.

Les abus qu'entraînaient forcément de pareilles prétentions ont nécessité de bonne heure, en France, l'intervention de l'autorité royale.

En février 1218, Philippe-Auguste a autorisé les Juifs à prêter sur gages, en limitant à 2 deniers par livre et par semaine, soit $43 \frac{3}{5}$ % par an, l'intérêt des sommes, qui ne pouvaient être avancées que pendant une année. Il faut croire que ces prescriptions ne furent pas écoutées, car, dès 1226, après plusieurs graves incidents, les Juifs furent expulsés. C'est alors que la royauté concéda à des banquiers venus du Piémont, et connus sous le nom de Lombards, le privilège des opérations autrefois pratiquées par les Juifs. Ils devaient payer patente et ne pas dépasser, dans le calcul des intérêts, le taux de 2 deniers par livre, qui fut le plus usité aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles.

D'autres ordonnances de Charles V autorisent à prêter sur gages dans presque toutes les villes du

royaume, c'est à cette époque que remonte la vieille réputation des prêteurs dits « Cahoursins » et originaires de Cahors. Les gages n'étaient rendus qu'après la paiement intégral du principal et des intérêts, faute de quoi les prêteurs pouvaient vendre les objets déposés, l'année se trouvant écoulée. Si la réalisation des gages donnait lieu à un boni, il était conservé à l'emprunteur.

Malgré tous ces règlements et la surveillance étroite dont ils étaient l'objet, tous ces prêteurs, banquiers juifs et lombards, soulevaient contre eux, par leurs méfaits, la colère de leurs victimes. Les chroniqueurs du temps : Jean Juvenal des Ursins et Duclos, dans son *Histoire de Louis XI*, racontent que des émeutes eurent lieu fréquemment et que les échoppes des mercantis furent brûlées et pillées.

On s'étonne qu'après tous ces excès, l'institution des Monts-de-Piété ait mis aussi longtemps à s'implanter dans notre pays.

Après des débuts isolés, — le premier établissement connu aurait été, suivant Reiffenstuel, une institution pratiquant le prêt sur gages, dès 1198, à Freisingen, en Bavière, — les Monts-de-Piété, conçus à peu près suivant l'idée que nous nous en faisons aujourd'hui, apparaissent en Italie, à la fin du xv^e siècle, et s'y répandent sous la protection des Papes. On assiste alors à une véritable croisade contre l'usure, et partout le Mont-de-Piété apparaît comme le moyen normal de la combattre et d'y mettre fin.

Dès le xvi^e siècle, les Monts-de-Piété gagnent toute l'Europe : en 1550, est créé celui d'Amsterdam ; en 1577, celui d'Avignon, capitale du Comtat-Venaissin, alors sous la domination des Papes.

Au xvii^e siècle, il faut relater l'initiative de l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas, qui, d'accord avec Isabelle-Eugénie, ordonne la création, sous la direction supérieure de Wenceslas Cobergher, d'un Mont-de-Piété dans toutes les villes du Brabant, des Flandres, du Hainaut; c'est ainsi que furent créés, en 1618, les Monts-de-Piété d'Arras et de Bruxelles; en 1621, ceux d'Anvers, Gand, Tournai, Cambrai, Mons, Bruges, Namur, Courtrai et Bergues.

A la même époque remontent les Monts-de-Piété de Nüremberg, Ulm, Augsbourg et Hambourg, qui, sous des noms différents, offrent, à des conditions à peu près identiques, les mêmes services et concurrencent sérieusement les Lombards, qui, partout, doivent immédiatement abaisser leurs conditions.

La France ne pouvait pas rester étrangère à ce grand mouvement qui portait tous les peuples à combattre l'usure en offrant aux malheureux des établissements contrôlés, où ils pouvaient contracter à bon marché des emprunts gagés.

En 1611, un projet fut soumis à Marie de Médicis; ce projet fut appuyé énergiquement par les Etats Généraux de 1614, mais des difficultés politiques retardèrent la publication de l'ordonnance royale qui prescrivait la

création de Monts-de-Piété dans « chascune bonne ville des baillages et sénéchaussées du royaume où besoing serait ».

Seules trois villes du Midi profitèrent de l'autorisation : Aix en 1635; Montpellier en 1684 et Marseille en 1694, encouragées sans doute par le succès du Mont-de-Piété d'Avignon.

D'une façon générale, on ne put trouver les capitaux nécessaires à l'établissement et au fonctionnement des maisons de prêt. Aussi, dans cette période, en dépit d'une nouvelle ordonnance de Louis XIV rappelant celle de son prédécesseur et restée, faute d'argent, lettre morte, ne trouve-t-on que des entreprises isolées, comme, par exemple, celle de Renaudot, qui, dans sa maison de la rue de la Calandre, prêtait sur gage. Un arrêt du Parlement, en date du 1^{er} mars 1644, lui en fit l'interdiction.

Les manœuvres d'ennemis puissants s'enhardirent de ce premier succès et découragèrent par la suite toutes les propositions, soit qu'elles aient pour but, comme celle de Deguitry, d'instaurer à Paris ce qu'il appelait des maisons de secours, soit qu'elles tendissent à établir des Monts-de-Piété dans les provinces, comme le voulait, en 1698, Lebret, intendant en Provence.

Un siècle s'était presque écoulé quand, enfin, devant les excès révoltants de l'usure, les résistances les plus acharnées cédèrent. Necker fit rédiger par Frandboisier

de Beaunay les lettres patentes du 9 décembre 1777, qui instituèrent le Mont-de-Piété de Paris (1).

L'institution répondait à des besoins pressants et douloureux. La société d'alors, principalement les classes privilégiées et oisives, était dévorée par l'usure. Le succès du Mont-de-Piété fut considérable. Il y eut une véritable ruée à tous ses guichets et les premiers clients ne furent pas les plus dépourvus, si l'on en juge par l'importance de la valeur des nantissements (42 fr. 50 par prêt en moyenne). Le succès bien évident de l'institution avait fondé son crédit. Le Mont-de-Piété de Paris, créé sans capital, obtint, aux taux les plus favorables, les fonds dont il avait besoin, à tel point qu'il put prêter au public — dans la période de ses débuts, de 1778 à

(1) Voici les passages principaux de cette ordonnance :

« Les Monts nous ont paru le moyen le plus capable de faire cesser les désordres que l'usure a introduits et qui n'ont concouru que trop fréquemment à entraîner la ruine de plusieurs familles... Il sera nécessairement établi, dans notre bonne ville de Paris, un Mont-de-Piété, ou bureau général d'emprunt sur nantissements, tenu sous l'inspection et administration du lieutenant général de police, qui en sera le chef, et de quatre administrateurs de l'Hôpital Général, nommés par le bureau du dit Hôpital Général, et dont les fonctions seront charitables et entièrement gratuites. Permettons aux administrateurs d'établir aussi, s'ils le jugent nécessaire, dans notre bonne ville de Paris, sous la dénomination de prêt auxiliaire, différents bureaux particuliers dudit Mont-de-Piété ou caisse d'emprunt de sommes depuis trois livres jusqu'à concurrence de cinquante livres... Le bénéfice qui résultera de l'établissement sera entièrement appliqué au soulagement des pauvres et à l'amélioration des maisons de charité, et lorsqu'il se trouvera des fonds en caisse au delà de ceux nécessaires pour la régie et les charges de l'établissement, ils seront appliqués au profit de l'Hôpital Général. »

1789, — 196 millions de livres, c'est-à-dire une moyenne annuelle de 16 millions.

Dans ces conditions, le Mont-de-Piété réalisa des bénéfices considérables, qui lui permirent, non seulement de s'installer dans les deux immeubles qu'il acheta rue des Blancs-Manteaux, mais encore de verser à l'Hôpital Général des sommes importantes.

Malheureusement, cette prospérité ne dura pas. Dès le début de la Révolution, le Mont-de-Piété de Paris eut à rembourser la plus grande partie des sommes qui lui étaient confiées par l'Hôpital Général et les particuliers ; aussi, dès 1793, force lui fut — faute d'argent — de suspendre ses services.

La Convention ayant décrété la liberté absolue du commerce de l'argent (loi du 11 avril 1793), les Lombards, qui n'avaient jamais cessé de se livrer, dans la coulisse, à des opérations de prêt, rouvrirent leurs portes et s'abandonnèrent, sans aucune retenue, aux trafics les plus scandaleux. Le taux de leurs opérations, qui, sous l'action bienfaisante de la concurrence du Mont-de-Piété, s'était successivement abaissé aux environs de 18 % l'an, se releva tout-à-coup et atteignit 20 % par mois (1).

(1) Des maisons de prêt, dit à ce propos M. Duval, l'ancien directeur du Mont-de-Piété de Paris, furent ouvertes sous les dénominations de Lombards et toutes ces maisons en enfantèrent bientôt un nombre si effrayant que, dans certains quartiers, les lanternes qui les annonçaient auraient pu suffire à éclairer la voie publique et, par ce moyen, éviterau département la moitié des frais d'illumination.

L'opinion publique ne tarda pas à réclamer la répression d'un pareil brigandage. La réouverture du Mont-de-Piété apparut comme le remède à tous ces maux. Mais des difficultés à peu près insurmontables pour l'époque apparurent dès qu'il fallut trouver les moyens financiers du nouvel établissement. La confiance et le crédit étaient lettres mortes; le numéraire était introuvable, les particuliers ne voulaient s'en dessaisir à aucun prix.

Après la tentative malheureuse du 25 avril 1794, le gouvernement dut se résigner et attendre. Il ne devait aboutir que plus de trois ans plus tard.

Encouragée par le Directoire, une association se forma entre cinq capitalistes. Elle apporta un capital initial de 500.000 francs, qui fut, petit à petit, augmenté par le produit des émissions d'actions et d'obligations. Des bons au porteur furent également mis en circulation. L'argent revint. Les dépôts du public reçurent 18 % l'an et les avances payèrent 36 %, puis, successivement, 30, 24, 18, 15, 12 et même 10 %; c'était merveilleux pour l'époque (1).

Malgré cet honorable succès, l'exploitation était peu

(1) On trouve en effet, à la date du 3 vendémiaire an VII, une lettre des administrateurs du département de la Seine remerciant l'administration des efforts qu'elle a faits « pour procurer au public des secours à un taux modéré, pour faire diminuer progressivement l'intérêt de l'argent et conséquemment réduire le nombre de ces foyers de brigandage connus sous le nom de « Maisons de prêts particulières » (*Répertoire général alphabétique de droit français*, article : « Mont-de-Piété »).

lucrative. Les affaires du Mont-de-Piété étaient limitées par la concurrence des maisons libres. « Une conjecture est permise : les commissaires-priseurs avaient repris leur service aux mêmes conditions que par le passé, et il est à croire qu'ils étaient comprimés par la crainte d'engager leurs responsabilités dans ces jours sans lendemain, et que la médiocrité excessive de leurs appréciations refoulait la clientèle chez l'usurier (1).

L'argent qu'on recevait en dépôt ne trouvait plus toujours un emploi dans les opérations de prêt. Pour les utiliser, le Mont-de-Piété se mit à escompter des valeurs de tout repos. C'est ce commerce de banque qui lui procura les ressources supplémentaires dont il avait besoin. Il s'y livra pendant de longues années et accepta de la sorte dans son portefeuille les titres du Trésor avant que ces derniers eussent trouvé la faveur du public.

Tel était l'état des choses quand le gouvernement impérial décida de supprimer l'industrie des prêteurs libres et de monopoliser toutes les opérations de prêt sur gages en faveur des établissements officiellement reconnus (2).

(1) *Op. cit.*

(2) Regnault de Saint-Jean d'Angély, dans son rapport sur la question des Monts-de-Piété, concluait au monopole dans les termes suivants : « Si, en général, toutes transactions sociales doivent être libres, il en est auxquelles l'intérêt commun prescrit de donner des règles spéciales plus sévères, dans lesquelles l'autorité protectrice doit en quelque sorte intervenir pour garantir la faiblesse de l'oppression, soustraire le besoin à la

Cette décision entraîna la liquidation du compte des actionnaires et la fermeture, du moins apparente, de la plupart des maisons particulières de prêt. Néanmoins, le chiffre d'affaires du Mont-de-Piété ne se releva pas aussi vite qu'on aurait pu s'y attendre.

Les usuriers continuèrent leur trafic clandestin.

Nous verrons, après avoir étudié l'organisation et le fonctionnement des Monts-de-Piété en général, et du Mont-de-Piété de Paris en particulier, que la lutte du prêt officiel contre l'usure n'est pas terminée et qu'il y a encore beaucoup à faire pour que les Monts-de-Piété puissent généraliser leur action bienfaisante et amener définitivement à eux l'intéressante clientèle qui est sans cesse exploitée par des mercantis sans aveux.

cupidité, la misère à la spoliation... De quelle nature, en effet, peut être le contrat qui intervient entre le prêteur sur gages et cette mère de famille qui va emprunter, sur un des linceuls de sa couche délabrée, de quoi donner un peu de pain à ses enfants ?... » Ce rapport écrit dans le style de l'époque, ne laisse aucun doute sur l'opportunité de la loi du 16 pluviôse an XII.

CHAPITRE II

Des Monts-de-Piété en général

La loi du 16 pluviôse an XII a fait du prêt sur gages corporels le privilège exclusif des Monts-de-Piété (1). Ce privilège est, en outre, protégé par l'article 411 du Code pénal, qui stipule que « ceux qui auront tenu ou établi des maisons de prêts sur gages ou nantissements

(1) *Loi du 16 pluviôse an XII :*

ARTICLE PREMIER. — Le Mont-de-Piété sera régi, à l'avenir, au profit des pauvres.

ART. 2. — Le Conseil d'administration du Mont-de-Piété continuera d'être composé du préfet du département, du préfet de police, des membres du Conseil général des hospices, qui seront au nombre de quatre, nommés par le ministre de l'Intérieur.

ART. 6. — Le compte annuel de l'administration sera reçu par quatre conseillers et un président du Conseil d'Etat, et déposé, après son examen, au secrétariat général du Conseil.

ART. 8. — Le taux de l'intérêt à exiger des emprunteurs et à accorder aux prêteurs sera fixé par le Conseil d'administration.

ART. 9. — Avec le produit de la vente des maisons urbaines des Hospices de Paris, qui est autorisée par une loi, ou au moyen des autres ressources et propriétés des Hospices, il sera pourvu, dans le cours de l'an XIII, au remboursement entier des fonds versés par les actionnaires dans la caisse du Mont-de-Piété.

ART. 10. — Lorsque la totalité des actions sera remboursée, les représentants des actionnaires cesseront de prendre part à l'administration.

ART. 11. — Le Conseil d'administration proposera et le ministre de

sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes et les objets prêtés, les noms, domicile et profession de ces emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus et d'une amende de cent à deux mille francs ».

L'article 1^{er} de la loi de l'an XII dispose qu'aucune maison de prêt sur nantissement ne pourra être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement. C'est en vertu de ce texte qu'une certaine communauté d'intérêts existe, en province, entre quelques anciens Monts-de-Piété et les Hospices ou les Bureaux de bienfaisance. Il y a, entre eux, partage des bénéfices, avec certaines réserves qui garantissent, aux Monts-de-Piété, la possibilité d'acquitter largement les charges ordinaires résultant de la marche des services et de poursuivre, dans l'intérêt de leur clientèle, l'amé-

l'Intérieur réglera le taux des cautionnements à exiger des employés du Mont-de-Piété et la nature des emplois qui y seront soumis.

ART. 12. — L'administration du Mont-de-Piété proposera, avant tout autre projet de règlement, la fixation et l'organisation du nombre de succursales nécessaires pour le service de la ville de Paris..

ART. 14. — Les préfets des départements adresseront le plus tôt possible, au ministre de l'Intérieur, pour être soumis à Sa Majesté en Conseil d'Etat, les projets pour l'établissement et l'organisation, au profit des pauvres, des Monts-de-Piété où il sera utile d'en former.

lioration des conditions du prêt (1). Mais, depuis la loi du 24 juin 1851, ces pratiques ne sont plus uniformément suivies.

Cette loi est venue unifier tous les détails de l'organisation des Monts-de-Piété, qui, jusque-là, empruntaient leurs formes à trop de textes particuliers (2).

Le titre 1^{er} de la loi de 1851 dispose que les Monts-de-Piété ou maisons de prêts sur nantissements sont institués comme établissements d'utilité publique par décrets

(1) Au sujet de la séparation des Monts-de-Piété et des établissements hospitaliers, voir plus loin.

(2) Tableau alphabétique des Monts-de-Piété de province et d'Algérie, avec l'indication des dates relatives à leur création et à leurs règlements particuliers :

Aix (création 1637). Voir édit de décembre 1781. Règlements de 1837 et 16 juillet 1855. — Alger. V. règl. 5 mars 1883. — Angers (création du 17 juin 1684). V. règl. 8 août 1831. — Apt (création en 1674). V. ord. 12 mai 1831. — Arles (création 1698). V. ord. du 30 août 1841. — Arras (création 1608). V. ord. 3 mars 1845 et règl. 31 mai 1854. — Avignon (création du 23 avril 1857). V. ord. 27 janvier 1832 et règl. de 1874. — Beaucaire (création en 1653). V. ord. 7 nov. 1830. — Besançon (création par ord. 17 sept. 1823). V. décret 6 août 1863. — Boulogne-sur-Mer (création par ord. du 27 nov. 1822). V. règl. de 1824. — Brest (création par ord. du 6 déc. 1826). V. décret 20 mars 1872. — Brignolles (création en 1677). V. ord. 6 juillet 1831. — Calais (création en 1832). V. ord. 24 juillet 1832 et 3 mars 1845. — Cambrai (création en 1625). V. règl. 24 déc. 1846 — Carpentras (création 1612). V. ord. 28 juin 1831. — Dijon (création en 1822). V. ord. 6 fév. 1822. — Douai (création en 1626). V. règl. 13 frimaire an XII. — Dunkerque (création du 1^{er} août 1862). V. décret 25 juin 1860. — Grenoble (création en 1693). — Le Havre (création en 1835). V. ord. 21 déc. 1836. — L'Isle-en-Vaucluse (création en 1671). V. ord. 21 déc. 1836. — Lunéville (création en 1835). V. ord. 22 mars 1835 et règl. 8 mai 1835. — Montpellier (création en 1654). — Nancy (création en 1834). V. ord. du 19 mars 1834 et décret 15 avril 1835. — Nîmes (création en 1828). V. ord. 6 mars 1828 et règl. 24 juin 1829. — Oran (création

du Président de la République avec l'assentiment des Conseils municipaux, selon les formes prescrites pour ces établissements. Les Conseils d'administration des Monts-de-Piété seront présidés par le maire de la commune; à Paris, par le préfet de la Seine. Leurs fonctions sont gratuites.

Les administrateurs sont nommés, à Paris, par le ministre de l'Intérieur; en province, ce soin est dévolu au préfet. Ils sont choisis : un tiers dans le Conseil municipal; un tiers parmi les administrateurs des établissements charitables; un tiers parmi les autres citoyens domiciliés dans la commune. Ces Conseils sont renouvelés par tiers chaque année : les membres sortants sont rééligibles.

Le décret d'institution de chaque Mont-de-Piété déterminera l'organisation de l'établissement et les conditions particulières de sa gestion.

Le directeur, dans les Monts-de-Piété où cet emploi existe, ou bien l'agent responsable dans les autres, est nommé par le ministre de l'Intérieur ou par le préfet, sur la présentation du Conseil d'administration. En cas de refus motivé par le ministre ou par le préfet, le Con-

en 1880). — Reims (création par ord. du 4 sept. 1822). V. déc. 6 mai 1854. — Roubaix (création par déc. 11 juin 1870). — Saint-Germain-en-Laye (création par ord. du 18 sept. 1832). — Saint-Quentin (création en 1833). V. ord. 5 mai 1833. — Tarascon (création en 1676). V. ord. 15 oct. 1828. — Toulon (création ord. 31 oct. 1821). — Toulouse (création en 1867). V. décret 14 déc. 1867 et régl. 11 juin 1869. — Valenciennes (création en 1618). V. ord. 17 oct. 1847.

seil d'administration est tenu de présenter un autre candidat.

Le directeur ou l'agent responsable peuvent être révoqués, à Paris, par le ministre de l'Intérieur, dans les départements par le préfet.

Les Monts-de-Piété seront, quant aux règles de comptabilité, assimilés aux établissements de bienfaisance (art. 2).

La dotation de chaque Mont-de-Piété se compose :

1° Des biens meubles et immeubles affectés à sa fondation et de ceux dont il est ou deviendra propriétaire, notamment par dons et legs ;

2° Des bénéfices et bonis constatés par les inventaires annuels et capitalisés ainsi qu'il est prescrit par le décret d'institution ;

3° Des subventions qui pourront leur être attribuées sur les fonds de la commune, ou du département, ou de l'Etat (art. 3).

Il est pourvu aux opérations des Monts-de-Piété au moyen :

1° Des fonds disponibles de leur dotation ;

2° De ceux qu'ils se procurent par voie d'emprunt ou qui sont versés à intérêt dans leur caisse.

Les conditions des emprunts sont réglées annuellement par l'administration, sur l'approbation du ministre de l'Intérieur ou du préfet (art. 4).

Les Monts-de-Piété conserveront, en tout ou partie, et dans les limites déterminées par le décret d'institution,

leurs excédents de recettes pour former ou accroître leur dotation.

Lorsque la dotation suffira tant à couvrir les frais généraux qu'à abaisser l'intérêt au taux légal de 4 %, les excédents de recettes seront attribués aux hospices ou autres établissements de bienfaisance, par arrêté du préfet, sur l'avis du Conseil municipal (art. 5).

Il sera pourvu, par règlement d'administration publique, à tout ce qui concerne l'institution et la surveillance des agents intermédiaires qui sont ou qui pourraient être accrédités près des Monts-de-Piété (art. 6).

Tout dépositaire, après un délai de trois mois à partir du jour du dépôt, pourra requérir, aux époques des ventes fixées par les règlements des Monts-de-Piété, la vente de son nantissement avant même le terme fixé sur sa reconnaissance.

Le prix de cet objet sera remis sans délai au propriétaire emprunteur, déduction faite des intérêts échus et du montant des frais fixés par les règlements. Les marchandises neuves données en nantissement ne pourront néanmoins être vendues qu'après l'expiration du délai d'une année (art. 7).

Les obligations, reconnaissances et tous actes concernant l'administration des Monts-de-Piété sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement (art. 8).

Sauf cette dernière exception, les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux Monts-de-Piété établis à titre purement charitable et qui, au moyen de

dons ou fondations spéciales, prêtent gratuitement ou à un intérêt inférieur au taux légal (art. 10) (1).

Telles sont les dispositions législatives communes à tous les Monts-de-Piété ; toutefois, dans son titre II, article 9, la loi du 24 juin 1851 a prescrit que, transitoirement, les dispositions ci-dessus seraient immédiatement applicables à ceux des Monts-de-Piété existants qui ont été fondés comme établissements distincts de tous autres.

L'ambiguïté de ce texte a obligé l'administration supérieure à consulter le Conseil d'Etat, qui, dans sa séance du 29 décembre 1852, émit son avis sur l'interprétation

(1) Ces établissements sont peu nombreux. Leur activité est le plus souvent médiocre. La plupart sont très anciens. Voici les principaux :

L'Œuvre du prêt gratuit de Montpellier, fondée en 1684, qui se propose de « venir gratuitement en aide aux personnes malaisées, et particulièrement à celles qui, de par leur état, ne pouvant ni mendier ni faire connaître leur situation, se trouvent momentanément dénuées de ressources ou sont au moins dans la gêne ».

L'Œuvre du prêt charitable de Grenoble, fondée en 1693, dont le président du Conseil d'administration porte encore le titre de « supérieur ».

La Société du prêt gratuit de Toulouse, fondée en 1828, qui paraît résulter d'une simple association.

Le Mont-de Piété gratuit de l'Œuvre de la Miséricorde de Nice, créé en 1590. Cet établissement possède un capital de fondation et prête jusqu'à épuisement. Il ne fait procéder à la vente des matières d'or et d'argent qu'il a reçues exclusivement à titre de gage que pour récupérer les fonds avancés.

La Fondation Masurel, de Lille, qui ne prête que jusqu'à concurrence de 200 francs.

Ces fondations sont minimes et il convient qu'elles le restent, afin que la gratuité ne soit pas considérée comme un droit ; on pourrait craindre, en effet, que la certitude du dégageant gratuit n'amène les malheureux à s'adresser au Mont-de-Piété uniquement pour obtenir un secours sous cette forme.

à donner à cet article 9, en déclarant qu'à ce point de vue, il fallait diviser les Monts-de-Piété en trois catégories :

1° Ceux établis à titre purement charitable et qui, au moyen de dons ou de fondations spéciales, prêtent gratuitement ou à un intérêt inférieur au taux légal ;

2° Ceux qui, ne prêtant ni gratuitement ni à un intérêt inférieur au taux légal, sont autorisés à conserver leurs excédents de recettes pour former ou accroître leurs dotations ;

3° Ceux qui, ne prêtant ni gratuitement ni à un intérêt inférieur au taux légal, versent tout ou partie de leurs excédents de recettes dans la caisse d'un hospice ou d'un autre établissement charitable par les soins duquel ils ont été fondés.

Cette distinction établie, le Conseil d'Etat a émis l'avis que les termes « établissements distincts de tous autres », qui se trouvent dans l'article 9 de la loi du 24 juin 1851, désignent les Monts-de-Piété antérieurement autorisés à conserver leurs excédents de recettes pour former ou accroître leur dotation ; que les dispositions du titre premier de la dite loi sont immédiatement applicables aux Monts-de-Piété qui ne sont pas autorisés à conserver leurs excédents, à la seule exception de celles de ces dispositions qui seraient de nature à porter atteinte aux droits des hospices ou autres établissements de bienfaisance qui profitent de tout ou partie desdits excédents de revenus.

La formule du Conseil d'Etat a elle-même permis toutes sortes d'interprétations : aussi la liquidation de la communauté d'intérêts entre Monts-de-Piété et établissements hospitaliers n'a-t-elle pu être réalisée que là où leurs représentants respectifs étaient animés d'un réel esprit de conciliation. Sans entrer à cette place dans la discussion des avantages et des inconvénients que pourrait présenter, pour les deux intéressés, le régime de la séparation d'intérêt, il convient de remarquer que la loi de 1851 ne tendait pas seulement à uniformiser les Monts-de-Piété, elle visait aussi à les émanciper de la tutelle financière des hospices, en leur donnant une existence de plus en plus indépendante des fondations charitables.

Cette orientation, conforme aux idées modernes sur la spécialité des établissements publics, s'est poursuivie jusqu'à nos jours et se continuera dans l'avenir, favorisée, nous l'espérons, par l'adoption des mesures que nous préconisons dans notre deuxième partie.

« Telle est la loi générale qui régit les Monts-de-Piété, avec leurs décrets, statuts et règlements particuliers. Ces textes, pour la plupart, comme nous le verrons dans la suite de cette étude, reproduisent les dispositions du règlement annexé aux décrets des 24 messidor an XII et 8 thermidor an XIII, émanation des lettres patentes du 9 décembre 1777, documents concernant tous les deux les Monts-de-Piété de Paris (1). »

(1) *Répertoire général alphabétique de droit français.*

CHAPITRE III

Du Mont-de-Piété de Paris

PARAGRAPHE PREMIER

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le décret du 8 thermidor an XIII a été complété par un règlement fixant l'organisation et le fonctionnement du Mont-de-Piété de Paris. Ces textes sont encore aujourd'hui en vigueur dans la plus grande partie des leurs dispositions. Ils ont pourtant été repris et quelque peu modifiés par le décret-loi du 24 mars 1852, qui fixe de façon définitive le mode d'administration de cet établissement.

Il convient de remarquer que l'article 9 de la loi du 24 juin 1851 a laissé de côté le Mont-de-Piété de Paris, en disposant que son titre 1^{er} n'était immédiatement applicable qu'aux Monts-de-Piété fondés comme établissements distincts de tous autres. Il s'ensuit donc que, comme presque toutes les grandes administrations parisiennes, le Mont-de-Piété est régi par des textes spéciaux. Nous verrons, chemin faisant, que son régime

a cependant de grandes analogies avec le droit commun.

Le Mont-de-Piété de Paris, bien que qualifié par la loi d'établissement d'utilité publique, a tous les caractères d'un établissement public. C'est un véritable service administratif doué de la personnalité juridique (1).

Directeur

L'administration du Mont-de-Piété de Paris est placée, depuis 1852, sous l'autorité du préfet de la Seine et du ministre de l'Intérieur. Elle est confiée à un directeur responsable, sous la surveillance d'un conseil dont les attributions sont ci-après déterminées (décret-loi du 24 mars 1852, art. 1).

Le directeur est nommé par le ministre de l'Intérieur sur une triple liste de candidats présentés par le préfet de la Seine. Le directeur exerce son autorité sur les services intérieurs et extérieurs. Il prépare les budgets, ordonnance toutes les dépenses et présente le compte de de son administration. Il représente le Mont-de-Piété en justice, soit en demandant, soit en défendant (2) (même décret, art. 2 et 3).

Le directeur a sous ses ordres tout le personnel de l'administration. Les employés de tous grades sont nommés

(1) Les Monts-de-Piété provinciaux partagent avec lui les caractères des établissements publics (V. DUCROCQ, t. VI, p. 551, Cassation, 3 avril 1878).

(2) Jugé à cet égard que le directeur peut ester en justice sans se pourvoir d'une autorisation préalable de l'autorité administrative. Cass., 18 décembre 1866, WITTERSHEIM (S., 67, 1, 119 ; P., 67, 279 ; D., 67, 1, 122).

par le préfet, sur une liste triple de candidats présentés par le directeur. Le directeur nomme les surveillants et gens de service. Les révocations sont prononcées par l'autorité à laquelle est attribuée la nomination (même décret, art. 10).

Conseil de surveillance

Le décret de 1852 institue, à côté du directeur, un Conseil de surveillance, composé ainsi qu'il suit : le préfet de la Seine, président ; le préfet de police ; trois membres du Conseil municipal ; trois membres pris, soit dans le Conseil de surveillance de l'Assistance publique, soit parmi les administrateurs des bureaux de bienfaisance ; trois citoyens domiciliés à Paris. Les membres du Conseil de surveillance autres que les préfets de la Seine et de police sont choisis par le ministre de l'Intérieur sur des listes triples présentées par le préfet de la Seine. Les membres du Conseil, à l'exception des deux préfets, sont renouvelés par tiers tous les deux ans ; le renouvellement des deux premiers tiers a lieu par la voie du sort ; le membre nommé par suite de vacance provenant de décès ou de toute autre cause sort du Conseil au moment où serait sorti le membre qu'il a remplacé ; les membres sortants sont rééligibles (même décret, art. 4, 5 et 6).

Le Conseil est présidé par le préfet de la Seine et, à son défaut, par un vice-président choisi par le Conseil et élu tous les ans. En cas de partage, la voix du prési-

dent est prépondérante. L'un des inspecteurs remplit les fonctions de secrétaire du Conseil. Le préfet convoque le Conseil au moins une fois chaque mois. Le Conseil se réunit plus souvent, s'il y a lieu, sur la convocation du préfet (même décret, art. 7).

Le Conseil de surveillance est appelé à donner son avis sur les objets ci-après énoncés : 1° les budgets et les comptes; 2° les projets de travaux neufs, de grosses réparations ou de démolition; 3° l'acceptation ou la répudiation des dons et legs faits au Mont-de-Piété; 4° les actions judiciaires et les transactions; 5° la fixation du taux de l'intérêt des prêts et des emprunts; 6° les règlements de service; 7° les cahiers des charges des adjudications de travaux et fournitures, et en général tous les actes de propriété et de gestion qui intéressent l'établissement. Le directeur de l'administration du Mont-de-Piété assiste aux séances du Conseil de surveillance (même décret, art. 8 et 9).

Personnel (1)

Sa situation est actuellement régie par un arrêté du préfet de la Seine, portant règlement du Mont-de-Piété de Paris, en date du 30 août 1911.

Le directeur est assisté d'un secrétaire général qui peut être choisi en dehors des cadres de l'administration

(1) Le Mont-de-Piété de Paris possédait 52 employés en 1778, 194 en 1790, 543 au 1^{er} octobre 1897, et 564 en 1912, répartis à raison de 292 aux écritures et 272 aux services de manutention.

et dont le traitement varie entre 9.000 et 11.000 francs, suivant la classe.

Le personnel de l'administration centrale se compose :

De chefs de service dont le traitement peut aller de 7.000 à 11.000 francs.

De sous-chefs de bureau au traitement de 5.000 à 6.000 francs.

De commis principaux au traitement de 4.000 à 4.800 francs.

De commis comptables au traitement de 4.000 à 4.800 francs.

De commis expéditionnaires au traitement de 2.400 à 3.900 francs.

De sous-agents aux écritures au traitement de 1.800 à 2.100 francs.

Tous ces agents sont recrutés au concours.

Il y a, en outre de ces employés de bureaux, tout un cadre de manutentionnaires qui sont préposés à la garde et à l'entretien de tous les objets déposés dans les magasins. Ces derniers sont classifiés comme il suit :

16 magasiniers principaux	2.200 à 3.900 fr.
130 commis aux magasins.....	2.000 à 3.000 »
27 sous-agents à la manutention...	1.800 à 1.900 »
Des chefs ouvriers.....	2.800 à 3.400 »
Des ouvriers.....	1.800 à 2.600 »
Des hommes de services.....	1.800 à 2.400 »

Le caissier est désigné sous le titre de « caissier central » et a rang de chef de service. Le chef de la comptabilité est désigné sous le titre de « chef de la comptabilité chargé du contrôle ». Le chef du dépôt des ventes est désigné sous celui de « chef du dépôt des ventes, liquidateur du boni ».

Les employés du Mont-de-Piété ont droit à une pension de retraite dont le service est effectué par la Caisse des Dépôts et Consignations. La Caisse de Retraite du Mont-de-Piété (1) est réglemantée par décret et l'inscription au registre matricule des pensionnaires du Mont-de-Piété a lieu par voie d'arrêt préfectoral.

Commissaires-priseurs

Des commissaires-priseurs du département de la Seine sont attachés, en qualité d'appréciateurs, à l'administration du Mont-de-Piété. Leur rôle sera étudié dans la section suivante, où les services de la prise et de la vente des gages trouveront à leur place les développements qu'il convient. Nous aurons également à apprécier leur intervention dans notre deuxième partie, en même temps

(1) Les premiers fonds de cette caisse proviennent de la somme de 46.212 francs versée le 18 avril 1805 à la liquidation de la Société des actionnaires. Durant leur gestion, les bénéfices s'élevèrent à 2.109.810 fr., dont un quarantième devait, aux termes des statuts, être mis en réserve au profit des employés. Depuis l'arrêté du Conseil du 5 juin 1833, les employés ont, en outre, une caisse d'épargne spéciale, où ils reçoivent 4 % de leurs placements. Signalons aussi l'existence d'une Société de prévoyance, d'une Société de Secours Mutuels, et, enfin, d'une Association amicale destinée à la défense de leurs intérêts professionnels.

que nous aurons à envisager les avantages et les inconvénients de leur suppression.

Commissionnaires

Par contre, à l'égard de ces agents, supprimés à Paris depuis 1887, et qui servaient, comme leur nom l'indique, d'intermédiaires entre le Mont-de-Piété et les emprunteurs, nous aurons — toujours dans notre deuxième partie — à faire l'hypothèse inverse, en nous demandant si leur rétablissement n'entraînerait pas un relèvement du chiffre d'affaires. Nous tiendrons compte, en cela, des services qu'ils rendent à certains Monts-de-Piété de province, qui les ont conservés et qui s'en louent (1).

Succursales et bureaux auxiliaires

Les locaux du Mont-de-Piété de Paris comprennent, en dehors de l'établissement principal, toujours établi rue des Blancs-Manteaux, trois succursales avec magasins particuliers (2) et de nombreux bureaux auxiliaires sans magasins, de telle sorte que les prêts se font sans le concours d'intermédiaires.

(1) Un arrêté du 22 mars 1780 avait créé vingt charges de commissionnaires-jurés au Mont-de-Piété, avec obligation de résidence dans différents quartiers de Paris. Il en fut établi, en outre, quatre à Versailles, trois à Saint-Germain-en-Laye, deux à Fontainebleau, Compiègne et Senlis. Il est à remarquer que ces commissionnaires tenaient boutique à Paris, à la porte de tous les palais royaux, et qu'en dehors de Paris, leur utilité n'avait été reconnue que là où se rendait la Cour.

(2) Première succursale, 112, rue de Rennes; 2^e succursale, 28, rue Servan; 3^e succursale, 31, rue Capron.

PARAGRAPHE II

OPÉRATIONS ET FONCTIONNEMENT

Le Mont-de-Piété est un établissement d'utilité publique qui effectue des prêts sur nantissement d'effets mobiliers ou de valeurs mobilières. Nous diviserons, dès lors, ce paragraphe en deux parties. Dans la première, nous étudierons le prêt sur gages corporels et, dans la deuxième, sans revenir sur le mécanisme des opérations, qui, *grosso modo*, ne varie guère, nous rechercherons les conditions auxquelles la loi du 25 juillet 1891 a voulu soumettre le prêt sur titres. Cette division s'impose d'autant plus que si le monopole du Mont-de-Piété s'exerce de façon exclusive en ce qui concerne le prêt sur gage corporel, il est, au contraire, inexistant dès qu'il s'agit d'avances sur titres. Dans ce genre d'opérations, le Mont-de-Piété se trouve même, vis-à-vis des établissements de crédit, dans une situation de réelle infériorité : il ne peut, en effet, prêter que jusqu'à concurrence d'une certaine somme et, d'autre part, la liste des valeurs qu'il peut recevoir en dépôt est strictement limitée.

A. — Prêts sur gages corporels

Dispositions générales

Il était nécessaire, au cas où les emprunteurs n'auraient pas laissé passer les délais de vente, qu'ils soient assurés de la restitution de leur gage ou, à défaut, garantis du paiement d'une juste indemnité. Le décret du 8 thermidor an XIII a prévu le cas.

S'il arrive qu'un objet donné en nantissement soit perdu et ne puisse être rendu à son propriétaire, la valeur lui en est payée au prix d'estimation lors du dépôt et avec l'augmentation d'un quart en sus à titre d'indemnité (Règl. gén. annexé au décret du 8 therm. an XIII, art. 66). Cet article sert autant de garantie à l'administration qu'aux emprunteurs. Il est fatal, en effet, que dans des services aussi compliqués, des erreurs surviennent. Il était prudent de limiter par avance les prétentions des intéressés.

Il est pourtant des cas où la responsabilité du Mont-de-Piété reste entière, quand, par exemple, il y a eu, de la part de ses agents, fraude, négligence ou imprudence grave. La responsabilité n'est plus alors déterminée par l'article du règlement de l'an XIII, mais d'après les principes du droit commun. C'est ainsi, par exemple, que ses dispositions ne s'appliquent pas quand le Mont-de-Piété a vendu les objets qui lui avaient été confiés avant le terme fixé. Les tribunaux ont estimé que, dans ce cas, il y avait vraiment négligence et que l'administration ne pouvait que s'en remettre à eux du soin d'apprécier le dommage causé.

Les bâtiments du Mont-de-Piété et les capitaux de roulement appartenant à un titre quelconque à l'administration servent d'hypothèque spéciale et de garantie pour les propriétaires de nantissements (même règl., art. 67).

L'administration doit prendre toutes les précautions

nécessaires pour sauvegarder sa responsabilité et notamment faire assurer contre l'incendie les nantissements qu'elle a en dépôt.

Nous verrons plus loin (1) si les moyens actuellement mis en œuvre, par le Mont-de-Piété de Paris et les Monts-de-Piété de province, pour sauvegarder leurs responsabilités, sont les plus efficaces et les meilleur marché.

Engagements

« Les opérations d'engagement en ce qui concerne l'appréciation et les écritures s'effectuent dans l'ordre suivant que l'usage a fait adopter comme le meilleur et le seul praticable, savoir : 1° estimation des gages ; 2° offre et acceptation des prêts ; 3° établissement des bulletins de prise ; 4° expédition des reconnaissances ; 5° inscriptions diverses au registre des actes de dépôt ; 6° production des justifications réglementaires ; 7° paiement des prêts et délivrance des reconnaissances ou suppression des paiements et délivrance des bulletins de prêts suspendus ou annulation des engagements et restitution des gages (2). »

L'estimation des gages est faite par des commissaires-priseurs attachés à l'établissement et qui ont seuls qua-

(1) Deuxième partie.

(2) *Répertoire de droit français*, n° 62, article « Mont-de-Piété ».

lité pour en apprécier la valeur et les vendre, le cas échéant.

Au Mont-de-Piété de Paris, ces commissaires-priseurs sont au nombre de quatorze. Ils sont nommés par le préfet de la Seine, sur la présentation, en nombre triple, faite conjointement par la Chambre des commissaires-priseurs de la Seine et par les apprécieurs du Mont-de-Piété (art. 31 du règlement annexé au décret du 8 thermidor an XIII).

Il est évident qu'étant donné leur nombre, les commissaires-priseurs ne peuvent assurer à eux seuls tout le service de la prisee; en réalité, ils font à peine 12 % des estimations; le reste des opérations est effectué par des agents placés sous leurs ordres, choisis par eux, mais agréés par l'administration. Ces agents sont payés par les apprécieurs et l'estimation qu'ils font des objets qui leur sont présentés, lie la responsabilité de ces derniers (1).

La compagnie des commissaires-priseurs est garante envers l'administration des suites des estimations. Cette responsabilité des commissaires-priseurs est collective, les déficits étant supportés en bloc par la compagnie et payés par déduction sur le produit total du droit de prisee. Lorsqu'à défaut de dégagement, l'établissement procède à la vente d'un nantissement : si le produit de cette vente ne suffit pas pour rembourser le principal, les

(1) Note de service de la préfecture de la Seine en date du 1^{er} septembre 1863.

intérêts et droits dus, par lui avancés sur la foi de l'estimation faite par les commissaires-priseurs, la compagnie des commissaires-priseurs est tenue d'y pourvoir et de compléter la différence.

Les raisons de cette organisation ont été souvent discutées. Nous verrons plus loin (1) qu'elles sont très complexes et que, sur ce point, les projets de réforme abondent en solutions. Disons simplement que l'intervention des commissaires-priseurs garantit le Mont-de-Piété contre les estimations fantaisistes ou coupables et, par là même, consolide son crédit.

L'estimation une fois faite, l'emprunteur est avisé qu'une certaine somme peut lui être avancée. Cette offre ne correspond jamais à la valeur de l'objet apporté en gage. Le montant des sommes à prêter est en effet réglé, quant aux nantissements composés soit d'argenterie, soit de bijoux en or ou en argent, aux quatre cinquièmes de leur valeur au poids, et quant à tous les autres effets, aux deux tiers du prix de leur estimation (Règl. gén. annexé au décret du 8 thermidor an XIII, art. 58). Le minimum des prêts est fixé pour tous les établissements à la somme de 3 francs (Lettres patentes des 9-12 décembre 1777, art. 3). Le maximum est illimité depuis l'abrogation du décret du 12 août 1863 (décret du 2 août 1887).

Lorsque l'engagiste déclare accepter la somme qui lui

(1). Voir plus loin : « suppression du droit de prise », 2^e partie.

est proposée (1), l'appréciateur ou son commis rédige un bulletin de prise qui confirme l'estimation et engage pour l'avenir la responsabilité de la compagnie. Un acte de dépôt est également rédigé et sa formule, qui est signée sur un registre par l'emprunteur ou son représentant, mentionne à la suite les noms et adresses de ces derniers (2).

En même temps que la somme prêtée est comptée à l'emprunteur, il lui est délivré, sur papier non timbré, une reconnaissance du dépôt de l'objet engagé. La reconnaissance est au porteur; elle contient la désignation du nantissement, la date, le montant du prêt, l'estimation; elle rappelle également, en forme d'avis, les conditions principales du prêt.

Ce titre indique notamment que les prêts sur gages corporels sont accordés pour un an avec faculté pour les emprunteurs de dégager leurs effets avant le terme ou d'en renouveler l'engagement à l'échéance dudit terme.

Les prêts sont soumis à certaines conditions générales. « On exige, afin que le Mont-de-Piété ne puisse se faire recéleur d'objets volés, une garantie morale du déposant (3). » Le règlement annexé au décret du 8 ther-

(1) Lorsque l'emprunteur désire ne recevoir qu'une partie de la somme qui lui est offerte, le prêt est dit « requis ». Dans ce cas, l'estimation totale est portée sur le bulletin de prise, comme si le prêt devait être compté en entier à l'intéressé.

(2) Lorsqu'un engagement secret est reçu par le directeur, le registre des engagements ne contient, au lieu des nom, qualité et justification de l'emprunteur, que le numéro du registre particulier de la direction.

(3) E. RAIGA, *Le Mont-de-Piété de Paris*.

midor an XIII décide, en effet, que nul n'est admis à déposer des nantissements pour lui valoir prêt au Mont-de-Piété, s'il n'est connu et domicilié ou assisté d'un répondant connu et domicilié.

L'identité s'établit suffisamment par la présentation d'une pièce authentique sur laquelle se trouve apposée la signature de l'emprunteur.

Si la pièce présentée n'indique pas le domicile du déposant, la preuve peut en être faite au moyen d'une quittance de loyer, d'une enveloppe de lettre portant le timbre de la poste ou de toute autre pièce ayant un caractère d'authenticité et dont la date ne remonte pas à plus de trois mois avant le dépôt du gage.

S'il existe un doute contre le déposant sur la légitime possession ou sur son droit de disposition des effets présentés en nantissement, le paiement du prêt est suspendu provisoirement jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné autrement par le préfet de police (art. 49 du Règl.).

Les emprunteurs qui ne peuvent produire les pièces établissant leur identité et leur domicile peuvent se faire cautionner par des personnes qui ne doivent être admises qu'autant qu'elles produisent, en ce qui les concerne, les justifications exigées des emprunteurs. Ces cautions affirment notamment que les déclarations d'identité et de domicile fournies par l'emprunteur et consignées au registre sont exactes.

Tout déposant est tenu de signer l'acte de dépôt de l'objet apporté pour nantissement (art. du règl. pr.).

La comparaison de cette signature avec celle qui est portée sur la pièce produite à titre de justification est une garantie suffisante pour autoriser le prêt et mettre le déposant à l'abri de tout soupçon. En procédant ainsi, le Mont-de-Piété se met lui-même à l'abri de tout reproche et ne peut en aucun cas être taxé de négligence.

Si le déposant est illettré, l'acte de dépôt est signé par un répondant connu et domicilié.

Dégagements

Le règlement général de l'an XIII, complété sur ce point par l'article 69 du règlement du 30 juin 1865, stipule, à cet égard, que si, à l'expiration du terme convenu dans l'acte de dépôt, ou avant cette expiration, ou même après cette expiration, à condition que la vente du gage n'ait pas encore été effectuée, l'emprunteur présente la reconnaissance et acquitte le montant total de la dette en principal, intérêts et droits, le gage lui est restitué, dans l'état où il se trouvait au moment du dépôt (1).

Les intérêts et droits dus au Mont-de-Piété sont calculés par quinzaine, toute quinzaine commencée étant due en entier. Les quinzaines et les mois sont comptés de date à date exclusivement. Le taux des droits à payer par les emprunteurs se compose, d'une part, de l'intérêt des sommes prêtées; d'autre part, des frais de manu-

(1) V. « déagements par acomptes successifs ».

tention, d'assurance des nantissements et des autres frais généraux de régie. Il est fixé tous les six mois par arrêté préfectoral, sur la proposition du directeur, après avis du Conseil de surveillance, sans que le taux de 12 % puisse être dépassé (Règl. gén. de l'an XIII, modifié par décret du 24 mars 1852 (1)).

Renouvellements

Tout emprunteur qui, dans le délai stipulé, n'a pas effectué le dégagement et qui veut éviter la vente du nantissement, est admis à renouveler son engagement aux mêmes conditions et pour le même délai que l'engagement primitif; il doit, pour cela, rapporter la reconnaissance et acquitter les droits et intérêts échus, qui se calculent comme pour les dégagements.

En réalité, ce renouvellement n'est qu'un dégagement suivi d'un nouvel engagement. Cette considération autorise l'emprunteur à exiger la présentation du gage qui fait l'objet du renouvellement.

Au moment du renouvellement, le gage pourra toujours être soumis à une réappréciation. Dans le cas où

(1) En 1913, l'administration prélève 3 1/2 p. 100 pour l'intérêt des prêts et 3 1/2 p. 100 pour les frais de régie, de manutention et d'assurance. Les prêts de 3, 4 et 5 francs, qui ne séjournent que deux mois au Mont-de-Piété, sont exonérés de ces intérêts et droits. Ces conditions sont fixées par arrêté préfectoral tous les six mois. Il faut noter que, depuis l'institution du droit fixe de 1 p. 100, l'intérêt total exigé n'est jamais inférieur à 8 p. 100.

il y aurait lieu de réduire le prêt initial, l'emprunteur serait tenu de verser un acompte.

Remboursements par acomptes

La faculté est accordée, à tous les débiteurs du Mont-de-Piété, d'effectuer le remboursement des prêts et la libération de leurs nantissements au moyen de versements successifs qui ne peuvent être inférieurs à 1 franc et qui portent intérêt au profit des déposants à un taux égal à celui auquel le Mont-de-Piété effectue ses prêts. Il est loisible aux emprunteurs qui se sont fait ouvrir un livret d'acomptes de poursuivre de la même façon le renouvellement de leurs reconnaissances (1).

Ventes

Lorsque le terme de l'engagement est arrivé sans que le gage ait été dégagé et qu'aucun renouvellement soit intervenu, il est procédé à la vente du nantissement à la diligence du directeur, d'après un rôle rendu exécutoire par une ordonnance du président du tribunal civil de la Seine ou par l'un des juges du même tribunal, commis à cet effet. La vente se fait aux enchères publiques, après un affichage antérieur de dix jours. Avis en est donné à l'emprunteur par lettre non affranchie, mais seulement pour les prêts supérieurs à 16 francs.

(1) Dégagement par acomptes et successivement des différents objets constituant un lot.

Sur la demande des intéressés, l'administration accorde ordinairement un sursis de trois mois, et dans tous les cas ne peut se refuser à admettre le dégagement d'un objet pour lequel les délais normaux et supplémentaires sont depuis longtemps écoulés.

Les ventes, au Mont-de-Piété, se font par le ministère des commissaires-priseurs de l'établissement, assistés de crieurs choisis et payés par eux.

Le droit pour vacations et frais de vente, alloué aux commissaires-priseurs, est à la charge des acheteurs; il est ajouté pour chacun d'eux, en proportion de son achat, au prix d'adjudication.

L'arrêté du préfet de la Seine, contenant fixation du droit pour vacations et frais de vente alloués aux commissaires-priseurs, est affiché dans les salles de vente (1).

Tout adjudicataire est tenu de payer comptant le prix total de son adjudication et les frais accessoires. Toutefois, dans le but de favoriser les propriétaires des nantissements, les commissaires-priseurs consentent à leur accorder un certain délai pour se libérer complètement

Boni

Le premier effet résultant de la vente d'un nantissement est de faire rentrer le Mont-de-Piété en possession des sommes qui lui sont dues en capital, intérêts et

(1) Ce droit était en 1912 de 5 p. 100, soit 2 p. 100 au profit du Mont-de-Piété.

droits. Le recouvrement de ces sommes s'opère par le fait de l'encaissement du profit des ventes.

Nous avons vu que lorsque le prix de vente ne suffit pas pour rembourser les sommes dues à l'établissement, les commissaires-priseurs sont tenus de désintéresser le Mont-de-Piété en soldant la différence.

Il se trouve justement qu'en raison de cette obligation, les déficits sont très rares. La compagnie des commissaires-priseurs préfère, dans son intérêt, s'en tenir à de faibles estimations et, de la sorte, provoque, après chaque vente, l'apparition d'un excédent ou boni. Cette différence entre le prix de vente du nantissement et le montant de la dette garantie par ce nantissement appartient à l'emprunteur (1).

Les sommes provenant des bonis sont conservées en dépôt jusqu'à la réclamation des ayants droit ou jusqu'à ce que, à défaut de réclamation, le délai de trois ans, fixé pour la prescription, soit expiré.

Tout emprunteur qui réclame un boni doit produire sa reconnaissance; à défaut de ce titre, il doit fournir une décharge spéciale, tant de l'engagement que du boni, avec une caution d'une personne solvable.

L'administration, sauf le cas d'opposition, n'a pas à rechercher comment une reconnaissance est dans les

(1) Nous verrons plus loin que la vente se fait dans de mauvaises conditions et nous étudierons dans quelle mesure et par quels moyens on peut remédier aux inconvénients actuellement reconnus.

Voir également, à ce sujet, « suppression du droit de prisée et la question de l'attribution des bonis à l'Assistance publique ».

maines de celui qui la représente, ni à quel titre il la détient.

Les bonis non réclamés dans les trois années de la date des reconnaissances sont acquis aux hospices.

B. — Prêts sur valeurs mobilières

Une loi du 25 juillet 1891 a autorisé le Mont-de-Piété de Paris à prêter sur nantissement de valeurs mobilières libérées au porteur. Chaque opération de prêt effectuée ne peut excéder 500 francs par emprunteur (art. 1) (1).

Il ne faut pas voir, dans cette autorisation, un empiètement sur le domaine des grands établissements de crédit, qui ont toujours pratiqué — on le sait — les avances sur titres. L'opportunité de la mesure a été d'autant plus discutée qu'on s'entend à proclamer que ces grandes maisons offrent à leurs clients une sécurité matérielle et morale à peu près absolue.

C'est à notre avis déplacer la question. Le Mont-de-Piété, ainsi autorisé à prêter sur valeurs mobilières, reste dans son rôle. Il offre aux petits épargnants, qui ont fait de certaines valeurs de tout repos leur placement favori, les moyens de ne pas compromettre le fruit de longs efforts, en leur prêtant, sur leurs titres, les sommes les plus minimes. On peut même dire que le

(1) L'intérêt perçu est de 6 p. 100, il est calculé par quinzaine et augmenté d'un droit fixe de 0 fr. 25 par fraction de 100 francs.

Mont-de-Piété s'est fait une spécialité de ces petites opérations jugées peu avantageuses par les grands établissements. De la sorte, les petits capitalistes ne sont plus obligés de vendre, ni même de recourir à des engagements hors de proportion avec leurs besoins momentanés, qui venaient, sans utilité pour eux, lourdement grever l'avenir.

Les avances que le Mont-de-Piété peut faire sont calculées d'après la cote officielle de la Bourse, en prenant pour base le dernier cours du comptant de la veille. Elles sont fixées dans les proportions suivantes : 80 % sur les rentes françaises, bons et obligations du Trésor; 75 % sur toutes les valeurs portant intérêt au moins chaque année et désignées dans un état annuel soumis par le directeur du Mont-de-Piété à l'approbation préfectorale, après avis du Conseil de surveillance. Il n'est prêté que 60 % sur les actions de jouissance figurant sur ledit état (art. 2).

La durée du prêt est de six mois. Elle est fixée par l'arrêté du directeur, approuvé par le préfet de la Seine, qui règle également, après avis du Conseil de surveillance, le taux des emprunts.

Mais il reste acquis qu'en ce qui concerne des titres de Bourse, il ne peut être question de valeur constante. Le Mont-de-Piété doit donc tenir compte des fluctuations qui en font varier le cours journellement. Ainsi l'emprunteur peut-il être mis en demeure, pendant la durée du contrat, d'avoir à rapporter une partie de l'avance,

si le cours des valeurs a subi, à la Bourse, une baisse d'au moins 15 %. Ce remboursement doit avoir lieu huit jours au plus tard après une simple mise en demeure par lettre recommandée extraite d'un registre à souche. Et la somme à rapporter est fixée de manière à rétablir entre le montant du prêt et la valeur du titre la proportion déterminée par les dispositions de l'article 2 précité (art. 4) (1).

Le même article ajoute, comme sanction, qu'à défaut de ce remboursement, le Mont-de-Piété a le droit de faire vendre à la Bourse, par le ministère d'un agent de change, tout ou partie des valeurs déposées.

Le Mont-de-Piété peut également faire vendre dans la même forme les titres engagés qui, passé le délai de six mois, n'ont pas donné lieu à un renouvellement. Les valeurs déposées sont vendues sans mise en demeure ni aucune autre formalité. Le produit net de la vente sert à rembourser le montant de l'avance en capital, intérêts et frais. Le déficit, s'il y a lieu, est répété contre l'emprunteur (art. 5 et 6).

Dans le cas où la vente produit un excédent, le surplus ou boni est tenu à la disposition du débiteur pendant dix années à partir du jour de la vente (2). Après ce délai, il est inscrit au bénéfice du Mont-de-Piété (art. 7).

(1) Le Mont-de-Piété a dû, à plusieurs reprises, appliquer cet article.

(2) Et non trois ans à partir de l'engagement ou du dernier renouvellement, comme lorsqu'il s'agit de prêts sur nantissement d'effets mobiliers.

« Les prêts sur valeurs mobilières entraînent certaines autres hypothèses que le législateur devait prévoir et qu'il a prévues. Les titres qui en sont la base produisent des intérêts et peuvent, d'autre part, être remboursés s'ils sont amortissables, avec ou sans prime, par l'établissement qui les a émis. Qu'a décidé la loi dans ces deux cas? Tout d'abord les coupons d'arrérages des valeurs déposées en garantie sont remis à l'emprunteur qui en fait la demande sur la représentation du titre d'engagement et sur sa décharge (art. 8).

En second lieu, le Mont-de-Piété n'est pas tenu de s'assurer si les titres remboursables avec ou sans prime sont sortis aux tirages. Il n'est pas obligé davantage de faire d'office l'encaissement de ces valeurs, ni de celles qui ont une échéance déterminée (même article).

La loi de 1891 a fait du service des avances sur titres un service distinct du service des prêts sur nantissements corporels, sans toutefois modifier les dispositions qui prescrivent l'unité de caisse et l'unité de solde. Cette même loi ajoute que les capitaux qui alimentent ce service proviennent d'un emprunt spécial pour lequel une comptabilité particulière est instituée (art. 9).

Nous verrons, dans le paragraphe suivant, de quelle façon le Mont-de-Piété se procure les fonds destinés à lui servir à faire des avances sur valeurs mobilières et en quoi les ressources qu'il obtient dans ce but diffèrent de celles qui lui permettront de prêter sur gages corporels.

Pour conclure, remarquons que la loi de 1891 pose en principe que les règlements qui assurent le fonctionnement du prêt sur gage s'appliquent au service des avances sur titres, à condition qu'ils n'aient rien de contraire aux prescriptions de la loi (art. 10).

Le gouvernement est autorisé à étendre, par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, le bénéfice de ladite loi à d'autres Monts-de-Piété que celui de Paris (art. 11) (1).

C. — Ressources du Mont-de-Piété de Paris

§ 1^{er}. — *Ressources générales*

Le Mont-de-Piété de Paris n'a pas de ressources propres. Il rentre, en effet, dans la 3^e classe des Monts-de-Piété, qui, suivant le Conseil d'Etat, empruntent annuellement en totalité les fonds nécessaires à leur fonctionnement.

Nous avons vu que le décret de l'an XIII, en lui donnant ce caractère d'établissement de bienfaisance que rêvait le législateur d'alors, ne lui a permis de se constituer un capital, ni par le moyen des bonis, ni grâce à ses excédents de recettes. Ces deux sources de béné-

(1) Le gouvernement a usé de cette faculté pour les Monts-de-Piété de Toulouse (déc. du 26 fév. 1892); de Lyon (déc. du 31 mai 1892); de Boulogne-sur-Mer (déc. du 20 février 1896); de Lille (déc. du 30 juillet 1898); de Toulon (déc. du 31 juill. 1900); de Bordeaux (déc. du 17 juillet 1902); de Roubaix (déc. du 12 fév. 1904); d'Orléans (déc. du 23 janvier 1906); de Marseille (déc. du 5 janvier 1907); d'Arras (déc. du 12 mars 1909).

fices profitent exclusivement — on le sait — à la caisse de l'Assistance publique.

Le Mont-de-Piété emprunte donc de façon permanente sur bons à ordre ou au porteur. Ces emprunts sont réalisés au jour le jour par des dépôts volontaires de sommes dont le minimum est fixé à 100 francs. Au delà de ce chiffre, il n'est pas reçu de sommes non multiples de 10.

Le taux d'intérêt auquel les placements sont reçus est fixé tous les ans, et plus souvent s'il y a lieu à modification, sur la proposition du directeur, par un arrêté du préfet de la Seine, après avis du Conseil de surveillance (Décret du 25 mars 1852, art. 7).

Un taux d'intérêt différent est fixé d'ordinaire pour chaque nature de placement, selon qu'il s'agit de bons à l'échéance de trois mois, six mois, neuf mois, un an ou deux ans. Les échéances les plus longues donnent lieu à la fixation des taux les plus élevés (1). Les intérêts sont calculés pour la durée du placement, d'avance, et sont compris dans la somme inscrite sur le bon remis à l'intéressé.

Le Mont-de-Piété pratique l'escompte de ses bons (loi du 26 mai 1849).

Il faut ajouter, aux sommes provenant de l'emprunt,

(1) En 1911, le Mont-de-Piété a emprunté, à 3 %, 57.359.260 francs sur un emprunt total de 58.855.560 francs. C'est dire que le taux de 3 1/2 pour les placements à plus d'un an d'échéance et ceux inférieurs à 3 % sont très rarement employés.

celles que produisent les fonds qui sont versés au Mont-de-Piété :

1° A TITRE DE CAUTIONNEMENTS

Les agents du Mont-de-Piété peuvent, en effet, être admis à verser en espèces, à la caisse de ces établissements, le cautionnement qu'il ont à fournir en exécution des prescriptions du règlement. Toutefois, par décret du 7 février 1874, les comptables du Mont-de-Piété de Paris sont autorisés à fournir les cautionnements auxquels ils sont assujettis, en rentes sur l'Etat, au cours moyen de la Bourse du jour de leur nomination. Ces cautionnements sont versés au Trésor public, qui délivre aux intéressés un récépissé des titres déposés.

Par contre, divers comptables d'autres administrations peuvent également être assujettis à verser leurs cautionnements dans la caisse du Mont-de-Piété. Ces versements sont déterminés par des arrêtés préfectoraux.

Les adjudicataires et entrepreneurs de travaux ou fournitures, ainsi que les locataires, peuvent aussi être astreints à déposer, à la caisse du Mont-de-Piété, le cautionnement fixé comme garantie de l'exécution de leurs entreprises et marchés ou du paiement de leurs loyers (Règl. du 30 juin 1865).

2° A TITRE DE DIVERS DÉPÔTS

Ces dépôts ont un caractère obligatoire ; notons, à titre d'exemple, que la Comédie Française est tenue,

aux termes du décret de Moscou, de verser en dépôt tous ses fonds disponibles dans la caisse du Mont-de-Piété, qui lui sert un intérêt.

Tous ces engagements, à quelque titre qu'ils aient été contractés, sont faits sous hypothèque générale des biens dépendant de la dotation des hospices de Paris. Les capitaux appartenant aux hôpitaux, et momentanément versés à la caisse du Mont-de-Piété, soit qu'ils proviennent du produit des aliénations autorisées par les lois, soit qu'ils fassent partie de quelques autres recettes extraordinaires de fonds leur appartenant, servent également de garantie spéciale pour les prêteurs.

§ 2. — *Ressources spéciales aux opérations de prêts sur valeurs mobilières*

Les capitaux qui alimentent ce service proviennent d'un emprunt spécial, en ce sens que le Mont-de-Piété est obligé, pour des nécessités d'ordre intérieur, de modifier, dans ce cas, sa façon habituelle de se procurer des fonds. Tandis que les ressources destinées à faire face aux besoins du service des prêts sur meubles corporels proviennent d'émissions de bons de durée et par suite d'intérêts variables, celles qui assurent le fonctionnement des avances sur titres sont alimentées par l'émission de bons à un an, au porteur ou à ordre, portant intérêt à raison de 2 fr. 75 % l'an.

CHAPITRE IV

La situation actuelle des Monts-de-Piété

Ce rapide exposé des services des Monts-de-Piété nous a permis de fixer les principales lignes de la législation qui les régit. Au cours des deux chapitres précédents, nous nous sommes contentés, le plus souvent, de citer le texte, et nous avons volontairement borné les commentaires.

Il importe, maintenant, d'apprécier l'importance des différentes opérations qu'effectuent, en bloc ou séparément, tous les Monts-de-Piété de France et d'Algérie, et cela en réservant au Mont-de-Piété de Paris la place qui convient à son importance.

L'examen et la comparaison des chiffres nous permettra de dégager d'utiles renseignements sur la progression des opérations de ces établissements et sur l'étendue des services rendus. Nous pourrons, de la sorte, apprécier les résultats de la législation actuelle et nous faire une idée plus juste des réformes à entreprendre.

Mais avant de nous demander ce que devraient être

les Monts-de-Piété, nous nous efforcerons de tirer parti des renseignements statistiques que nous avons pu recueillir, en apportant des précisions aussi complètes que possible sur la situation actuelle des Monts-de-Piété. Ce sera l'objet de ce dernier chapitre où nous nous proposons aussi, en forme de conclusion, d'apprécier les causes générales qui influent sur le chiffre des opérations effectuées par les Monts-de-Piété en général.

PARAGRAPHE PREMIER

Renseignements statistiques

Les documents officiels (1) enregistrent, pour l'année 1910, quarante-quatre Monts-de-Piété, au lieu de quarante-cinq en 1909; l'établissement de Lunéville a, en effet, été supprimé par décret du 29 janvier 1910.

Les quarante-quatre Monts-de-Piété relevés par les statistiques se répartissent entre vingt-six départements. Le département du Nord en compte à lui seul sept; les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse chacun quatre, celui du Pas-de-Calais trois; quatre départements (Gard, Var, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure) en ont deux, les autres dix-huit départements n'en ont qu'un seul.

(1) Voir « Statistique annuelle des institutions d'assistance », faisant partie de la « Statistique générale de la France », publiée par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Ce document paraît avec deux ans de retard et nous fournit, seulement en 1913, les chiffres de 1910.

Vingt-cinq établissements sont établis dans des chefs-lieu de département, treize dans des chefs-lieu d'arrondissement et six dans des chefs-lieu de canton. De tous les Monts-de-Piété, le plus important est celui de Paris; il l'emporte, comme nous le verrons dans l'étude spéciale que nous allons lui réserver, par le nombre comme par l'importance de ses opérations, sur tous les établissements de province réunis. On peut citer, à la suite, les Monts-de-Piété de Nice, Bordeaux, Marseille, Lyon et Toulouse.

Les grandes catégories d'opérations : engagements, dégagements, renouvellements, ventes, sont considérées isolément et il est fourni pour chacune d'elles des renseignements précis.

Engagements. — 2.357.027 articles ont été engagés en 1910 dans l'ensemble des quarante-quatre Monts-de-Piété. Le montant total des sommes prêtées sur ces articles s'élève à 71.580.000 francs, dont 45.023.000 francs, soit 63 %, sont relatifs aux prêts effectués par le Mont-de-Piété de Paris.

Pour l'ensemble des établissements, les engagements annuels, depuis 1906, sont représentés par les chiffres ci-après :

Années	Nombre d'articles en gages (milliers)	Sommes prêtées sur les articles (milliers de francs)	Quotité moyenne d'un prêt (francs)
1906.	2.452	73.018	29 80
1907.	2.475	76.925	31 10
1908.	2.562	77.502	30 25
1909.	2.378	72 287	30 40
1910.	2.359	71.580	30 35

Le nombre des articles engagés, ainsi que le montant des sommes prêtées, qui a augmenté d'année en année depuis 1908, fléchit sensiblement depuis cette époque. De 1908 à 1909, la diminution avait porté principalement sur les engagements effectués par le Mont-de-Piété de Paris. Le nombre des articles était passé de 1.099.000 à 1.081.000 et la valeur des sommes prêtés de 49.332.000 à 44.882.000 francs. En 1910, le nombre des articles a encore diminué; il n'est plus que 936.000, mais la valeur des sommes prêtées s'est, au contraire, légèrement accrue; elle s'élève à 45.022.000 francs.

La diminution constatée de 1909 à 1910, dans le montant total des prêts effectués par les établissements, a donc porté sur les opérations des Monts-de-Piété de province. En particulier, le Mont-de-Piété de Nice a vu se réduire notablement le chiffre de ses affaires; le montant des sommes prêtées par cet établissement, qui s'élevait à 5.600.000 francs en 1908 et 5.218.000 francs en 1909, n'est plus que 3.647.000 francs en 1910.

Les chiffres qui viennent d'être indiqués comprennent, non seulement les sommes prêtées sur gages corporels, mais encore les avances sur valeurs mobilières (1).

Les différents Monts-de-Piété, à l'exception de celui de Paris, ont fourni les chiffres relatifs aux engagements en distinguant les articles engagés et les sommes prêtées sur ces articles d'après la quotité du prêt. Nous

(1) Voici, d'ailleurs, pour chacun des Monts-de-Piété autorisés à prati-

apprenons ainsi que les trois quarts des prêts sont d'une valeur de moins de 10 francs, 40 % ne procurent même pas 5 francs à leur emprunteur.

La proportion des sommes prêtées par quotités dépassant 1.000 francs, qui s'était accrue régulièrement jusqu'en 1909, a notablement baissé de 1909 à 1910, passant de 16,6 % à 13 % seulement. Cette baisse est imputable à la diminution signalée plus haut dans l'importance des opérations du Mont-de-Piété de Nice; dans cet établissement, la quotité moyenne d'un prêt est tombée, de 107 francs en 1909, à 73 francs en 1910.

Le relevé par mois des sommes prêtées par l'ensemble de tous les Monts-de-Piété permet de constater que l'engagement a été le plus élevé pendant les mois de juillet et octobre (1), le moins élevé pendant les mois de février et septembre.

quer ces sortes d'opérations, le montant des avances consenties sur valeurs mobilières du 1^{er} janvier au 31 décembre 1912 :

Paris	8.207.024 francs.
Toulouse.	287.190 —
Lyon	571.035 —
Boulogne-sur-Mer	Néant.
Lille	114.059 —
Toulon	64.270 —
Bordeaux.	550.511 —
Roubaix	6.857 —
Orléans	Néant.
Marseille	154.501 —
Arras	9.795 —

(1) Si l'on remarque que le Mont-de-Piété de Paris fait plus de la moitié des opérations reflétées par ces chiffres, on est conduit à constater que l'époque du terme n'est pas étrangère à l'augmentation du chiffre des engagements pendant les mois de juillet et d'octobre.

Dégagements. — Le montant des sommes qui avaient été prêtées sur les articles dégagés pendant l'année 1910 s'est élevé au chiffre de 61.851.000 francs, au lieu de 70.096.000 francs en 1909.

Par rapport aux engagements effectués la même année, la proportion des dégagements est de 96 % en 1910 (97 % en 1909).

De même que les années précédentes, le montant des dégagements a atteint son maximum pendant le mois de décembre et son minimum pendant les mois d'août et septembre.

Renouvellements. — Deux établissements, ceux de Douai et de Montpellier, ne font pas de renouvellements; la faculté de renouvellement y est remplacée par des facilités de paiement accordées à l'emprunteur. Dans l'ensemble des autres Monts-de-Piété, le montant total des sommes prêtées sur les articles renouvelés pendant l'année 1910 est de 41.707.000 fr. contre 44.415.000 fr. en 1909.

Par rapport aux engagements effectués la même année, la proportion est de 58 % en 1910 au lieu de 61 % en 1909.

Le montant des renouvellements a été le plus élevé pendant le mois de juillet et le moins élevé pendant le mois de février.

Ventes. — Pendant l'année 1910, 272.315 articles ont été vendus pour une somme totale de 8.240.000 francs; en 1909, le nombre des articles vendus était de

274.814 et le produit des ventes était de 8 millions 367.000 francs

Dans le montant du produit des ventes, on peut distinguer trois produits distincts : d'abord la valeur des sommes qui avaient été prêtées sur les articles vendus, puis le montant des intérêts et des frais et, enfin, ce qui reste lorsqu'on a fait la déduction de ces deux sommes du prix de vente, et qui est appelé le boni.

Le tableau suivant fournit l'indication du montant des ventes annuelles effectuées de 1906 à 1910 avec la distinction de ses divers éléments :

Les sommes qui avaient été prêtées sur les articles vendus ne représentent guère plus des deux tiers du produit global des ventes; si l'on tient compte de ce que ces articles sont le plus généralement ceux que les emprunteurs ont le moins d'intérêt à dégager, on voit combien les objets sont appréciés au-dessous de leur valeur réelle.

La valeur moyenne à l'engagement des articles vendus est d'environ 30 % plus faible que la quotité moyenne des prêts, ce qui montre que les ventes portent principalement sur les objets de plus faible valeur.

Un quart environ du produit des ventes constitue le boni, qui revient de droit à l'emprunteur; la valeur moyenne du boni par article s'élève à près de 8 francs.

Renseignements divers. — Les bénéfices réalisés par les quarante-quatre Monts-de-Piété s'élèvent, en 1910, à 1.114.000 francs; ils étaient de 1.052.000 francs en 1909.

Les frais d'administration (personnel et matériel) constituent une somme de 4.494.000 francs, dont 2.812.000 francs pour le seul Mont-de-Piété de Paris; en 1909, ces dépenses s'élevaient à 4.575.000 francs, dont 2.831.000 francs pour Paris. Par rapport aux sommes prêtées, la proportion des dépenses administratives est assez fixe et voisine de 6 %.

Le taux de l'intérêt des prêts varie considérablement suivant les établissements; dans quelques-uns, ce taux varie également suivant l'importance du prêt. Les Monts-

de-Piété de Montpellier et de Grenoble, ainsi que l'établissement Masurel à Lille, prêtent gratuitement. Le Mont-de-Piété d'Angers prête également sans intérêt, mais prélève un faible droit pour les frais accessoires. Dans les autres institutions, le taux d'intérêt des prêts (y compris les droits accessoires) varie de 3,50 jusqu'à 12 %.

Quelques chiffres spéciaux au Mont-de-Piété de Paris, empruntés au rapport de M. Petitjean, conseiller municipal de Paris, sur le fonctionnement du Mont-de-Piété pendant l'année 1911. — Par rapport à 1910, l'entrée accuse, en 1911, une augmentation de 63.478 articles pour 3.285.379 francs; la sortie, une diminution de 38.980 articles pour 438.664 francs.

Sur les douze mois de 1911, dix ont fait ressortir, sur l'année précédente, des augmentations; les deux autres, au contraire, accusent des diminutions.

Les gages corporels sont en augmentation quant au nombre des articles et quant au montant des sommes prêtées : 981.022 articles en 1911 contre 910.118 en 1910 et d'autre part 41.808.784 francs contre 38.598.529 francs en 1910, soit une augmentation de 70.904 articles (1) pour 3.218.345 francs.

Les engagements sur valeurs mobilières sont en aug-

(1) Il est bon de remarquer que le nombre total des articles a été, en 1890, de 1.491.540, alors qu'il n'est plus que de 949.104. Cette diminution paraît résulter, en partie, de l'augmentation toujours croissante des gages dits insuffisants.

mentation. En 1910, en effet, il avait été prêté, sur 26.265 articles, 6.423.994 francs. En 1911, les prêts ont porté sur 28.553 articles pour 6.964.685 francs. L'année 1911 fait ressortir, sur 1910, une différence en plus de 2.288 articles pour 540.691 francs. La différence porte sur tous les mois, notamment en février, où elle atteint 103.334 francs.

Il est à remarquer que les frais généraux d'administration n'ont guère augmenté dans ces trente dernières années. Ils étaient, en effet, de 2.573.743 francs en 1885. Ils sont, en 1911, de 2.763.075.

Le revenu effectif du Mont-de-Piété de Paris a été, en 1911, de 4.606.552 francs, se décomposant comme suit :

Intérêts et droits (gages corporels).....	4.021.592 98
Intérêts et droits (valeurs mobilières)....	487.147 40
Intérêts des fonds placés au Trésor.....	19.395 24
Recettes accidentelles, locations et recou- virements divers, etc.....	61.925 47
Escompte sur bons à ordre ou au por- teur	16.590 85
Au total.....	4.606.652 14

En 1911, la dépense, par unité de gage, est inférieure de 0 fr. 06 à celle de 1910, qui était de 1 fr. 69.

La limite du prêt onéreux est fixée à 40 francs, supérieure de 2 francs à celle de 1910 (1).

(1) Disons tout de suite que les Monts-de-Piété, en faisant leurs comptes,

Un prêt de cette somme n'est rémunérateur qu'à partir de la vingtième quinzaine, où il rapporte 2 fr. 75 et coûte 2 fr. 66. De 41 à 142 francs, les opérations sont rémunératrices selon la durée du séjour en magasin.

C'est à partir de 143 francs que les opérations sont toujours rémunératrices.

Enfin, pour terminer, disons que la balance du compte du Mont-de-Piété de Paris s'établit comme suit :

Recettes	4.605.652 14
Dépenses	4.411.739 53
Excédent de recettes.....	<u>194.912 61</u>

PARAGRAPHE II

Des causes déterminantes du chiffre des opérations consenties par les Monts-de-Piété

On s'imagine, à tort, que le Mont-de-Piété peut être considéré comme « le thermomètre de la misère ». L'affirmation est un peu simpliste. En réalité, le mouvement des opérations effectuées par les maisons de prêt obéit à des causes multiples, qu'il faut analyser pour se rendre un compte exact de leurs rapports avec la situation de fortune des classes sociales qui font justement appel à ces établissements.

sont tout naturellement amenés à établir une distinction entre les opérations déficitaires et les opérations profitables qu'ils effectuent concurremment. Ils les délimitent théoriquement en recherchant ce qui est pour eux le point de départ des prêts donnant des bénéfices, autrement dit en marquant « la limite du prêt onéreux.

Comme nous le verrons, toutes les classes de la société s'adressent aux Monts-de-Piété. On peut même dire que lorsque les misérables seuls y ont recours, le peu d'importance de leurs emprunts a peu d'influence sur l'ensemble des chiffres. M. Blaize le constatait déjà en 1861 :

« On se fait généralement une idée très fausse du Mont-de-Piété. On suppose qu'il ne prête qu'aux nécessiteux. C'est une erreur : il prête à tout le monde, mais les mêmes besoins n'y conduisent pas tous les emprunteurs. Les uns empruntent pour consommer, les autres pour produire; on peut donc distinguer les opérations en prêts de consommation et en prêts de production. S'il est facile d'établir théoriquement cette distinction, il n'en est pas de même quand il faut l'exprimer en chiffres; car la qualité des prêts n'indique pas nécessairement à quelle catégorie ils appartiennent (1). »

D'après d'autres renseignements empruntés aux travaux de M. Duval, il semblerait que ce soit plutôt les rentiers et les personnes ayant des professions libérales qui soient les clients les plus assidus du Mont-de-Piété de Paris.

M. Blaize continue à nous fixer sur les véritables causes qui influent sur le chiffre des engagements :

« Une autre erreur fort répandue, dit-il, c'est que les opérations du Mont-de-Piété sont en raison directe de

(1) Voir, page 77, le tableau présentant par professions les emprunteurs sur valeurs mobilières.

la misère, et c'est précisément le contraire qui est vrai. Lorsque les affaires ont une grande activité, le commerce, la petite fabrication demandent au Mont-de-Piété les capitaux dont ils ont besoin et qu'ils ne trouveraient pas ailleurs à si bon marché, quel que soit l'intérêt perçu par l'administration. Une crise amène-t-elle une stagnation dans la production, immédiatement l'effet s'en fait sentir au Mont-de-Piété : une des sources qui alimentent ses magasins s'affaiblit; l'industrie et le commerce font plus rarement et pour de moindres sommes appel à ses fonds. La même cause produit le même effet par rapport aux ouvriers. Dans l'état ordinaire des choses, ceux-ci engagent fréquemment et ils dégagent de même; mais lorsque le travail devient rare, les dégagements sont plus difficiles. Un chômage prolongé les rend bientôt impossibles. De là encore une cause de diminution dans le mouvement des magasins. De la cessation prolongée du travail, il résulte un fait plus grave : les nantissements qui n'ont pas donné lieu aux renouvellements ou aux dégagements sont vendus et la matière même de l'engagement disparaît. Si la misère exerce une action sur les engagements, et, dans les temps de crise, en augmente le nombre, cette action est donc nécessairement limitée, parce que les ressources dont les classes laborieuses peuvent disposer s'épuisent rapidement si elles ne sont pas renouvelées par le travail. On peut dire, en se fondant sur l'expérience, que les opérations du Mont-de-Piété sont en raison directe du mou-

mouvement des affaires et en raison inverse de la misère (1) ».

Il ne faut pas interpréter à la lettre les intéressantes remarques de M. Blaize. Les Monts-de-Piété, jusqu'ici, ont obéi de très loin aux phénomènes économiques qu'il signale. D'ailleurs, l'absence de communication entre les différents établissements arrive à conférer à une cause locale ou accidentelle une importance prépondérante : de la sorte, il sera toujours difficile, en cette matière, d'apporter des remarques définitives.

(1) Lettre à M. Gérault (A. DANTU, 1861).

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉFORME DES MONTS-DE-PIÉTÉ

LES BASES DE DISCUSSION

Les caractères des Monts-de-Piété modernes

Le monopole légal dont ils jouissent

L'esprit des réformes et leur objet

Des développements historiques de notre première partie, il ressort que les Monts-de-Piété ont vite perdu le caractère philanthropique et charitable qu'ils avaient à leur début. Nous avons vu également que les services qu'ils rendent sont réels et qu'ils s'adressent indifféremment à tous les nécessiteux qui, forcément, n'appartiennent pas tous au prolétariat. Il semble donc qu'il y ait peu d'intérêt à reprendre la discussion du véritable caractère des Monts-de-Piété actuels; sans le faire, — puisque nous marquons par avance nos points d'arrivée, — nous croyons cependant utile de préciser la situation morale, juridique et sociale de ces établissements. Nous estimons que ces éclaircissements nous fourniront des bases très utiles de discussion pour l'étude des améliorations à apporter dans le fonctionnement de ces institutions.

Leurs caractères actuels

« Ce sont, comme le dit M. Daniel dans son ouvrage sur « le contrat de prêt sur gage et les Monts-de-Piété », des établissements qui, créés dans l'intérêt des pauvres, ont pour objet de prêter au public de l'argent sur gage moyennant la perception d'un droit et d'un intérêt déterminés. » Cette définition synthétise parfaitement les deux caractères contradictoires de l'institution et fait à la conception initiale une place considérablement réduite en mettant en lumière le but intéressé de l'institution.

Sauf quand il s'agit de prêt gratuit, et nous avons vu que c'était l'exception, il n'est plus possible de parler de charité quand il s'agit du prêt sur gage tel qu'il est pratiqué par les Monts-de-Piété. Partout, nous le savons, au lieu de vivre de dons, de legs ou de libéralités de toutes sortes (1), les Monts-de-Piété vivent tout simplement des capitaux qu'ils se procurent tout comme le ferait une banque. Ils paient un intérêt à ceux qui leur ont avancé de l'argent et s'ingénient à faire fructifier le mieux pos-

(1) Notons, toutefois, que les Monts-de-Piété ont leur part dans les libéralités qui sont faites annuellement aux établissements publics. Pour l'année 1910, notamment, nous trouvons que les dons et legs représentent, dans les quatre-vingt-sept départements, un total de 11.387.866 francs, exclusivement attribués aux établissements charitables et hospitaliers. Il est à présumer, cependant, que ces généreux donateurs favorisent les hôpitaux et hospices et oublient le plus souvent les Monts-de-Piété.

Le ministère de l'Intérieur ne les a pas tenus à l'écart dans la répartition des biens culturels. En qualité d'établissements réputés de bienfaisance, les Monts-de-Piété ont leur part comme les bureaux de bienfaisance et les autres établissements d'assistance.

sible leurs fonds d'emprunt. Généralement, les bénéfices profitent à l'institution et à ses clients.

De bonne heure, d'ailleurs, les Monts-de-Piété avaient perdu, aux yeux des auteurs clairvoyants, le mérite d'une œuvre charitable. Il y a fort longtemps que l'un d'eux écrivait : « Sur le pied qu'ils exercent aujourd'hui, les Monts servent indifféremment les pauvres, le commerce, les étrangers et les riches : on doit les regarder comme des banques. »

M. Coutaud cite, dans son étude « du rôle social des Monts-de-Piété », l'idée originale et d'une intéressante portée pratique, que M. Blaignan développait dans un discours de rentrée à la Cour d'appel de Toulouse : « Le Mont-de-Piété, disait ce magistrat, tel qu'il est constitué, devrait disparaître, pour renaître en se dédoublant et se transformer en deux établissements distincts : d'une part, une banque de prêt sur nantissement ouverte à tous, ne s'occupant pas de bienfaisance, mais d'affaires, faisant payer ses services ce qu'ils valent, constituée comme toutes les autres banques foncières ou commerciales; d'autre part, un établissement ouvert aux seuls indigents et ne se livrant qu'à des opérations gratuites. »

La non-application de cette idée laisse sans conteste, aux Monts-de-Piété, le caractère d'établissement rendant à toutes les classes de la société des services qui, loin d'être gratuits, sont, nous l'avons vu, très cher payés des deniers des emprunteurs.

Si l'on fait abstraction de certaines modalités pro-

pres à des établissements d'utilité publique qui n'ont pas un souci bien vif de réaliser des bénéfices qui reviennent, on le sait, soit à des œuvres de bienfaisance, soit plus directement à la clientèle même de l'institution, on peut, en deuxième lieu, se demander si les Monts-de-Piété sont bien réellement des établissements de crédit.

On a fréquemment souligné le caractère déplorable du crédit tel que le pratique le Mont-de-Piété. Etrange établissement que celui qui ne prospère qu'en temps de crise ou de chômage ! Services dérisoires et dangereux que ceux qu'il rend à des malheureux qui, en lui abandonnant en gage leurs derniers biens, se privent du dernier élément de crédit qui était susceptible de les garantir de la faillite !

C'est pourtant tout le contraire qui se produit : le Mont-de-Piété suit fidèlement toutes les variations de la fortune publique, M. Duval l'a bien souvent démontré et il en tire argument pour affirmer que le Mont-de-Piété est bien un établissement de crédit.

Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur les statistiques professionnelles des emprunteurs (1). On voit que le Mont-de-Piété, dont la raison d'être première était de secourir exclusivement les pauvres, a étendu ses bienfaits à toutes les classes sociales et vient en aide particulièrement à toutes les catégories de travail-

(1) Le tableau suivant ne fournit des indications que sur la profession des emprunteurs sur valeurs mobilières. Ce sont les chiffres du Mont-de-Piété de Paris jusqu'en 1909. Cette intéressante statistique n'a pas été

leurs qui font effort pour s'élever et qui entreprennent, en quelque sorte à découvert, leur marche ascensionnelle. C'est ainsi que le Mont-de-Piété compte parmi ses clients un grand nombre de petits commerçants et d'industriels modestes, qui, comme on le dit d'ordinaire, « ont commencé avec peu ». C'est d'ailleurs ce que remarque M. d'Avenel, au tome IV « du mécanisme de la vie moderne ». « Ces nécessiteux (les salariés dans le besoin) ne sont pas les seuls, du reste, à s'adresser au Mont-de-Piété. Il est aussi le banquier d'une foule de petits fabricants ou commerçants qui ne trouveraient nulle part un taux plus avantageux que celui de 6 fr. 25 exigé par lui. Quoique cette catégorie fournisse à peine le dixième des emprunteurs, elle absorbe plus du quart des sommes prêtées (16 millions de francs). Au contraire, les ouvriers, qui ne reçoivent qu'un chiffre à peu près égal de 14 millions, représentent les six dixièmes de l'effectif des emprunteurs. Mais aussi, la destination du prêt n'est pas la même : le petit patron, quand les affaires marchent, emprunte pour produire, pour acheter des matiè-

continué au delà de cette date et n'a jamais englobé les opérations sur gages corporels :

Profession des emprunteurs	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Employés.	9268	10191	9444	9631	9500	9670	8725
Négociants et fabricants	6077	6959	5671	6258	6419	6520	5618
Ouvriers	8905	8202	7830	7676	8211	8482	7282
Rentiers	2980	3260	2790	3167	3207	3238	2781
Professions libérales. .	2347	2419	2198	2319	2510	2590	2506
Cultivateurs.	51	78	38	16	20	26	44
	29628	31009	27971	29067	29867	30526	26956

res premières ; l'ouvrier emprunte pour consommer quand le travail ne marche pas. »

En indiquant les divers clients du Mont-de-Piété, M. d'Avenel souligne la destination des sommes empruntées et montre que cet établissement ne réduit pas son rôle à celui d'instrument de crédit à la consommation. En prêtant aux petits commerçants et aux industriels, le Mont-de-Piété intensifie l'œuvre de production et, de la sorte, le crédit qu'il pratique résiste à toutes les critiques. Les petits producteurs trouvent à ses guichets les sommes d'argent qui leur sont nécessaires pour acheter des marchandises et des matières premières. Il est vrai que, dans cet ordre d'idées, on peut déduire toutes sortes de conséquences heureuses des prêts consentis à cette catégorie d'emprunteurs. On risque même d'aller trop loin et d'être facilement optimiste. En tout cas, le fait que les petits producteurs connaissent le chemin du Mont est une indication, il faut croire que les besoins de leurs affaires les y conduisent tout au moins pour un peu.

En résumé, le Mont-de-Piété a perdu de nos jours tous ses caractères purement philanthropiques ; il n'a plus que la fugitive apparence d'institution d'assistance que lui conservent son nom d'une part et d'autre part certaines habitudes administratives qui continuent à en faire, conformément aux lois qui les régissent, un établissement assimilé aux établissements de bienfaisance, pour sa comptabilité, sa gestion et son budget.

C'est, en réalité, un établissement de crédit qui réduit son action à une série d'opérations bien déterminées et très limitées. Il a aussi une clientèle spéciale qui est plus étendue qu'on ne croit et qui se recrute un peu dans tous les milieux sociaux. Il faut noter que le prix qu'il demande aux emprunteurs est tel qu'on regrette la réputation de bienfaisance qui reste attachée aux services qu'il rend. Il serait souhaitable que son nom fût changé et rendu conforme au genre d'opérations que l'établissement pratique.

Ce qui trouble un peu toutes les observations concernant le Mont-de-Piété, c'est le caractère privilégié que la loi lui confère. Aux yeux de beaucoup, cela suffit pour lui enlever le droit de se dire maison de banque ou établissement de crédit. On voit mal, en effet, l'Etat interdire l'ouverture de maisons de prêt sur gages et empêcher quiconque de se livrer à un commerce qui par lui-même n'a rien d'illicite ou d'immoral.

On comprendrait mieux que l'Etat intervînt en matière de bienfaisance dans le but de protéger les droits des malheureux à l'assistance. A ce titre, l'Etat, qui a dans ses attributs essentiels le devoir d'apporter des secours officiels aux citoyens malheureux, pourrait fort bien ne pas tolérer la fondation libre des établissements où, sous le prétexte et l'apparence de la charité, des financiers, peut-être peu scrupuleux, pourraient se livrer à des opérations qui aboutiraient à une véritable exploitation

de la misère et qui, sous le couvert de la philanthropie, ne feraient que pratiquer l'usure.

On voit par là que la distinction que nous avons établie entre le Mont-de-Piété, établissement de bienfaisance, et le Mont-de-Piété, maison de banque, n'était pas purement doctrinale.

Les objections qui précèdent n'entament en rien nos conclusions. Le Mont-de-Piété reste un établissement de crédit, mais, par suite d'une longue expérience, les pouvoirs publics ont pensé que ses opérations méritaient d'être contrôlées.

Il reste à voir en quoi sa situation est privilégiée.

Le monopole légal des Monts-de-Piété

Autrefois interdit comme immoral, contraire aux intérêts du prêteur et favorable à l'usure, le prêt sur gage est aujourd'hui licite. Le Code civil le reconnaît en ces termes (art. 2071) : « Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette. Ce nantissement, quand il est mobilier, prend le nom de « gage » et confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet par privilège et par préférence aux autres créanciers (art. 2073) ».

Les articles suivants règlent les conditions dans lesquelles on peut prêter sur gage. La loi exige les formalités suivantes : rédaction d'un acte public ou sous seing privé dûment enregistré, contenant l'énonciation de la

somme due, la désignation de la nature, qualité, quantité du gage (art. 2074) ; l'acte devient exigible dans le cas où l'affaire traitée excède le chiffre de 150 francs, soit par le total de la somme prêtée, soit par la valeur du gage.

Si le créancier n'est pas remboursé, il ne peut disposer du gage et se payer sur la valeur de la chose (art. 2078) ; la loi prétend ainsi assurer l'inexistence d'un pacte comissoire qui viendrait très souvent masquer une opération usuraire et qui résulterait du fait que la valeur du gage excède presque toujours le montant de la dette. Il faut, au contraire, que le créancier fasse « ordonner en justice que le gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères ».

Ces formalités, qui procèdent toutes du souci de protéger l'emprunteur contre les prétentions de son créancier, sont si nombreuses et si strictes qu'elles ont tout à fait paralysé les opérations de prêts sur gage. Cette sorte de contrat est devenu fort rare, tant les frais augmentent dans d'énormes proportions l'intérêt légal que le débiteur doit payer.

Sans compter que le domaine où l'on peut se livrer à ces transactions est très étroit. Ce qui est permis, en effet, c'est le prêt accidentel, car si on se livre habituellement à ce genre de commerce, on tombe sous le coup de l'article 411 du Code pénal, qui frappe ceux qui tiennent une maison de prêt non autorisée. La jurisprudence

est même assez sévèrement fixée sur la matière; « on peut être condamné, soit pour avoir ouvert une maison, sans pour cela faire de fréquentes opérations (Bruxelles, 27 juillet 1817), soit parce que l'on a prêté à plusieurs personnes, sans avoir ouvert de maison de prêt. Le délit d'usure n'est même pas nécessaire pour qu'il y ait condamnation (voir jugements rendus : Tribunal correctionnel de la Seine, 6 août 1874 et 18 décembre 1878; Cour de Cassation, 18, 19, 24 janvier 1884) (1) ».

On ne peut non plus tourner la prohibition en masquant le prêt sur gage sous les apparences d'un contrat de vente à réméré (Tribunal correctionnel de la Seine, 21 décembre 1880 et 4 janvier 1881).

« On a pu se demander si au cas où des maisons de prêt consentaient des avances sur nantissement d'objets incorporels la loi pouvait s'appliquer (par exemple : prêt aux militaires retraités sur le dépôt de leur titre de pension). La question était autrefois controversée (voir l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 18 novembre 1875, annulé par la Cour de cassation le 1^{er} avril 1876. A ce moment, le Mont-de-Piété n'était pas autorisé à prêter sur gage incorporel; mais maintenant que, par application de la loi de 1891, cet établissement se livre à ce genre d'opérations, on doit protéger son monopole en poursuivant ceux des prêteurs qui pourraient lui nuire par leur concurrence (2). »

(1) COUTAUD, *op. cit.*

(2) COUTAUD, *op. cit.*

La seule contre-partie que la loi mette à ce monopole, c'est l'obligation, pour les Monts-de-Piété, d'obtenir, avec l'assentiment des Conseils municipaux, une déclaration d'utilité publique.

Les Monts-de-Piété, ainsi protégés contre la concurrence, jouissent d'autres privilèges : ils sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement. De même, ils sont exempts de la contribution foncière (voir ordonnance du 15 janvier 1844) et de la contribution des portes et fenêtres. De plus, les Monts-de-Piété jouissent des mêmes immunités fiscales que les établissements de bienfaisance.

« Mais ce sont là des points de détail. Ce qui forme le fond du privilège des Monts-de-Piété, c'est la dispense de la rédaction d'un acte authentique ; c'est la possibilité de faire vendre aux enchères, sans avoir besoin de l'autorisation judiciaire, les objets déposés en gage, et de prélever sur eux les sommes qui sont dues par les emprunteurs. En un mot, le Mont-de-Piété est soustrait à l'action de l'article 2078 du Code civil ».

Nous avons vu, en effet, que lorsqu'après un délai convenu, l'emprunteur n'a pas remboursé ou renouvelé son emprunt, l'administration peut faire vendre le gage ; le tribunal n'intervient que pour rendre exécutoire, par une ordonnance du président ou du juge commis à cet effet, le rôle dressé par le directeur du Mont-de-Piété, comprenant les objets présentés aux enchères.

Ces ventes faites, le Mont-de-Piété se trouve détenteur

de sommes d'argent : il n'a pas à se faire envoyer en possession par le tribunal : il procède lui-même directement à la liquidation, c'est-à-dire que, sans aucune décision judiciaire, il commence à se payer lui-même de tous ses débours; s'il reste un boni, il le tient à la disposition de l'ancien propriétaire qui doit, sa reconnaissance à la main, venir, au délai convenu, réclamer ce qui lui est dû (1).

(1) Mais, dira-t-on, cette situation doublement privilégiée n'est pas particulière aux seuls Monts-de-Piété : le warrantage, dans les Magasins généraux, fait bénéficier le commerce d'avantages analogues : ce système ingénieux procure, d'une part, aux propriétaires de marchandises, les moyens d'emprunter, et, d'autre part, comporte une procédure de réalisation des gages des plus simplifiées :

On sait, en effet, comment les choses se passent :

Les Magasins généraux, en retour du dépôt des marchandises, remettent aux commerçants ou industriels, propriétaires de ces marchandises, des bulletins négociables. Ces titres sont doubles : ils comportent deux parties également importantes : d'une part, « le récépissé » qui constate le dépôt avec identification de son objet, et, d'autre part, « un warrant » ou bulletin de gage dont le transfert n'intéresse plus la propriété, comme quand il s'agit du récépissé, mais qui constate seulement que son porteur dispose, contre le propriétaire des marchandises, d'une créance à ordre protégée par un gage.

Tout le système a ainsi à sa base la théorie du gage commercial. Négocier un warrant, c'est emprunter sur nantissement.

Cette constatation, tout en mettant le système du warrantage en dehors de l'étude des Monts-de-Piété qui relèvent du droit civil, oblige à reconnaître qu'il y a bien là emprunt sur gage. Le privilège des Monts-de-Piété risquerait d'être atteint si la pratique des prêts sur warrant devenait couramment la spécialité de certains établissements. Ce n'est pas ce qui arrive; sauf de rares exceptions, qui ont d'ailleurs donné lieu à des poursuites pour infraction à l'article 411, le plus généralement, les warrants sont endossés par des banquiers. Un grand nombre de ces effets remontent même jusqu'à la Banque de France. Ces opérations se confondent, d'ailleurs, le plus souvent, avec des opérations d'escompte.

Nous avons dit qu'en cette matière, également, la réalisation du nantis-

Ce mécanisme simplifié constitue justement la situation privilégiée du Mont-de-Piété. Si on renonçait à l'exempter de l'application des articles 2074 et 2078, il est facile de prévoir qu'il serait obligé d'augmenter considérablement le prix déjà élevé des services qu'il rend, et l'on verrait, de la sorte, s'éloigner de lui les quelques clients qu'une excessive bureaucratie n'aurait pas rebutés.

Il s'ensuit que la question du monopole est liée à celle de la survivance des Monts-de-Piété. Aussi n'y a-t-il pas lieu d'étudier spécialement les critiques qui ont été dirigées contre la situation privilégiée de ces établissements, elles tendent à rien moins qu'à demander indirectement la suppression des Monts-de-Piété.

L'esprit des réformes et leur objet

Des chiffres de notre appendice, de même que des conclusions du précédent chapitre sur la situation présente des Monts-de-Piété, il ressort que, dans l'état économique et social actuel, leur utilité n'est pas contestable. En revanche, la situation privilégiée qui leur est faite, ainsi que le prix élevé de leurs opérations, autorisent le public à attendre d'eux des services toujours

sement ne s'embarrassait plus des *impedimenta* du gage civil (rédaction d'un acte enregistré, vente par ordre de justice) : le porteur du warrant non payé peut, par préférence aux autres créanciers, se payer sur le produit de la vente qu'il aura requise, après avoir fait dresser protêt, et obtenue sans autorisation judiciaire. La vente a lieu dans les locaux attenants au Magasin général.

plus importants et plus empressés. Tout le monde est, en effet, d'accord sur ce point : que l'emprunteur est intéressant; et que partout les Monts-de-Piété doivent être améliorés dans le sens des intérêts des emprunteurs.

« L'emprunteur — souligne M. Petitjean, dans son rapport au Conseil municipal de Paris, sur le fonctionnement du Mont-de-Piété de Paris en 1912 (1) — doit être l'objet de toute notre sollicitude. Il ne se départit pas généralement, parce qu'il engage, de sa dignité. C'est, au contraire, par souci de dignité personnelle qu'il s'adresse aux établissements de prêt sur gages plutôt qu'à de simples particuliers, parents ou amis, qui, outre les profits matériels qu'ils pourraient tirer de sa détresse passagère, dressent contre lui une sorte de créance morale. »

Un rapporteur de la Société des prêts sur gages de New-York apporte des conclusions analogues lorsque, après avoir constaté que peu d'emprunteurs sont inscrits sur les registres d'assistance, il dit :

« Ce sont des hommes et des femmes habitués à compter sur leurs propres ressources et qui n'ont recours à la société qu'en cas de maladie ou d'absence de travail. Les bienveillantes intentions de la société se trouvent remplies en leur permettant d'emprunter à un faible taux d'intérêt, sans aucune des supercheries si fréquemment pratiquées par les prêteurs sur gages ordinaires, et en

(1) Voir *Bulletin officiel du Conseil municipal de Paris*.

leur donnant toute facilité pour se libérer, soit par la prolongation de la durée de l'engagement, soit par un paiement par acomptes.

« Le nombre des personnes qui ont été sauvées de la dégradation des demandes d'aumônes ou qui ont été mises à même de conserver leur indépendance et le respect d'elles-mêmes en les empêchant de grossir les rangs du paupérisme, ne sera jamais bien connu. Mais on trouve une preuve de la réalité de l'aide fournie par notre société dans le fait qu'une très faible proportion d'articles est vendue. »

Ces appréciations, sous la plume du rapporteur de la Société de prêts sur gages de New-York, viennent confirmer les éloquentes plaidoyers des différents rapporteurs du budget du Mont-de-Piété de Paris, qui ne cessent de signaler aux pouvoirs publics et au directeur de l'établissement les intérêts respectables de la clientèle laborieuse et nécessiteuse qui se presse aux guichets d'engagement.

C'est donc en considération des avantages que l'emprunteur est en droit d'attendre des Monts-de-Piété que doit être entreprise la réforme de ces établissements. A cet égard, il y a lieu, toutefois, de distinguer entre l'intérêt moral et matériel de l'emprunteur. Nous verrons comment, à ces deux points de vue, il serait possible d'élaborer un plan général d'amélioration.

TITRE PREMIER

Les améliorations d'ordre moral

Nous allons faire rentrer dans ce titre, indépendamment des réformes proposées dans le but de ménager la dignité des emprunteurs, toutes les facilités que l'on projette d'apporter dans leur intérêt aux différents services des Monts-de-Piété.

CHAPITRE PREMIER

La question du changement de dénomination des Monts-de-Piété

Tous ceux qui ont étudié les Monts-de-Piété sont d'accord pour la poser. On admet d'ordinaire que c'est la première difficulté à résoudre quand on entreprend de rénover l'esprit et la lettre de la législation spéciale à ces établissements.

« Le pouvoir des mots est indéniable », a-t-on surtout remarqué. Or, le nom seul de Mont-de-Piété évoque une idée de charité, presque d'aumône.

En 1462, Barnabé de Terni, moine récollet, laissa prendre à la banque de prêt gratuit qu'il fondait à Pérouse le nom de *Monte di Pietà*, c'est-à-dire banque de la piété. Il ne pouvait d'ailleurs qu'être enchanté d'une appellation qui exprimait à la fois l'objet de sa fondation et le sentiment désintéressé qui avait présidé à sa création. Dujat-Libersalle explique que « le nom de Mont-de-Piété lui vient sans doute de sa situation sur une montagne ». On a beaucoup discuté autour de cette explication. Il semble toutefois exact que les établissements de banque furent dénommés *Monti* en Italie, parce que la première institution de ce genre, en 1170, avait son siège sur le *monte Vecchio*.

Quoi qu'il en soit, il est bien certain qu'aujourd'hui le mot ne correspond plus à la chose. On s'étonne même que la force de l'habitude ait conservé aussi longtemps à ces établissements leur dénomination originelle.

De tous temps, en France, les services rendus par les Monts-de-Piété ont été payés à leur juste valeur et il est permis de trouver étrange que ces institutions réputées charitables consentent des avances à raison de 6 et 8 % contre le dépôt d'un gage valant environ le double et dont l'entretien est payé par l'emprunteur !

« M. Delore, dans son étude sur le prêt sur gage et les Monts-de-Piété (1), remarque que les Monts-de-Piété vivent avec le produit de leurs opérations, mais em-

(1) A. Rousseau, éditeur, 1910.

ploient tous leurs bénéfices à améliorer leur fonctionnement ou bien les remettent à des services hospitaliers. C'est ce qui permet de les classer parmi les établissements de bienfaisance, au même titre que les caisses d'épargne qui leur ressemblent sur beaucoup de points. On n'a jamais eu, cependant, l'idée de considérer nos institutions d'épargne comme se livrant à des actes de charité ! L'intérêt qu'elles servent à leurs déposants n'est pas une aumône, mais un revenu qu'une sage organisation permet de rendre plus rémunérateur que dans toute autre banque de dépôts. »

Les Monts-de-Piété font l'opération inverse des caisses d'épargne : au lieu de recevoir de l'argent, ils en prêtent ; au lieu de servir le plus gros intérêt possible, ils prélèvent le moindre taux, et, si ce taux est encore trop élevé, c'est que la loi ne leur a pas donné, comme aux caisses d'épargne, le moyen de se constituer un capital propre en rapport avec l'étendue de leurs opérations. Mais, de toutes façons, on le voit, ce sont, à de très rares exceptions près, les emprunteurs qui font les frais de l'institution. Ces derniers ont donc grandement raison de ne pas vouloir être humiliés en passant pour les bénéficiaires d'une institution charitable.

Il est donc de première nécessité d'appliquer aux Monts-de-Piété une dénomination qui chasserait de l'esprit de ceux qui se voient contraints de faire appel à leurs services un sentiment de répugnance.

On a également cru, pour des raisons d'opportunité,

devoir chercher une autre appellation que celle de « banque ».

Cette qualification soulève, à notre avis, de très graves objections. Au moment, en effet, où, suivant l'exemple des Monts-de-Piété italiens, on propose d'étendre l'activité de ces établissements (1), il serait peut-être maladroit d'éveiller les susceptibilités des grands établissements de crédit, qui trouveraient certainement dans la qualification nouvelle un argument pour combattre une institution qui viendrait officiellement les concurrencer sur certains points. M. Picard, qui représentait, au Congrès de Marseille, le Mont-de-Piété de Paris, ne manquait pas, à cet égard, de refroidir le zèle réformateur des autres délégués, en leur signalant que les différentes propositions qui avaient été formulées pour conférer au Mont-de-Piété de Paris le titre notamment de « Banque de prêts sur nantissements », avaient toujours rencontré des résistances et réveillé des polémiques qui étaient dirigées contre l'institution elle-même.

D'autres ont voulu ramener le Mont-de-Piété à sa véritable destination, en l'appelant « Caisse populaire de prêts ». Ce titre ne nous paraît pas très approprié à un moment où la difficulté de trouver du crédit oblige fréquemment les petits industriels et commerçants à faire appel au Mont-de-Piété. On pourrait craindre que le com-

(1) Cette appellation aurait, cependant, sa raison d'être, si on obtenait l'autorisation de traiter certaines opérations de crédit, comme les prêts sur warrants, sur hypothèques, sur rentes viagères échues, etc.

merçant hésite à se présenter au guichet d'un établissement qui semble être réservé aux ouvriers.

En somme, il faut irrémédiablement éloigner de l'enseignement l'idée fausse d'un secours ayant pour mobile la charité ou la pitié; il importe également de conserver à l'institution une dénomination suffisamment large pour que tous ceux qui pourraient avoir besoin de lui demander des ressources momentanées puissent, à quelque rang social qu'ils appartiennent, s'adresser à elle sans scrupule. A ce double point de vue, le titre un peu long de « Caisse publique d'avances sur gages mobiliers » nous paraît assez heureux.

CHAPITRE II

Des facilités à donner aux emprunteurs

Nous venons de voir que « la question de leur dénomination » ne pouvait pas rester étrangère au succès des Monts-de-Piété et que le mieux, à cet égard, était de trouver un titre n'éveillant aucune susceptibilité. Le même souci de la dignité des emprunteurs conduit à souhaiter certaines modifications d'ordre intérieur que nous estimons solidaires des grandes réformes. Il s'agit des commodités à donner au public dans ses rapports avec les

services du Mont-de-Piété. D'une façon générale, il y a lieu de faciliter toutes les opérations; mais, à notre avis, il faut principalement s'efforcer de rendre plus accessibles les formalités d'engagement et de retrait.

Engagements

Au sujet des simplifications à apporter aux opérations d'engagement, il est intéressant de citer les principaux passages du rapport de M. Ducuing, président du Conseil de surveillance de Mont-de-Piété de Paris, en réponse au vœu émis par le Conseil municipal et « invitant l'administration du Mont-de-Piété à rechercher les moyens de modifier les articles 47, 48, 49 et 50 du règlement annexé au décret du 8 thermidor an XIII (1), en vue de simplifier les formalités d'engagement pour toutes les opérations ayant donné lieu, de la part de la compagnie des

(1) Voici les dispositions de ces articles :

Art. 47. — Nul ne sera admis à déposer des nantissements pour lui valoir prêt à la caisse du Mont-de-Piété, s'il n'est connu et domicilié ou assisté d'un répondant connu et domicilié.

Art. 48. — Tout déposant sera tenu de signer l'acte de dépôt de l'effet apporté pour nantissement. Si le déposant est illettré, l'acte de dépôt sera signé par son répondant.

Seront exemptés de la formalité prescrite par le présent article les actes de dépôts d'effets estimés au-dessous de 24 francs.

Art. 49. — Lorsqu'il s'élèvera un doute contre le déposant sur sa légitime possession ou sur son droit de disposition des effets par lui apportés pour nantissement, il en sera rendu compte aussitôt au préfet de police. Le prêt sera provisoirement suspendu et les effets suspectés seront retenus au magasin jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Art. 50. — Lorsque le dépôt aura été jugé admissible, il sera procédé à l'estimation des effets déposés et ensuite au règlement de la somme à prêter sur leur valeur.

commissaires-priseurs, à une appréciation inférieure à 100 francs ».

M. Ducuing remarque tout d'abord que « les dispositions des articles précités ont pour but d'empêcher, dans la mesure du possible, qu'à la faveur des facilités offertes par l'existence d'un établissement public de prêts sur gages, des engagements puissent être effectués par des incapables ou des malfaiteurs ». Jusqu'ici le règlement et la pratique sont d'accord pour qu'elles soient applicables quelle que soit l'importance du gage; toutefois, si l'estimation est inférieure à 24 francs, l'emprunteur est dispensé de signer l'acte de nantissement.

Plus loin, le rapporteur reconnaît que la série des formalités qui découle des prescriptions du règlement « peut paraître longue. Elles comprennent, en effet, successivement : la remise du gage au garçon de prisée; l'estimation du gage par le commissaire-priseur ou son employé; l'établissement du bulletin par un employé sous la dictée de l'appréciateur; la confection par un autre employé de la reconnaissance; la rédaction de l'acte de dépôt par le contrôleur; l'examen des pièces justificatives de l'identité et du domicile de l'emprunteur; la remise par le payeur des espèces et de la reconnaissance; tout cela prend un bon quart d'heure ».

« Il faut ajouter que, pour certains emprunteurs, la justification de leur identité et de leur domicile peut être laborieuse; que, pour les femmes particulièrement, l'obligation de produire une procuration générale en bonne

et due forme et enregistrée, ou un jugement de séparation de biens, si elles agissent en leur nom propre, et d'un pouvoir sur papier libre accompagné d'une pièce authentique portant la signature de l'emprunteur si elles agissent comme mandataires, peut être gênante. »

M. Ducuing convient « qu'il serait désirable, dans l'intérêt des emprunteurs, que les formalités de l'engagement fussent abrégées et que les justifications d'identité et de domicile fussent moins rigoureuses ».

Mais il hésite devant les intérêts en présence : certaines formalités sont imposées au Mont-de-Piété pour assurer la clarté de ses écritures et sauvegarder ainsi sa responsabilité, d'autres lui sont imposées pour des raisons de moralité publique, toutes lui servent pour se mettre à l'abri du reproche que sans elles on pourrait lui faire d'être un établissement public de recel. Aussi conclut-il qu'il ne peut s'associer à la proposition du Conseil municipal et qu'il y a lieu de maintenir sans modifications les articles discutés.

A son avis, cependant, « il n'est pas nécessaire de modifier ces articles, qui ne font que poser des principes, pour simplifier les opérations d'engagement ».

« Il se demande, en effet, s'il ne serait pas logique et correct d'intervertir la série des formalités et de commencer, suivant le vœu du règlement, par la production des justifications requises. A quoi bon faire attendre un emprunteur, procéder à l'estimation de son gage et lui faire signer l'acte de dépôt, pour lui déclarer, au bout

d'un grand moment, que ses justifications sont incomplètes et annuler ou suspendre le prêt? »

M. Ducuing achève la série des considérants en soulignant le peu d'intérêt que prend à ses yeux la proposition qui a été faite d'étendre jusqu'aux prêts de 100 francs la dispense énoncée au paragraphe final de l'article 48. A ses yeux, l'intérêt de la mesure est médiocre, car la signature de l'acte de dépôt n'allonge pas d'une façon notable les opérations d'engagement.

Il lui trouve, par contre, l'inconvénient, très sérieux à son avis, de priver le Mont-de-Piété d'un moyen de contrôle très efficace de l'identité des déposants, qui consiste dans la comparaison des signatures apposées sur les pièces justificatives avec la signature mise au bas de l'acte de dépôt. Il souligne que les avantages procurés aux emprunteurs par cette modification seraient tout à fait hors de proportion avec les dangers que courrait l'administration une fois privée de la garantie essentielle de la régularité des dépôts.

Le rapporteur indique ensuite que « l'argument tiré de ce que les exigences du Mont-de-Piété, en ce qui concerne l'identité et le domicile de l'emprunteur, peuvent avoir pour résultat de détourner vers des intermédiaires peu scrupuleux une clientèle très intéressante, ne lui paraît pas décisif », et que, pour sa part, il s'attend à ce que les emprunteurs peu scrupuleux continuent à aller trouver, dans les maisons de prêt clandestines, des

facilités qu'ils ne peuvent pas trouver dans un établissement public.

Ainsi prévenu des seuls inconvénients que présenterait la modification des articles du règlement, M. Ducuing émet l'avis : « qu'il y a lieu, tant dans l'intérêt de la moralité publique que de la sécurité des opérations d'engagement, de maintenir les articles précités du règlement; qu'il y a lieu, toutefois, de rechercher, conformément au vœu exprimé par le Conseil municipal, s'il n'y aurait pas des mesures pratiques à prendre pour rendre les opérations d'engagement plus rapides et, dans certains cas, les justifications d'identité et de domicile moins rigoureuses ».

L'argumentation très serrée du rapporteur fait valoir surtout les risques que pourrait courir la moralité des opérations d'engagement du fait d'un moindre contrôle des droits et qualités des déposants. Comme le remarque le rapporteur du Mont-de-Piété auprès du Conseil municipal, M. Petitjean, c'est là un point de vue très louable.

Mais, selon lui, les hésitations de l'administration ne sont en aucune façon justifiées. D'abord, le Mont-de-Piété a, dans certains cas suspects, la ressource de s'adresser à la préfecture de police, et, d'autre part, il est difficile de soutenir qu'un règlement plus large — qui fonctionne dans les pays voisins, où il donne entière satisfaction — ne puisse être appliqué en France.

Pour la Belgique, nous sommes exactement informés

des facilités qui sont données aux emprunteurs. Nous extrayons du compte rendu d'une enquête (1), qui a été faite sur la situation comparative en 1905 des Monts-de-Piété français et belges par un haut fonctionnaire du Mont-de-Piété de Paris, le passage suivant :

« Il n'est exigé des emprunteurs aucune pièce justificative d'identité. L'engagiste n'a qu'à donner ses noms et son adresse, qui seuls figurent sur les feuilles d'engagement. Les reconnaissances ne portent que la date du dépôt, la désignation très sommaire du gage accepté et le montant de la somme prêtée ».

Si l'on remarque l'analogie de situation à Paris et à Bruxelles, par exemple, on ne s'explique plus le surcroît de formalités et de précautions dont s'entoure l'établissement français. Et, sans aller chercher plus loin, en Russie notamment, de nouvelles preuves des exigences de notre système, on est forcé de convenir que les services d'engagement doivent être assurés sous la garantie d'un contrôle moins rigoureux, et conséquemment avec plus de rapidité.

A cet égard, il faut noter que, depuis 1803, la valeur de l'argent a considérablement baissé; dès lors, pourquoi ne traduirait-on pas — conformément aux conditions économiques actuelles — la tolérance du décret de thermidor an XIII, qui permettait d'accepter, sous la protection de pièces justifiant de l'identité, des gages ayant

(1) Publiée la même année 1905 (imprimerie Chaix).

donné lieu à une estimation inférieure à 24 francs. Les pouvoirs publics pourraient, tout en respectant la lettre du règlement initial, porter à au moins 50 francs la limite de la dispense. Il serait peut-être possible de se rapprocher alors de la rapidité obtenue chez nos voisins.

Il ne faut pas oublier que les services d'engagement sur gages corporels et sur valeurs mobilières sont les chevilles ouvrières du Mont-de-Piété. Les rendre plus accessibles au public, c'est étendre l'action bienfaisante de l'établissement et limiter du même coup l'intervention néfaste des brocanteurs et prêteurs clandestins, qui sont toujours disposés à faire bon accueil aux emprunteurs rebutés qui ont dû se résigner, en raison des trop longues formalités qu'on exigeait d'eux, à aller chercher ailleurs l'argent dont ils avaient besoin.

Dégagements

Nous venons de voir qu'il est intéressant de réduire au minimum les formalités de l'engagement et de supprimer, par la même occasion, l'attente trop prolongée que l'on impose aux emprunteurs dans les salles publiques. Les Monts-de-Piété trouveraient, de la sorte, beaucoup moins d'hésitants parmi les nécessiteux et pourraient, par suite, rendre des services beaucoup plus nombreux. Mais, toute l'ambition du législateur ne doit pas se borner à étendre le chiffre des opérations du Mont-de-Piété. Il est reconnu, en effet, que son intervention correspond toujours à des situations pénibles et

qu'elle n'a une réelle efficacité que quand les difficultés de l'emprunteur sont occasionnelles et passagères. De la sorte, l'engagement, qui constitue un expédient, doit être bientôt suivi d'un dégagement, ou tout au moins d'un renouvellement. Dans ces deux occurrences, il est indispensable que l'emprunteur trouve encore au guichet toute la complaisance et tout l'empressement désirables.

Il est des cas où le retour à meilleure fortune se fait par à-coups; l'emprunteur n'a pas immédiatement à sa disposition les fonds nécessaires au remboursement total du montant du prêt. Il est bon, dans ce cas, que le débiteur ne soit pas exposé à dissiper les sommes qu'il pourrait employer à se libérer : il faut donc généraliser la pratique des remboursements par acomptes, en simplifiant le mécanisme et, avant tout, en la leur signalant sur les reconnaissances, préparer les emprunteurs à y avoir recours (1).

Le complément indispensable de cette facilité consisterait dans le droit reconnu à l'emprunteur de pouvoir, quand le gage serait constitué par plusieurs objets distincts et indépendants, dégager séparément chacun d'eux; il suffirait que la reconnaissance mentionnât le détail des différents prêts constituant l'avance globale consentie sur l'ensemble des objets.

(1) Il est à noter que cette possibilité de remboursement par acomptes est si peu connue qu'il existe un projet de loi, déposée sur le bureau du Sénat, tendant à l'instituer.

TITRE II

LES RÉFORMES D'ORDRE MATÉRIEL

Nous venons de voir que, tels qu'ils sont, les Monts-de-Piété rendraient de plus grands services si, d'une façon générale, on les faisait plus accessibles aux malheureux. Mais ce n'est pas tout d'offrir aux emprunteurs le secours d'un emprunt rapide et discret, il faut que les prêts soient consentis à un taux d'une grande modération. Cela est conforme, en effet, à la destination d'établissements qui ont été créés dans le but de venir en aide aux classes les plus modestes. En réalité, c'est tout le contraire qui se produit. Il y a en France et en Algérie quarante-quatre Monts-de-Piété. On est obligé de constater que pas un ne prête à bon marché. Nous avons vu qu'à peine quelques-uns prélèvent un intérêt à peu près normal de 4 à 5 %. Trente-trois exigent de leurs emprunteurs plus de 6 %.

Le Mont-de-Piété de Paris, après avoir prêté à 9.50 %, prête encore aujourd'hui à 8 %.

« On arrive à ce paradoxe : la loi confère aux Monts-de-Piété le monopole du prêt sur gages mobiliers en vue

de soustraire les humbles aux vexations des usuriers, et ces établissements privilégiés se comportent à l'égard des emprunteurs comme des usuriers de profession ! (1) »

Cette situation a ému de longue date les pouvoirs publics, mais les solutions proposées n'ont pas abouti.

« Le vice essentiel de l'institution est celui-ci : les Monts-de-Piété n'ont pas de capitaux leur appartenant. Pour prêter, ils sont obligés d'emprunter. Conséquence : le taux de leurs prêts est majoré du taux de leurs emprunts. »

Nous allons passer en revue les différentes mesures qui ont été proposées dans le but d'abaisser le taux excessif de l'intérêt exigé des emprunteurs.

Ce sera l'objet de notre première section. Dans la deuxième, nous nous demanderons si les Monts-de-Piété prêtent assez, et si, dans l'intérêt de l'emprunteur, ils ne devraient pas réduire au strict minimum l'écart entre la valeur de l'objet et le prêt consenti.

Tous ces développements concernant l'abaissement du taux de l'intérêt et le relèvement des estimations tendront à prouver que, dans tous les cas, les Monts-de-Piété doivent être améliorés dans le sens des intérêts des emprunteurs. La raison d'être de ces établissements défend d'ailleurs d'envisager toute autre hypothèse.

(1) E. RAIGA, *op. cit.*

SECTION I

L'abaissement du taux de l'intérêt

Comme nous l'avons vu, les Monts-de-Piété n'ont pas le plus souvent de dotation; ils travaillent sur des fonds d'emprunt. Il est donc indispensable, pour qu'ils puissent consentir des conditions plus avantageuses à leurs clients, que, tout comme une maison de commerce, ils s'efforcent d'abaisser le coût de leurs opérations, par la réduction, par exemple, de leurs frais d'exploitation ou de personnel; que, d'autre part, ils augmentent leurs chances de bénéfices en étendant dans tous les sens leurs moyens d'action; qu'enfin, ils empruntent à meilleur compte ou qu'à la rigueur ils se procurent des fonds gratuits. Ainsi dégrevés, les Monts-de-Piété pourraient évidemment ne plus demander aux malheureux des conditions de prêt aussi onéreuses, pourvu, toutefois, que le législateur reconnaisse à tous le droit de profiter, sans conditions ni limites, de leurs bénéfices de toutes sortes. Un autre moyen d'alléger la situation des emprunteurs serait de poursuivre parallèlement tous les intermédiaires parfois semi-officiels que la tradition a maintenus auprès de certains établissements de province.

CHAPITRE PREMIER

**La réduction des frais généraux
des Monts-de-Piété**

C'est, évidemment, la première chose à laquelle on pense dès l'instant qu'on s'occupe de réduire le coût de leurs opérations. Mais, à cet égard, comme à bien d'autres, la première solution n'est pas la plus aisée. Il est très difficile, en effet, d'exercer une compression judicieuse sur les gros crédits inscrits au budget des Monts-de-Piété. Personne, d'ailleurs, n'y pense. L'effort d'économie, de l'avis de tous, ne peut s'exercer que sur des détails. A ce titre, il est bon de noter qu'une tendance nouvelle, qui s'est affirmée pour la première fois en 1907 au Congrès de Marseille, semble inciter les différentes directions des Monts-de-Piété de France et d'Algérie à s'unir pour chercher en commun la solution économique de certaines difficultés budgétaires. Nous retrouverons principalement cette action collective au sujet de l'emprunt. Pour l'instant, il convient de voir le parti qu'on pourrait en tirer au sujet de la réduction des frais de personnel et d'exploitation.

Les dépenses de personnel

Elles paraissent tout à fait incompressibles, exception faite, cependant, pour les émoluments servis aux

commissaires-priseurs Nous apprécierons plus loin, en étudiant la réforme de la prise des gages, l'économie qui pourrait être réalisée sur ce point.

Depuis plusieurs années, l'augmentation constante du coût de la vie rend tous les jours plus nécessaire le relèvement des traitements. Le Mont-de-Piété de Paris a pu améliorer de façon appréciable le traitement de ses employés. Sans pour cela leur donner le bénéfice de l'assimilation complète des traitements avec le personnel des administrations annexes et de la préfecture de la Seine, il a pu largement leur tenir compte de l'accroissement des charges de toutes sortes et des conditions nouvelles d'existence.

Les dépenses de personnel tendent donc à s'aggraver; il ne faut pas s'en plaindre outre mesure, car les différentes administrations pourront demander plus à un personnel mieux payé et s'assureront de la sorte d'une plus scrupuleuse honnêteté de la part de leurs agents.

Les frais d'exploitation

Sur ce point, au contraire, il n'y a pas lieu de décourager les partisans de l'économie. La difficulté reste très grande, mais il y a place aussi pour l'ingéniosité des Conseils d'administration.

Le Congrès de Marseille s'est notamment préoccupé des avantages à retirer d'une assurance mutuelle contre l'incendie. Cette proposition servait de conclusion au rapport qui a été présenté sur « les meilleurs procédés

qui pourraient être employés par les Monts-de-Piété pour l'assurance de leurs immeubles, mobilier, matériel industriel, gages en magasin, recours des locataires et des voisins, etc. »

Le rapporteur a montré que le total des indemnités versées aux sinistrés représente seulement la moitié, soit 50 %, du total des primes nettes payées par eux, impôt non compris, et que l'autre moitié, 50 %, ou une proportion à peu près égale, représente le total brut des bénéfices répartis entre les actionnaires, les frais de commission, les frais généraux, etc., etc. Dans certains départements même, les indemnités d'incendie s'élèvent à peine au quart des sommes payées. Devant de pareils bénéfices, les avantages que retireraient les Monts-de-Piété d'une assurance générale mutuelle, paraissant évidents, le rapporteur insistait pour qu'une action collective soit entreprise dans le sens de ses conclusions.

« A son avis, il serait également désirable d'obtenir une assurance flottante en ce qui concerne particulièrement les gages en magasin, dont le stock est variable. »

Il serait logique, en effet, que les primes suivissent les mêmes fluctuations que la valeur des objets qu'elles garantissent.

Au gré du rapporteur, des considérations d'économie ne militeraient pas seulement pour l'entente, il y aurait également à attendre d'une assurance mutuelle des services plus complets. Il s'ensuivrait, pour les Monts-de-

Piété, une plus grande sécurité financière. Le système de l'assurance libre présente, en effet, des lacunes. Les compagnies ont refusé au Mont-de-Piété de Marseille d'assurer les risques sur dépôts de valeurs mobilières, l'exposant ainsi, en cas de sinistre, à de graves embarras. Les compagnies objectaient que leurs statuts généraux leur interdisaient ces sortes d'opérations. On ne voit guère pourquoi les compagnies ne consentiraient pas à assurer le stock des valeurs mobilières reçues en gage par tel ou tel établissement ? Elles ne courent aucun danger au sujet de la réalité des valeurs mobilières reçues en nantissement : le stock en portefeuille est, en effet, constatable et vérifiable par les écritures. La situation des particuliers, à l'égard desquels cette règle a été édictée, est très différente; vis-à-vis d'eux, le doute subsiste et l'on comprend que les compagnies n'aient pas voulu s'exposer à indemniser la destruction de valeurs dont l'existence est impossible à prouver.

Le Congrès de Marseille a également envisagé, dans une pensée de prévoyance et d'économie, la question des assurances contre les accidents du personnel, suivant en cela l'exemple des Monts-de-Piété de Bordeaux, Calais, Valenciennes, Nîmes, Dijon, Lille, Oran et Reims, où diverses catégories d'employés sont assurés (1).

(1) La question s'est posée de savoir si la loi de 1898 s'appliquait aux Monts-de-Piété. La jurisprudence ne semble pas définitivement fixée. Toutefois, tout le monde est d'accord pour engager les Monts-de-Piété à assurer leur personnel.

Les Monts-de-Piété auraient avantage à tirer parti de ces indications. L'assurance mutuelle incendie et accidents a fait ses preuves : divers syndicats agricoles la pratiquent avec économie et succès. Il ne faut jamais perdre de vue que les intérêts des engagistes sont en jeu chaque fois qu'il est question d'entreprendre une réforme propre à créer de nouveaux bénéfices.

CHAPITRE II

L'extension des opérations productives

C'est ici le véritable terrain des améliorations. Il est inadmissible, en effet, que les Monts-de-Piété hésitent à remplir complètement leur mission. Les pouvoirs publics ne peuvent pas davantage leur refuser les moyens de le faire. De part et d'autre, on se trouve engagé du fait du monopole concédé à ces établissements. Quoi qu'on fasse, il faut que satisfaction soit donnée aux intérêts du public. Le privilège oblige.

Nous avons vu que les opérations des Monts-de-Piété se décomposent en prêts onéreux et en prêts rémunérateurs. Il ne peut donc être question ici que d'opérations productives. Les Monts-de-Piété ne pourront logiquement opérer une diminution du taux que s'ils trouvent

une compensation dans de nouvelles recettes. Toutefois, comme à l'égard de projets on ne peut que faire valoir difficilement des objections pratiques, nous tiendrons comme susceptibles de procurer des bénéfices toute une série d'opérations qui sont considérées comme avantageuses par les Monts-de-Piété étrangers.

PARAGRAPHE PREMIER

GAGES CORPORELS

« La diminution du taux de l'intérêt est subordonnée à l'acceptation de nantissements dont le dépôt est, la plupart du temps, refusé par les Monts-de-Piété. » C'est ainsi que s'exprime M. Petitjean, dans son rapport déjà cité, en signalant que, du fait d'une mauvaise organisation, le Mont-de-Piété de Paris néglige ainsi des profits importants. A en croire le rapport publié le 6 août 1912, par M. Rondel, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur, le Mont-de-Piété de Paris n'est pas seul à méconnaître ses obligations. « La plupart des établissements, dit cet inspecteur, s'arrogent le droit de refuser certaines catégories d'objets; or, ce refus est tout à fait inadmissible, puisqu'il détruit, pour ces objets, l'effet de la législation organique des Monts-de-Piété. D'ailleurs, un monopole est par lui-même indivisible et l'établissement privilégié ne saurait s'en prévaloir utilement pour partie. »

Tels établissements refusent les matelas et les couver-

tures en arguant des difficultés de conservation de la laine. Ils oublient, sans doute, que certaines maisons de commerce se sont fait une spécialité d'assurer, moyennant rétribution, la conservation d'effets de cette nature et de plus difficiles encore à préserver des insectes !

« Ailleurs, on ne reçoit pas les meubles encombrants, tels que armoires ou pianos, ce qui est tout aussi arbitraire. »

M. l'inspecteur général Rondel reconnaît cependant qu'on ne peut pas demander aux Monts-de-Piété d'assumer, du fait de certains prêts, des charges accablantes. « L'équilibre budgétaire d'un établissement suppose, à son avis, la constance d'une juste proportion entre ses opérations fructueuses et ses opérations onéreuses. »

C'est pourquoi, à son avis, il est plus défendable de voir certains Monts-de-Piété, au lieu de refuser différents nantissements, établir une taxe spéciale pour les objets ne rentrant pas, en raison des difficultés de magasinage ou de conservation, dans les conditions habituelles d'admission.

Les conclusions de cet intéressant rapport sur la question qui nous occupe méritent d'être également citées :

« On allègue que le Mont-de-Piété ne doit pas être un garage pour les appareils de locomotion, ni un dépôt pour les titres ou objets de valeur dont les propriétaires ne sont pas dans la gêne. Le moyen d'empêcher les abus qu'on entrevoit est bien simple; il suffit d'introduire dans les règlements, où elle n'existe pas encore, une

disposition qui oblige l'emprunteur à accepter un prêt minimum en proportion avec la valeur de l'objet, de façon que le montant des intérêts couvre largement l'établissement de ses débours. Moyennant cette précaution, aucun gage ne doit être exclu *à priori*, mais il est bien entendu que chaque établissement, limité dans ses ressources, pourra légitimement refuser, soit sur un gage isolé, soit sur plusieurs, des prêts dont il ne posséderait pas le montant, sauf à faire diligence pour se procurer les fonds, s'il en a les moyens. »

A ces quelques réserves près, il est donc inadmissible que les Monts-de-Piété se refusent à effectuer certains prêts sur les gros meubles meublants ou tous autres effets de literie, par exemple, difficiles à conserver en bon état.

Le prêt sur automobiles

Le Mont-de-Piété de Paris va nous servir encore de modèle et nous permettre, en signalant les résistances que cette proposition a trouvées auprès de sa direction, de faire, une fois pour toutes, le procès du manque d'initiative et de l'inertie des administrations.

Dès qu'il a été question du prêt sur automobiles, l'objection de principe a été immédiatement soulevée et le projet écarté. On s'est appuyé sur le règlement annexé au décret de thermidor an XIII. Il y est dit que l'intérêt des prêts ne pourra jamais dépasser 12 %. Dans ces conditions, le prêt sur automobiles devenait impossible,

à raison des charges qu'il allait entraîner et qui devaient, de l'avis unanime, exiger des engagistes un intérêt bien supérieur au maximum réglementaire.

Cette objection, qui a paru décisive à ses auteurs, mérite d'être discutée. Elle n'a sa valeur, en effet, que si les dispositions de l'an XIII constituent une règle intangible. Voyons donc s'il n'a jamais été dérogé à la règle énoncée ?

On sait que l'article 55 est complété par l'article 56 du même règlement, qui dispose que le taux (de 12 % à l'époque) se composera, d'une part, de l'intérêt des sommes prêtées, et d'autre part des frais d'appréciation et de dépôt des nantissements et des autres frais de régie. Nous savons qu'actuellement, aux intérêts combinés de $3\frac{1}{2} + 3\frac{1}{2}$ %, vient s'ajouter le droit créé par arrêté du préfet de la Seine en date du 29 novembre 1886 et fixé à 1 %, ce qui fait ressortir le total des intérêts à 8 %.

Cette innovation, qui n'a eu d'autre but que de consolider la situation financière de l'établissement, s'est trouvée, à notre avis, en contradiction complète avec le principe du non-dépassement de l'intérêt maximum de 12 % et n'a pourtant soulevé, en 1886, aucune objection.

Néanmoins, l'oubli des principes était flagrant. L'établissement du droit fixe implique qu'il est dû pour un jour comme pour la durée maximum du dépôt; il s'ensuit que des emprunteurs, désireux de rentrer en posses-

sion de leurs nantissements dans le plus bref délai, supportent des charges relativement élevées.

Ainsi, les intérêts perçus pour un dégagement sollicité au bout d'une quinzaine font ressortir à 24 % le taux afférent à ce droit fixe de 1 %, ce qui représente, en y ajoutant le droit de 7 %, un taux de 31 % pour l'ensemble des intérêts. Si l'on établit ce calcul pour un séjour en magasin de deux ou trois jours, on constate que les intérêts perçus représentent un taux de près de 50 %. L'énormité de ces chiffres ne fait mystère pour personne : ils ont été relevés dans certains journaux.

De ces constatations, il est permis de déduire que la question de la taxe spéciale à percevoir sur les engagements de voitures automobiles peut être envisagée sans qu'on ait à la repousser d'emblée comme dérogeant aux principes posés dans le décret de thermidor.

Le droit fixe de 1 % incorporé aux intérêts, par arrêté du 29 novembre 1886, n'équivaut-il pas, en effet, à une taxe spéciale ? Sous des apparences plus modestes, ne grève-t-il pas tous les emprunteurs et l'on peut dire particulièrement les plus humbles, alors que la taxe relativement peu élevée qui pourrait être exigée des propriétaires d'automobiles, serait accueillie avec faveur par ceux qui ont à connaître les prétentions souvent exagérées de certains gareurs.

Cette objection de texte une fois écartée, il faut reconnaître que le Mont-de-Piété ne peut se soustraire au prêt sur automobiles, du moment qu'il institue une taxe

spéciale en raison du caractère encombrant de l'objet.

On a dit également qu'en raison du faible prix des automobiles d'occasion, il serait peu intéressant, pour les propriétaires de voitures, d'encourir la faiblesse des estimations des commissaires-priseurs. On a répondu — sans tenir grand compte de la véritable destination du Mont-de-Piété — que les déposants rechercheront plutôt la facilité de garer leur voiture à bon marché que le prêt consécutif de l'opération d'engagement.

Après tout ce qui a été dit pour ou contre, il faut reconnaître que le Mont-de-Piété n'a aucune raison de refuser plus longtemps les prêts sur automobiles. Il lui reste seulement à l'organiser au mieux de ses intérêts. Des propositions très documentées ont été faites dans ce sens; il ressort de leurs conclusions qu'il serait possible de demander aux propriétaires d'automobiles un intérêt deux fois moindre que le droit moyen mensuel exigé par les garages. Nous ne faisons pas allusion ici au taux des prêts clandestins, consentis par certains gareurs. Nous ne tenons compte que du droit de garage, estimant, comme on l'a souvent prétendu, que les automobiles seraient surtout conduites au Mont-de-Piété pour y être garées.

Avec de pareilles bases, les bénéfices viendraient à peu près doubler les dépenses annuelles du personnel et d'entretien. Si l'on remarque que, de la sorte, les bénéfices nets réalisés sur 500 automobiles pourraient atteindre 80.000 francs par an, on aperçoit tout l'intérêt qu'au-

rait le Mont-de-Piété de Paris à ne pas temporiser plus longtemps et s'empresse de profiter de cette nouvelle source de profits.

PARAGRAPHE II

GAGES INCORPORELS

Vis-à-vis de cette catégorie de gages, l'extension des services des Monts-de-Piété se pose tous les jours. Il n'y a à cela rien qui puisse étonner si l'on pense que lorsque les Monts-de-Piété furent fondés, il n'était question que de gages corporels. Depuis, l'extrême mobilisation des fortunes a nécessité des changements importants dans la législation : la loi du 25 juillet 1891 a autorisé le Mont-de-Piété de Paris à prêter sur valeurs mobilières. Il est même question aujourd'hui de prêter sur pensions de retraites et, d'une façon générale, sur tous titres de créances contre l'Etat ou les particuliers présentant quelques garanties.

Les valeurs mobilières

Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour reconnaître que la loi de 1891 est un texte trop étroit et pour demander l'élévation du quantum du prêt sur valeurs mobilières. Depuis de nombreuses années, tous les rapporteurs du budget du Mont-de-Piété auprès du Conseil municipal ont signalé tout l'intérêt qu'il y aurait à voir enfin aboutir la réforme qui consisterait à porter de 500 à

3.000 francs le maximum du prêt à consentir sur valeurs libérées au porteur.

Chaque année, des vœux, qui réunissent l'unanimité de l'assemblée communale, sont adressés aux Chambres : ils font ressortir le préjudice qu'une autorisation aussi limitée cause aux emprunteurs, en même temps qu'ils signalent la perte de bénéfices qui s'ensuit pour le Mont-de-Piété.

Il est indéniable, en effet, qu'au delà d'un certain chiffre (1), les prêts sur valeurs mobilières sont productifs. « La modification proposée aurait donc pour effet de développer cette mutualité qui consiste à faire supporter aux emprunteurs relativement plus fortunés les charges créées par les opérations d'une catégorie plus malheureuse et surtout de soustraire aux mains des prêteurs clandestins et des changeurs les emprunteurs qui sont attirés dans leurs officines par des offres fallacieuses et qui ont à payer à ces prêteurs des intérêts excessifs. »

Ce sont là les termes mêmes du rapport présenté au Conseil municipal par M. Henri Rousselle. L'honorable conseiller municipal concluait comme il suit :

« Nous avons montré les avantages que les emprunteurs tireraient de cette réforme, aussi ne pouvons-nous pas supposer que des objections puissent naître. De quel que établissement financier qu'elles viennent, elles nous

(1) Pour le Mont-de-Piété de Paris et pour l'année 1911, nous avons vu que la limite du prêt onéreux est fixée à 40 francs. On voit par là que les prêts sur cette catégorie de gages sont généralement rémunérateurs.

sembleraient d'autant plus injustifiées que le but poursuivi par le Mont-de-Piété est tout différent de celui des établissements financiers. Le Mont-de-Piété de Paris ne capitalise pas comme les banques et les autres établissements au profit des actionnaires; il emploie ses bénéfices à venir en aide à sa clientèle, si intéressante et si besogneuse : son but est philanthropique, démocratique et moral, et a une haute portée sociale qui ne vous échappera certainement pas. »

Cette appréciation de M. Henri Rousselle, partagée par le Conseil municipal de Paris, a été vivement combattue, quelques jours après le vote du Conseil, dans un des journaux de Paris les plus connus du monde financier, par M. Ambroise Rendu.

Peut-être n'est-il pas inutile de reproduire les objections formulées par l'honorable conseiller municipal :

« Passant en revue les conquêtes du socialisme d'Etat, M. A. Rendu remarque que cette doctrine s'est occupée des Monts-de-Piété :

« Pour faire concurrence aux établissements de crédit qu'elle considère comme ses ennemis naturels, elle demande que le maximum des prêts, actuellement fixé à 500 francs, soit porté à 3.000 francs pour le Mont-de-Piété.

« Nous ne nous trompions donc pas en disant que ce projet était fortement teinté de socialisme et qu'il était contraire aux règles mêmes de l'économie politique. Voit-on, en effet, le Mont-de-Piété transformé en une

vaste caisse populaire, faisant des avances sur titres à un taux inférieur à celui de la Banque de France ?

« Le Mont-de-Piété est certainement utile ; sa longévité et sa résistance à toutes les attaques le prouvent : mais il ne peut donner qu'une assistance temporaire et limitée. Il n'est pas fait pour les opérations de Bourse et de crédit. On dénaturerait l'institution si on la rendait accessible à une clientèle plus aisée, qui en userait, de préférence aux banques, si elle y trouvait son compte.

« Il n'y a pas d'intérêt social ou économique à ouvrir les caisses du Mont-de-Piété à une nouvelle couche d'emprunteurs qui peut trouver ailleurs ce qu'elle cherche, c'est-à-dire de l'argent comptant. »

Et M. Ambroise Rendu conclut en ces termes :

« Telle qu'elle fonctionne, laissons cette utile institution continuer ses opérations anciennes. Elle rend des services incontestables et ne coûte rien aux finances de l'Etat ni des villes. C'est tout ce qu'on doit lui demander, si on veut qu'elle poursuive son œuvre de philanthropie... mitigée. »

La thèse de M. Rendu ne semble pas admissible. Elle remet au jour le vieux préjugé de ceux qui n'ont jamais vu dans le Mont-de-Piété qu'un expédient, la ressource suprême et momentanée des emprunteurs dans le besoin. Assurément, si le plus grand nombre de clients du Mont-de-Piété a recours à lui pour trouver une assistance, combien de personnes s'adressent à lui, non par nécessité, mais parce qu'elles y trouvent un avantage, et

combien d'autres se présenteraient dans ses bureaux, si elles y trouvaient, grâce à la réforme sollicitée, le concours qui leur a fait défaut jusqu'ici à raison de la restriction du maximum !

Toutes les classes de la société parisienne, les statistiques le démontrent, font partie de sa clientèle, et grand est le nombre de ceux qui, sans aucun intérêt pécuniaire, viennent, avant de prendre leurs vacances annuelles ou de faire un lointain voyage, déposer au Mont-de-Piété leur argenterie ou leurs bijoux les plus précieux, pour les mettre à l'abri du vol, pendant leur absence; il en est souvent de même, au service des titres, pour les dépôts de valeurs mobilières et la plupart de ceux qui lui confient leur bicyclette le font pour éviter des dépenses de garage trop onéreuses.

Quant aux emprunteurs de valeurs mobilières, ils préfèrent, malgré le paiement d'intérêts assez élevés, s'adresser au Mont-de-Piété qu'à des établissements financiers auxquels ils auraient à payer des intérêts analogues, et éviter ainsi des enquêtes, préjudiciables à leur crédit, que ces sociétés font subir à leurs déposants et qui sont particulièrement fâcheuses pour les commerçants.

Il est intéressant, à ce propos, de signaler, d'après les statistiques, les professions des emprunteurs sur valeurs mobilières, depuis la création relativement récente de ce service :

223.744 ouvriers et employés ;

89.610 négociants ;

40.838 rentiers ;

29.275 exerçant des professions libérales.

Pour combattre une dernière objection, faite par M. Rendu, au projet de réforme des opérations sur valeurs mobilières, qualifié de contraire aux principes d'économie sociale, il est opportun de citer l'opinion de l'économiste Neymarck :

« ... Les Monts-de-Piété, ou banques de prêt sur gages, sont des établissements d'assistance mutuelle entre les emprunteurs. Fonctionnant le plus souvent sans capital, ils ont recours à l'emprunt pour se procurer les fonds qu'ils prêtent; sans dotation, sans fortune propre, ils vivent au moyen des droits perçus sur leurs débiteurs, et c'est, en résumé, une certaine catégorie de ceux-ci qui supportent — avec les siennes propres — les charges créées par les opérations d'une autre catégorie plus malheureuse.

« ... Dans cette mutualité, ce sont, en effet, les emprunteurs de sommes supérieures à 15 et 20 francs, qu'on peut considérer comme des capitalistes, qui pourvoient à toutes les charges de l'établissement et fournissent même quelquefois un certain revenu à l'Assistance publique.

« ... Les Monts-de-Piété, dont le caractère est purement philanthropique et désintéressé, ont pour objectif l'abaissement du taux des intérêts perçus, par l'extension de leurs opérations; ils sont la banque des pauvres, fonc-

tionnent sans avoir de dividendes à servir à des actionnaires, faisant, en un mot, leurs opérations au meilleur marché possible, et, pour ainsi dire, à prix de revient. »

Voici également ce que dit Rossi dans sa leçon sur le crédit :

« ... La banque de dépôt reçoit des lingots ou des monnaies et émet des valeurs sur ces dépôts; la banque de prêt fait, au fond, la même chose; mais quand on dit : banque de prêt, on ne parle pas seulement d'une banque qui reçoit en dépôt des métaux ou de la monnaie, mais une banque qui prête sur une valeur ou une garantie quelconque. Dès lors se présentent de suite deux formes bien connues de ces établissements; car les Monts-de-Piété et les caisses hypothécaires ne sont autre chose que des banques de prêt. »

En présence de l'opinion de pareils maîtres de la science économique, est-il bien permis de soutenir que les Monts-de-Piété ne doivent pas être assimilés aux établissements de crédit et être autorisés à effectuer les mêmes opérations?

Les Monts-de-Piété sont bien réellement des établissements de crédit. Ils ne peuvent, et cela peut être dit particulièrement du Mont-de-Piété de Paris, exercer leur action que par les opérations de crédit. Pour ne rien coûter aux finances de l'Etat et de la ville, le Mont-de-Piété est actuellement obligé d'exiger de ses emprunteurs un taux d'intérêt de 8 % pour les gages corporels et de plus

de 6 % pour les prêts sur valeurs mobilières. Il doit donc étendre son champ d'action, pour essayer d'arriver, le plus tôt possible, à diminuer le taux trop onéreux des opérations actuelles, et ce résultat ne peut être obtenu que par l'extension du prêt sur valeurs mobilières.

Il est bon de constater, à titre de précédent utile à consulter, que les gouvernements d'Espagne et d'Italie, entre autres, sont favorables à cette extension d'opérations.

En Italie, le berceau des Monts-de-Piété, ces établissements, pour exercer, avec toute la liberté désirable, leur action bienfaisante et faire, sans restriction ni atténuation aucune, œuvre de philanthropie, ont été autorisés par le gouvernement à consentir des opérations de toute nature (1).

Les Monts-de-Piété de Gênes et de Milan prêtent sur

(1) M. Petitjean, dans son rapport déjà cité, donne des précisions intéressantes au sujet du fonctionnement du Mont-de-Piété de Milan :

«... Les opérations effectuées par cet établissement consistent en :

« Prêts sur gages (précieux ou non) ;

« Prêts sur marchandises ;

« Opérations de reports, prêts sur titres ;

« Opérations de garde de dépôt (titres, enveloppes, valises, etc.) ;

« Opérations de placement des excédents de recettes en fonds d'État, obligations de chemins de fer ou prêts hypothécaires ;

« Opérations sur warrants des Magasins généraux et location de compartiments de coffres-forts, etc. »

« ... La caractéristique du Mont-de-Piété de Milan réside dans l'idée d'initiative qui permet aux administrateurs d'effectuer toutes mesures propres au développement de l'établissement, leur laissant pleine liberté de gérer, d'acheter ou de vendre pour avantager la marche des opérations et donner de l'essor à l'administration. »

valeurs mobilières; celui de Naples prête sur immeubles et fait des opérations de banque; celui de Venise prête sur titres au porteur de la dette de l'Etat.

Le Mont-de-Piété de Madrid, qui est uni à la Caisse d'épargne, et le Mont-de-Piété de Barcelone prêtent sur effets publics.

Dans la République Argentine, la Banque municipale de prêt fait des opérations sur titres de rente de l'Etat ou d'emprunts municipaux et sur hypothèques. Elle fait des avances sur warrants et escompte des lettres de change.

Les excellentes raisons opposées à la thèse de M. Rendu, de même que les enseignements venus des Monts-de-Piété étrangers, militent en faveur de l'extension des prêts sur valeurs mobilières. Beaucoup même ne voient dans cette réforme qu'un minimum, qu'une étape de l'évolution complète des Monts-de-Piété vers la pratique des opérations de crédit. C'est d'ailleurs en raison de ses légitimes ambitions que le Mont-de-Piété de Paris a vu grandir les difficultés qui ont retardé jusqu'ici l'exécution de la réforme proposée. Les grands établissements de crédit n'ont pas admis qu'ils pourraient être un jour concurrencés par un établissement officiel, accessible au public, pourvu de succursales multiples, etc. Jusqu'ici, leur opposition, qui s'est bornée à « une campagne en-dessous », a parfaitement abouti.

La lettre suivante, adressée, en 1906, par M. Merlou, ministre des Finances, au préfet de la Seine, pour lui

donner les raisons qui ne lui permettaient pas de le suivre dans ses propositions favorables au Mont-de-Piété et de déposer un projet de loi modifiant celle de 1891, indiqué bien que les pouvoirs publics cédèrent, à ce moment-là, sans avouer les véritables motifs de leur refus, à des considérations étrangères aux intérêts des emprunteurs :

Paris, le 16 janvier 1906.

« Le Ministre des Finances

« à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

« Par lettre du 3 novembre dernier, votre prédécesseur a bien voulu me transmettre pour avis une dépêche de M. le Préfet de la Seine, appuyant un vœu émis par le Conseil municipal de Paris, en vue d'obtenir la modification des articles 1 à 3 de la loi du 25 juillet 1891, qui autorise le Mont-de-Piété de Paris à faire des avances sur valeurs mobilières au porteur.

« M. le Préfet de la Seine estime qu'il y aurait lieu de relever de 500 à 3.000 francs le maximum des prêts sur nantissements de valeurs mobilières susceptibles d'être consentis par cet établissement; le bénéfice résultant de cette réforme serait d'ailleurs entièrement consacré à la diminution du taux de l'intérêt des prêts sur gages corporels.

« Cette proposition n'est pas nouvelle. M. de Selves rappelle que l'un de mes prédécesseurs, M. Caillaux, en avait été saisi dès 1899. Dans la réponse que celui-ci adressa, le 8 juillet de la même année, à M. Waldeck-

Rousseau, toutes réserves furent faites sur la suite à donner à cette proposition.

« L'argument actuel de M. le Préfet de la Seine peut se ramener à trois chefs principaux :

« 1° L'élévation du maximum des prêts sur nantissement de valeurs mobilières n'est pas de nature à créer une concurrence sérieuse pour les établissements de crédit et plus spécialement pour la Banque de France;

« 2° Elle donnera de nouvelles commodités à la clientèle du Mont-de-Piété, qui apprécie grandement les avantages offerts par cet établissement, à savoir : formalités très simples pour l'obtention d'un prêt, succursales répandues sur tous les points de Paris et d'un accès plus facile que celui des banques, en raison des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux;

« 3° En augmentant les ressources du Mont-de-Piété, elle lui donnera les moyens d'abaisser le taux d'intérêt des avances sur gages corporels.

« Avec M. le Préfet de la Seine, je ne crois pas que la mesure proposée soit de nature à créer pour les établissements de crédit une concurrence dont ceux-ci puissent prendre ombrage...

« ... La masse des prêts sur titres réalisée quotidiennement sur l'ensemble du territoire, ou seulement à Paris, est trop considérable pour qu'une extension, même importante, des opérations analogues du Mont-de-Piété ait une sensible répercussion sur la répartition

actuelle de cette catégorie d'affaires entre les divers établissements de crédit, de banque et de change.

« Mais les avantages procurés à la clientèle du Mont-de-Piété m'apparaissent moins nettement. Je ne m'étonne pas que la continuation des opérations d'avances sur titres jusqu'à 8 heures du soir, dans six succursales sur dix, constitue une certaine facilité pour les habitants des arrondissements desservis par ces bureaux; néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que l'économie résultant du moindre déplacement est largement compensée par la différence entre le taux d'intérêt prélevé par le Mont-de-Piété (6 pour cent par an, plus un droit fixe de 0,25 pour 100 francs prêtés) et le taux appliqué par la plupart des établissements de crédit (3 1/2 % par an plus 1,40 de timbre). Ceux-ci, d'ailleurs, ont également des bureaux de quartier en bien plus grand nombre que les succursales du Mont-de-Piété, et, par conséquent, plus rapprochés de l'emprunteur, qui, par suite, ne se trouve pas, comme on semble le croire, dans l'obligation de s'adresser aux banques de dernier ordre si les guichets du Mont-de-Piété ne lui sont pas ouverts.

« Sans doute, grand serait encore le nombre de ceux qui, ne sachant pas prévoir un paiement avant la dernière heure du jour de l'échéance, ou ne cherchant pas à réaliser, au prix d'un déplacement, une économie appréciable, useraient de la facilité qui leur serait accordée. Mais n'est-ce pas là une tendance contre laquelle l'intérêt bien entendu des clients pauvres du Mont-de-

Piété engagerait à réagir plutôt que de chercher à la développer en mettant à leur portée la facilité, toujours tentante, d'une opération plus coûteuse, réalisée avec moins de peine ou de prévoyance ?

« Enfin, s'il est désirable, dans l'intérêt des clients du Mont-de-Piété, de voir abaisser le taux d'intérêt des prêts, pourquoi réserver cette faveur au seul emprunteur sur gages corporels et en exclure l'emprunteur sur nantissement de valeurs mobilières ? En quoi le second, qui présente au guichet un titre du Crédit Foncier ou une obligation des chemins de fer, fruit de longues et patientes économies, est-il moins intéressant que tel autre qui sollicite une avance gagée sur des bijoux, de l'argenterie ou tout objet somptuaire ? Pourquoi, ces deux catégories d'emprunteurs se recrutant dans la même clientèle besogneuse, pourquoi ne pas respecter la réalité des faits, en faisant payer à chacun ce qu'il doit plutôt que d'exiger plus de l'un pour demander moins à l'autre ? Aux termes de sa loi fondamentale, le Mont-de-Piété doit être régi « au profit des pauvres », je me demande dès lors si les motifs invoqués pour établir une différence de traitement sont conformes à l'équité et ne heurtent pas trop violemment les principes sur lesquels repose l'institution même du Mont-de-Piété.

« Mais il est encore un autre ordre de considérations que je désire vous soumettre, parce qu'elles me déter-

minent plus vivement encore à appuyer le maintien du régime établi par la loi de 1891.

« Le prêt sur titres suppose, en effet, un capital disponible, tant pour couvrir éventuellement les risques inhérents à toute opération de banque que pour permettre au prêteur de traverser les crises sans s'exposer à la nécessité d'exécuter ses débiteurs dans des conditions qui pourraient être désastreuses, non seulement pour eux, mais aussi pour le crédit public.

« Ce capital dans une institution telle que le Mont-de-Piété n'existe pas (1). Néanmoins, les restrictions dans le choix des valeurs admises en nantissement, l'écart de 20, 25 ou 40 % entre le montant du prêt consenti et la valeur des titres déposés, l'exigibilité d'une partie du prêt en cas de baisse des cours, toutes ces mesures, que la loi de 1891 a prévues pour le cas d'une avance de 500 francs, suppléent à l'absence d'un capital de réserve et garantissent l'établissement prêteur contre les risques de baisse. A en juger par les événements récents, on peut penser qu'elles constituent le minimum de précautions que commande la prudence.

(1) Nous répondrons à cette objection quand nous nous préoccuperons plus loin de la constitution d'une dotation pour le Mont-de-Piété de Paris. Nous y reviendrons aussi quand nous étudierons la séparation des Monts-de-Piété et des établissements hospitaliers. Préoccupés également d'étendre, pour les Monts-de-Piété de province, la faculté qui est donnée à quelques-uns de prêter sur valeurs mobilières, nous aurons, dans le même ordre d'idées, à apprécier les éléments de garantie mutuelle que leur procurerait la création d'un fonds commun à tous les Monts-de-Piété de France.

« Le relèvement à 3.000 francs du maximum de l'avance exigerait donc une augmentation de ces garanties, soit que l'on abaissât le pourcentage des avances consenties par rapport à la valeur des titres, soit que l'on créât un capital de réserve, en accumulant les bénéfices réalisés. Mais la première de ces mesures irait à l'encontre du but poursuivi et l'adoption de la deuxième se heurterait à l'opposition de l'Assistance publique, qui bénéficie actuellement des excédents de recettes du Mont-de-Piété. Et cependant, renoncer au supplément de garantie nécessaire tout en donnant satisfaction au vœu du Conseil municipal de Paris, ce serait exposer le Mont-de-Piété, surtout en cas de crise financière, à une aventure dans laquelle j'entends n'engager à aucun degré ma responsabilité.

« Il y a lieu d'ailleurs de remarquer que les espérances fondées sur la loi de 1891 ont été largement réalisées et que, grâce à elles, les opérations du Mont-de-Piété n'ont cessé d'être à la fois prospères et fructueuses. M. Henri Rousselle, dans son rapport au Conseil municipal de Paris, indique que, pour les seules années 1902 et 1903, les avances ont dépassé le chiffre, certes élevé, de 136 millions (1). Il montre que les soldes en

(1) Ce chiffre, comme l'a fort bien montré M. H. Rousselle, dans son rapport de 1906, comporte une grossière erreur. Il indique, en engagements et renouvellements, le montant des opérations effectuées sur valeurs mobilières en 15 années, c'est-à-dire depuis la création de ce service en 1892, et non en deux années. Il s'ensuit que la moyenne annuelle ressort à 11 millions et non à 68 comme le prétend M. Merlou.

fin d'année ont progressé de 3 millions 213.220 francs en 1892, à 7 millions 791.435 francs en 1903, soit une augmentation de 142 % au cours de cette période. Ce sont là d'intéressants résultats, mais rien n'est moins prouvé qu'une modification de la loi de 1891 les accentuerait sensiblement. M. H. Rousselle a, en effet, constaté que le classement des prêts par série démontre que les nantissements de 251 à 300 francs sont plus nombreux, tandis que les prêts de 451 à 500 francs auraient plutôt une tendance à diminuer. Il explique ainsi cette tendance : « L'emprunteur d'une somme de 500 francs est tenu d'immobiliser deux titres qui, pris séparément, pourraient donner lieu à deux avances de 350 francs, alors qu'au contraire la progression des prêts de 251 à 300 francs résulte de ce que ces prêts représentent exactement le prêt courant moyen et obtenu sur un seul titre. » Et il conclut : « Que l'on élève le maximum des prêts, la tendance vers la diminution fera place à une augmentation. »

« Cette argumentation critique de la loi de 1891 ne m'a pas paru péremptoire. La diminution des prêts de quelque importance ne proviendrait-elle pas plutôt de l'exagération de la charge imposée à l'emprunteur du Mont-de-Piété, comparativement au coût d'une opération analogue dans les établissements de crédit ? La charge d'un prêt de 500 francs consenti par le Mont-de-Piété pour une année atteint 31,25, alors qu'au taux de la Banque, elle ne dépasse pas 18,90. Pour un prêt de 3.000 francs,

cette charge serait de 187,50 contre 106,40. Ces écarts, en raison du droit fixe, seraient proportionnellement plus considérables encore pour des périodes moins longues. A mes yeux, ils justifient, mieux que la considération du nombre des titres à déposer, la conduite des emprunteurs, qui s'éloignent du Mont-de-Piété dès que le montant de l'emprunt sollicité atteint un chiffre quelque peu élevé.

« Je ne pense donc pas qu'il y ait lieu de modifier la loi de 1891. J'estime que son maintien s'impose dans l'intérêt même du Mont-de-Piété, qu'il serait dangereux de laisser sortir de sa voie normale pour aborder des opérations de banque, en vue desquelles il n'a pas été organisé et auxquelles ne se prête pas son mode de fonctionnement.

« Signé : MERLOU. »

Sur deux points, il est facile de faire valoir, contre la thèse du ministre, des arguments victorieux. Nous allons les exposer pour bien montrer ce que nous remarquons déjà au début de cette étude, c'est qu'en réalité la question du relèvement du prêt sur valeur mobilière soulève d'autres objections que celles que l'on a officiellement signalées.

Tout d'abord, il est faux de prétendre que cette mesure tendrait à établir un régime différentiel entre les emprunteurs. Jamais l'administration du Mont-de-Piété n'a pensé à favoriser telle ou telle catégorie d'emprunteurs, elle a dû néanmoins constater que les engagistes d'objets corporels payaient des intérêts plus importants que

les emprunteurs sur titres (8 % au lieu de 6,25). Les intentions du Mont-de-Piété sont d'ailleurs tout à fait différentes de celles qu'on lui prête, puisque le but proposé est de dégrever immédiatement les emprunteurs sur valeurs mobilières du droit fixe de 0,25 pour cent francs prêtés et d'employer les bénéfices résultant de l'augmentation du chiffre des opérations à l'abaissement du taux si élevé exigé des emprunteurs sur gages corporels.

L'argumentation du ministre des Finances n'est pas moins dépourvue d'erreurs quand il s'efforce de démontrer que les clients du Mont-de-Piété ne solliciteront plus d'avances sur titres au delà d'un certain chiffre.

Sans parler du trafic de certains changeurs et banquiers véreux, qui pratiquent couramment et à des taux scandaleux ces sortes d'avances, il est aisé de montrer que l'intérêt du public n'est pas toujours de s'adresser aux établissements de crédit, de préférence au Mont-de-Piété.

Tout d'abord, la Banque de France, pas plus que les établissements de crédit, ne prêtent sur titres n'importe quelle somme. Les avances ne peuvent être consenties qu'au delà d'un certain minimum, qui est même parfois très important : 250 francs pour la Banque.

A taux égal, il n'est pas douteux que les emprunteurs préféreraient demander des avances au Mont-de-Piété, où ils sont assurés de trouver plus de discrétion (1) et

(1) A ce sujet, nous croyons utile de citer un passage d'une intervention faite, par M. Picard, au Congrès de Marseille, en réponse à une

beaucoup moins d'exigences dans la production des différentes justifications.

Mais est-il bien établi que le Mont-de-Piété demande plus cher à ses clients que la Banque et les établissements de crédit? Il se peut que cette constatation ait pu être faite à certaines époques de prospérité financière où le taux des avances a été considérablement abaissé. Sans compter que les conditions ont été passagères et tout à fait exceptionnelles, il est bon de remarquer que d'une façon générale, ces établissements font payer des intérêts beaucoup plus élevés que ceux accusés par leurs tarifs, les nombreuses formalités de productions de pièces entraînant toute une série de frais accessoires qui grèvent considérablement l'opération.

Le tableau suivant, composé après enquête dans les différents établissements qui y sont mentionnés, illustre de façon singulière les différences considérables qui séparent, pour ces sortes d'opérations, le taux réel du taux officiel.

interruption d'un de ses collègues qui signalait l'infériorité des Monts-de-Piété en matière d'avances sur titres ;

« Nous envoyons des clients à la Banque de France, nous envoyons des clients au Crédit Lyonnais, mais nous rencontrons des emprunteurs qui nous disent : « Nous tenons à venir chez vous, nous savons que la Banque de France prête à meilleur compte, mais nous préférons nous adresser à vous tout de même. » Nous ne pouvons pas leur refuser l'opération qu'ils nous demandent, nous les accueillons. Et, d'ailleurs, ce n'est pas sans motifs qu'ils préfèrent s'adresser au Mont-de-Piété de Paris, ils le font parce que les formalités y sont très simples, parce qu'on leur donne satisfaction immédiatement. Ils se présentent à nos guichets avec leurs titres, un quart d'heure après ils ont obtenu satisfaction ; en outre, certains commerçants ne veulent pas aller dans des établissements financiers, où ils savent que la discrétion n'est pas observée comme au Mont-de-Piété. »

Conditions des avances dans les principaux

BANQUE DE FRANCE	COMPTOIR D'ESCOMPTE	CRÉDIT FONCIER
<i>Taux</i> — 4 1/2 (1) + 1,20 timbres <i>Durée</i> : 90 jours Pièces à fournir : Bordereau d'achat. — Certificat d'identité. — Signature légalisée sur imprimé spécial fourni par l'établissement. <i>Compte courant.</i> — Intérêts composés. Versement intégral de la somme. — Coupons détachés d'office 15 jours à l'avance. Un seul établissement. — Fermeture à 3 heures. 1^{re} opération demandant 1/2 journée.	<i>Taux réel</i> : 10,10 (1) <i>Taux officiel</i> ; 3 1/2 + 2,40 ‰ + timbres. <i>Durée</i> : 90 jours Pièces à fournir : Bordereau d'achat. — Certificat d'identité ou pouvoir notarié. <i>Compte courant.</i> — Intérêts composés. Versement des intérêts par anticipation pour la 1^{re} période, d'où réduction de la somme prêtée. Etablissements fermés à cinq heures.	<i>Taux réel</i> : 4,40 <i>Taux officiel</i> : 3 1/2 + 1,25 fixe + 1,20 timbres pour valeurs autres que celles de l'établissement. 3 1/2 seulement pour ces dernières. <i>Durée</i> : 90 jours. Pièces à fournir : Certificat d'identité sur imprimé spécial de l'éta- blissement légalisé par le commissaire de police. — Double démarche. Versement intégral de la somme. — Coupons détachés 15 jours à l'avance. Intérêts composés. Un seul établissement fermé à 5 heures. Opération ne pouvant être effectuée le jour même.
(1) Cote du 1 ^{er} avril 1913.	(1) Agence B. — 3 oct. 1889. — Somme 987,55. — <i>Durée</i> 2 mois 10 jours. — Somme payée 19,40, soit 10,10 ‰.	

établissements de crédit et au Mont-de-Piété

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	CRÉDIT LYONNAIS	MONT-DE-PIÉTÉ
<i>Taux réel</i> : 7,84 (1) <i>Taux officiel</i> : 4 + 0,50 % fixe + 1,20 timbres. <i>Durée</i> : 90 jours. Pièces à fournir : Bordereau d'achat. — Identité. Intérêts de la 1^{re} période retenus d'avance. — Inté- rêts composés. Etablissements fermés à cinq heures. 1^{re} opération très lon- gue. (1) Avance 983,80. — Durée 2 mois 10 jours. — Intérêts payés 16,20, soit 7,84 %.	<i>Taux réel</i> : 6,11 (1) à 8,44 (2), selon les sommes et les agences. <i>Taux officiel</i> : 5 % + 1,20 timbres. <i>Durée</i> : 60 jours. Pièces à fournir : Bordereau d'achat. — Certificat d'identité. <i>Compte courant.</i> — Inté- rêts composés. Intérêts retenus d'avance pour la première période. — Coupons détachés par anticipation. Etablissements fermés à 5 heures. Première opération. — Très longue. (1) Agence A. — 11 fév. 1905. — Avance 790,80. — Durée 44 mois. — Intérêts payés 177,20, soit 6,11 %. (2) Agence K. — 7 sept. 1899. — Avance 295,55. — Durée 2 ans 20 mois 2 jours. — Intérêts payés 55,45, soit 8,44 %.	<i>Taux</i> : 6 %, sans autres frais + 0,25, droit fixe, supprimé par l'adoption du nouveau texte. <i>Durée</i> : Un an. Pièces à fournir : Carte d'électeur ou po- lice d'assurance et enve- loppe de lettre. Versement intégral de la somme. — Coupons à la disposition de l'emprun- teur. Chef-lieu : 3 succursales et 22 bureaux auxiliaires ouverts jusqu'à 8 heures du soir. Opération demandant 1/4 d'heure au maximum. Discretion absolue. — Sé- cret professionnel. — Cré- dit de l'emprunteur sau- vegardé.

Les chiffres qui précèdent — auxquels il est bon, toutefois, de ne pas conférer une valeur absolue — montrent cependant combien les emprunteurs auraient à bénéficier de la modification de la loi du 25 juillet 1891. Nous venons de voir que déjà les conditions qui leur sont faites au Mont-de-Piété de Paris ne sont pas aussi onéreuses qu'on l'a prétendu. Si l'on s'en tient aux conditions énoncées au tableau, les porteurs de titres auraient même tout intérêt à s'adresser au Mont-de-Piété. Il s'ensuit que le relèvement du maximum du prêt grandirait du premier coup les bienfaits de l'institution. Mais la mesure aurait une importance beaucoup plus considérable pour l'avenir. Elle permettrait d'abaisser le taux actuel de 6,25 % et de le ramener le plus près possible du taux légal. Les projets les plus timides dans ce sens tiennent pour acquis l'abandon, dès le début, du droit fixe de 0 fr. 25.

Des renseignements fournis par les statistiques officielles du Mont-de-Piété de Paris, qui ne cachent pas que le prêt sur titres donne un bénéfice net de 2 à 2,50 %, il est permis de tirer des espérances plus ambitieuses au point de vue des intérêts des emprunteurs.

Quoi qu'il en soit, le Conseil municipal de Paris, en dépit du peu d'empressement que les pouvoirs publics ont mis à accueillir ses suggestions, n'a cessé de considérer comme avantageux le projet rectificatif de la loi de 1891. L'assemblée municipale n'a d'ailleurs assigné aucun but immédiat à la réforme. Elle propose seule-

ment de modifier dans le sens du relèvement jusqu'à 3.000 francs le maximum des prêts actuellement fixé à 500 francs par opération et par emprunteur et de laisser au préfet de la Seine le droit de fixer chaque année, après avis du Conseil de surveillance, la durée du prêt, l'intérêt des avances et l'emploi du bénéfice résultant de la modification de la limite des avances (1).

Au sujet des Monts-de-Piété de province, on ne peut que faire valoir l'intérêt qu'il y aurait pour eux à voir aboutir la campagne entreprise par le Conseil municipal de Paris. Il n'est pas douteux que les modifications de la loi de 1891, une fois obtenues, leur deviendront applicables sans grands débats.

Pour terminer avec la question du prêt sur valeurs mobilières, il est bon de citer les desiderata exprimés au Congrès de Marseille par les représentants des Monts-de-Piété qui pratiquent le prêt sur titres.

En outre du relèvement du maximum du prêt sur valeurs mobilières, les représentants de la majorité des

(1) Voici le texte qui a été proposé par le Conseil municipal de Paris pour remplacer les articles 1^{er} et 3 de la loi du 25 juillet 1891 :

ARTICLE PREMIER. — Le Mont-de-Piété de Paris est autorisé à prêter sur nantissement de valeurs mobilières libérées au porteur. La limite maximum par opération est fixée à 3.000 francs.

ART. 3. — La durée du prêt et l'intérêt des avances seront fixés par arrêté du directeur, approuvé par le préfet de la Seine, qui, après avis du Conseil de surveillance, règle le taux des emprunts. Le bénéfice résultant de la modification de la limite des avances sera employé à l'abaissement du taux des prêts sur gages corporels, auquel l'administration pourra procéder dès que le fonds de réserve permettra une diminution qui ne pourra être inférieure à 0 fr. 25 p. 100.

Monts-de-Piété de France demandaient à être autorisés à faire des avances de 50 pour cent sur les Bons de Panama et les Bons Fonciers 1887 et 1888. « Ces petits titres, disait le rapporteur au Congrès, sont très solides et très répandus; il est fâcheux qu'en raison de la mention suivante de l'article 2 de la loi de 1891 : « valeurs portant intérêts au moins chaque année », nous ne puissions les comprendre dans nos listes de valeurs à accepter ».

Après une courte discussion, au cours de laquelle les arguments habituels ont été apportés contre le maintien intégral de la loi de 1891, le vœu suivant, qui résume tout le débat, a été adopté par le Congrès :

« Le Congrès demande que le maximum du prêt sur valeurs mobilières soit élevé à 3.000 francs et que, par dérogations au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 25 juillet 1891, les Bons Fonciers 1887-1888 et de Panama soient admis désormais sur l'état annuel des valeurs acceptées en garantie. ».

Du prêt sur brevets de pensions

Nous venons de voir que le prêt sur valeurs mobilières présente pour les Monts-de-Piété un intérêt considérable, en raison des bénéfices qu'il peut procurer. Aussi avons-nous donné à sa discussion de grands développements, au cours desquels l'intérêt des emprunteurs a été mis au second plan, en raison de la valeur financière de cette sorte d'opérations. Vis-à-vis de la catégorie de prêt qui nous occupe maintenant, les considérations

budgétaires doivent être secondaires : il ne s'agit plus de trouver des recettes, mais bien d'étendre les bienfaits d'une institution qui pratique, nous l'avons vu, une sorte de mutualité entre emprunteurs, mettant à la charge des plus riches les avantages qu'elle procure aux moins fortunés.

L'autorisation donnée aux Monts-de-Piété d'effectuer des avances sur pensions de retraite, pensions de réforme, pensions aux victimes de 1851 et autres indemnités viagères inscrites au Grand Livre de la Dette Publique, renterait d'ailleurs dans l'esprit des lettres patentes de 1643. D'après ce texte originel, les Monts-de-Piété doivent « remédier aux grands dommages que la secrète pratique des usures causait aux sujets ». Or, tout le monde sait qu'en dépit des formules, les pensions de retraite, déclarées « incessibles et insaisissables », sont la proie des prêteurs. Il y a, en effet, bon nombre de retraités et pensionnés qu'un besoin imprévu oblige à emprunter; ils sont alors contraints de subir les conditions des usuriers; la législation soi-disant protectrice de leurs droits leur en fait presque une obligation.

Il semble, d'ailleurs, que cette situation ait été volontairement acceptée par le législateur. Lors de la discussion de la loi de 1851, M. Peupin avait proposé à l'Assemblée Nationale d'étendre les opérations des Monts-de-Piété et de les autoriser à prêter sur brevets de pensions et inscriptions de rente. Cette proposition ne fut pas accueillie, en raison des objections formulées par le Conseil

d'Etat, qui voyait, dans l'extension des attributions des Monts-de-Piété, tout autant d'empiètements sur les services jusqu'alors strictement réservés à d'autres établissements publics.

M. Ch. Laurent a très sagement remarqué, en défendant le prêt sur pensions au Congrès de Marseille, « qu'on peut toujours élever de semblables objections contre toute évolution des services publics. N'est-il pas conséquent, au contraire, qu'en présence de nouveaux besoins, les institutions existantes aient des adaptations nouvelles » !

Aujourd'hui, — moins que jamais, — on ne doit protester contre l'extension et la complexité des fonctions économiques et sociales de certains grands organismes. Ne voit-on pas, en effet, — pour le profit de tous, — l'administration des Postes opérer les recouvrements commerciaux, ou encore remplir l'office de caisses d'épargne, pendant que, dans d'autres pays, elle tient de véritables comptes courants ?

Pourquoi donc les Monts-de-Piété ne suivraient-ils pas le mouvement et ne subiraient-ils à leur tour quelques transformations ?

L'objection formulée en 1851 ne conserve d'ailleurs aucune force si l'on se place en face de la réalité et si l'on pense aux exactions journellement pratiquées par les usuriers à l'encontre des petits pensionnés ayant besoin d'une avance sur leur trimestre.

Demander le prêt sur pensions, c'est solliciter des

pouvoirs publics le moyen de mettre un terme aux abus si souvent constatés.

Pour le détail de l'organisation et l'étude des précautions que cette nature de prêt oblige de prendre, nous ne pouvons mieux faire que de citer textuellement le rapport de M. Ch. Laurent :

« En ce qui concerne spécialement les brevets de pension, le Conseil d'Etat se refuse à admettre le prêt, parce que les pensions sont le plus souvent incessibles, et dans le cas où la cession serait admise, il faudrait déposer un certificat de vie, faire un transport et des notifications qui occasionneraient des lenteurs et des frais fâcheux.

« A cela, il est aisé de répondre que les prêteurs actuels ne reculent pas devant les lenteurs et les frais. Certes, nous ne pourrions, comme eux, respecter la loi..., en la tournant. La loi, si on nous donnait la mission que nous réclamons, aurait à faciliter explicitement nos opérations.

« L'article 26 de la loi du 23 juin 1853 sur les pensions civiles dit : Les pensions sont incessibles. Aucune saisie de retenues ne peut être opérée du vivant du pensionnaire, que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour débet envers l'Etat ou pour des créances privilégiées, aux termes de l'article 2101 du Code Napoléon, et d'un tiers dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code.

« Cette loi est déjà moins restrictive que les lois des

11 et 18 avril 1831 sur les armées de terre et de mer, puisqu'aux débets envers l'Etat et aux pensions alimentaires, elle ajoute les créances privilégiées énumérées dans l'article 2101 du Code civil.

« Pour la sûreté de nos opérations, il faudrait qu'une garantie des prêts fût nettement déterminée par la loi et nous exercerions ce service avec toutes les précautions désirables.

« Que l'on stipule, par exemple, que nos avances ne seront jamais supérieures à la moitié de la portion échue le jour de l'engagement et au tiers du trimestre courant, nous resterons, ainsi, dans l'esprit même de la loi actuelle, et le Mont-de-Piété pourra suffire aux besoins imprévus des pensionnés qui n'ont recours aujourd'hui qu'à des agences dont il est difficile de s'affranchir.

« Le pensionné devrait évidemment nous fournir la justification de son identité et nous aurions la faculté d'exiger un certificat de vie, mais, dans la pratique, sous notre responsabilité, ce certificat de vie deviendrait superflu, le pensionné une fois connu de nous.

« Dans les limites fixées plus haut, la portion de la pension qui nous serait due pourrait être réglée à la fin du trimestre, directement aux Monts-de-Piété, par le service payant, sans autre formalité que la présentation du brevet et d'une reconnaissance de dette du pensionné sur laquelle se joindrait le décompte de nos intérêts et droits. Cette dernière pièce constituerait décharge de l'acompte.

« Le certificat de vie continuerait, évidemment, à être exigé par la caisse débitrice lors du paiement du solde revenant au pensionné.

« Les oppositions préalables à l'échéance seraient inutiles, car un pensionné qui ferait la fausse déclaration d'une perte de brevet, lorsqu'il l'aurait déposé dans un Mont-de-Piété, autorisé par la loi à le retenir en garantie, commettrait une véritable escroquerie, entraînant des peines correctionnelles. Le cas échéant, notre opposition serait admise pour le trimestre suivant, sur lequel nous exercerions répétition de la créance impayée. Notre seul risque consisterait alors dans le décès du titulaire avant que la somme due ne soit acquise. Cette éventualité exceptionnelle ne peut nous faire reculer.

« Nous ne pouvons entrer dans plus de détails. Le principe étant admis, un règlement spécial établira une pratique courante à notre usage.

« Si les administrations intéressées veulent s'y prêter, si une loi sanctionne les dispositions convenues, nous serons appelés à rendre des services évidents, car, journellement, on peut voir des retraités à la recherche d'une petite avance, alors qu'une somme importante leur revient déjà dans le courant d'un trimestre. »

Cette intéressante proposition, présentée avec autant de sincérité, ne pouvait manquer de recueillir l'unanimité du Congrès.

Il est à remarquer qu'en terminant son remarquable discours, le rapporteur signalait que, sur ce point encore,

il réclamait pour les Monts-de-Piété le droit de faire le bien, sans aucune arrière-pensée d'intérêt, des charges, plutôt que des bénéfices, devant résulter de la brièveté des prêts.

Le Congrès ne voulut pas limiter son vœu aux seules pensions de l'Etat et l'étendit à toutes les indemnités viagères garanties. La limite des avances fut fixée à la moitié de la portion échue.

PARAGRAPHE III

L'ACTIVITÉ DES MONTS-DE-PIÉTÉ ÉTRANGERS

Le Mont-de-Piété de Milan pris comme exemple d'initiative

Les réformes estimées possibles pour les Monts-de-Piété de France — telles que nous venons de les exposer — n'ont rien qui doive troubler les esprits timorés. Il suffit, pour se convaincre que c'est là un minimum d'amélioration, de jeter un coup d'œil sur ce que font les Monts-de-Piété étrangers.

Sans parler des Monts-de-Piété belges, qui se distinguent principalement par des procédés administratifs très simplifiés; sans entrer également dans des détails au sujet des Monts-de-Piété espagnols et russes, qui, nous le savons, se livrent à des opérations très variées, bornons-nous à comparer la France et l'Italie. Quelques chiffres permettront de marquer la distance qui nous sépare de notre sœur latine.

On comptait dernièrement, en Italie, 556 Monts-de-Piété. Dans certaines provinces, les Marches, l'Ombrie, notamment, on trouve un Mont-de-Piété pour 20.000 habitants. Il y a des provinces, par contre, où il y en a très peu. Dans certaines même, ils font tout à fait défaut.

Le patrimoine brut des Monts-de-Piété italiens était, en 1896, de 169.380.730 francs, y compris le capital de 16.313.228 francs avancé par la Banque de Naples au Mont-de-Piété de cette ville pour être employé en prêts sur nantissement.

La plus grande partie du patrimoine, soit 45 % environ, est employée en avances sur gages.

En déduisant du montant du patrimoine brut les sommes afférentes aux contrats pour le service des prêts (39 millions de francs) et quelques passifs capitalisés : dettes hypothécaires, chirographaires, décimes, redevances du culte, de bienfaisance, etc., s'élevant ensemble à plus de 57 millions, le patrimoine net des Monts-de-Piété italiens ressort à près de 72 millions de francs, représentant 43 % du patrimoine brut.

Le total des recettes des 556 Monts-de-Piété est formé pour plus de la moitié, 56 % environ, par le produit des opérations de prêts sur gages.

On observe, pour chacune des provinces, des différences notables dans la mesure dont les produits du prêt sur nantissement contribuent à former les recettes des Monts-de-Piété. Dans certaines régions, remarque M. Petitjean, ces recettes constituent la plus grande par-

tie des revenus, dans la Ligurie, le Latium, la Toscane, en particulier. Dans d'autres régions, au contraire, — dans le Piémont, la Lombardie, les Marches, — les Monts-de-Piété tirent leurs moyens de leur propre patrimoine, qui leur permet même, dans certains cas, de faire des prêts gratuits.

De la comparaison des dépenses de gestion avec le montant des intérêts provenant des prêts sur nantissement, on trouve, en moyenne, pour tout le royaume, un excédent de recettes de plus d'un million de francs.

Parmi les établissements les plus prospères de l'Italie septentrionale, il faut citer le Mont-de-Piété de Milan. Nous avons vu qu'il se livre à des opérations de prêt très variées. Ce qui en fait la caractéristique, c'est l'initiative, que le décret du 21 avril 1910 reconnaît à ses administrateurs, de prendre toutes mesures propres au développement de l'établissement, leur laissant pleine liberté de gérer, d'acheter ou de vendre pour avantager la marche des opérations et donner de l'essor à l'institution.

En plus des opérations sur gages précieux et non précieux (1), le Mont-de-Piété de Milan prête sur marchandises (matières premières ou manufacturières), à la condition qu'elles soient neuves. Le prêt ne peut être inférieur à 1.000 francs ni supérieur à 50.000 francs. La durée du prêt est fixée à six mois, mais, pour la garantie du Mont-de-Piété, l'estimation subit un pourcentage de

(1) En 1910, engagements sur 486.905 articles pour 13.902.522 liras.

rabais de 30 % au moins. Ces gages-marchandises ne supportent pas la taxe de magasinage de 3 %, mais une taxe spéciale variable, qui vient — selon les cas — aggraver plus ou moins lourdement l'intérêt ordinaire de 5 %.

Le prêt sur titres se fait sensiblement de la même manière qu'à Paris. Si des titres ont subi une dépréciation de plus de 10 % sur leur valeur en Bourse, l'administration peut ordonner la vente par agents de change. Le cours de liquidation ne peut être discuté par l'emprunteur.

Les bonis provenant des opérations de prêt sur titres sont réservés pendant cinq ans comme pour les gages corporels. L'emprunteur est responsable de la perte en cas de vente insuffisante.

Le Mont-de-Piété de Milan prête aussi sur valises. Après vérification du contenu, le déposant et l'administration apposent leurs cachets. Une reconnaissance à talon est donnée au déposant.

Pour les paquets scellés, en cas d'impossibilité de rendre, l'administration paye une somme égale à la valeur déclarée par le déposant.

Les droits de garde sont fixés par le Conseil d'administration. Ils sont comptés par année, sans fraction, et payables d'avance.

Les versements d'argent à intérêt se font, soit par feuille de crédit, soit par livret de caisse d'épargne. La feuille de crédit est nominative ou au porteur, dans

le genre des bons de caisse du Mont-de-Piété de Paris.

Les prêts hypothécaires ne peuvent dépasser les deux tiers de la valeur libre des biens immobiliers « ruraux », et la moitié de la valeur libre des biens immobiliers « urbains », et au total ne doivent excéder le dixième de l'activité effective résultant de la situation financière de l'établissement.

Les lettres de change ne sont acceptées que si elles sont revêtues de deux ou trois signatures. Le montant total des lettres de change ne peut également dépasser le dixième de l'activité effective.

Au sujet des opérations sur titres, le Conseil examine en toute liberté les titres proposés, apprécie leur facile négociation, évite un trop gros achat de titres non garantis par l'Etat. C'est encore lui qui décide d'acheter ou de vendre, suivant les besoins de l'institution.

On se rend compte, au simple énoncé de ces opérations, des formalités de bénéfice qu'elles représentent. D'ailleurs, le Mont-de-Piété de Milan trouve, dans les opérations de banque, ses seuls bénéfices. Il faut croire qu'ils sont considérables, car ils lui permettent de combler le déficit provoqué par les charges résultant du prêt sur gages corporels. La perte annuelle qui, pour cette catégorie d'opérations, est de 340.000 francs environ, se trouve largement compensée. Il faut noter que ce déficit est loin d'être imputable à une insuffisance de gestion. Il est absolument volontaire et ne se produirait pas si les petits emprunteurs ne bénéficiaient pas d'avan-

tages considérables. Le Mont-de-Piété de Milan est d'autant plus porté à agir envers eux d'une manière aussi philanthropique que possible, qu'il est certain de contrebalancer ses pertes par des opérations toujours productives.

Pour conclure sur la question des opérations productives, il convient de reconnaître que les objections soulevées à Paris contre cette façon de voir sont très nombreuses, mais paraissent assez mal fondées. Beaucoup ne peuvent résister longtemps à un véritable programme de réformes. De l'avis même des plus qualifiés, « le Mont-de-Piété de Paris peut, par des règlements nouveaux substitués à ceux actuellement surannés qui le régissent, obtenir le moyen de faire des opérations à peu près identiques à celles qui réussissent si parfaitement aux Monts-de-Piété italiens ».

Il faut ajouter qu'en Italie, les Monts-de-Piété trouvent, auprès des pouvoirs publics, un bienveillant appui, ce qui leur permet de poursuivre avec efficacité le rôle social qui leur est assigné.

Mais si les parlementaires italiens, notamment, se sont dépensés en faveur du perfectionnement de ces institutions, cela tient peut-être, cela tient même sûrement, à ce que les Monts-de-Piété d'Italie, admirablement gérés, sont en étroit rapport entre eux. Ils se consultent, s'entr'aident moralement en vue d'une prospérité commune. Bien plus, ils sont liés par une fédération puissante, qui associe, pour un effort commun, des

grandes villes comme Rome, Milan, Turin, Florence, Naples, etc.

Il serait souhaitable que les Monts-de-Piété français suivissent cet exemple et persistent dans la voie où ils étaient rentrés en 1907. Ils devraient, par le moyen des Congrès, appeler l'attention des pouvoirs publics sur un programme général d'amélioration. Ils pourraient tout au moins généreusement offrir au Mont-de-Piété de Paris l'appui moral du nombre et lui fournir la possibilité d'obtenir du législateur l'application localisée des mesures qui, une fois éprouvées, seraient, par la suite, appliquées à tous les établissements. Ce procédé d'expérimentation viendrait justifier notre méthode d'exposition, qui s'est toujours appliquée à montrer ce que pourrait être une réforme vis-à-vis du Mont-de-Piété de Paris d'abord, vis-à-vis des Monts-de-Piété de province ensuite.

CHAPITRE III

L'équilibre du budget des Monts-de-Piété

PARAGRAPHE PREMIER

LES MODES D'EMPRUNT

A part les Monts-de-Piété d'Arras, de Besançon, de Boulogne-sur-Mer, de Douai et de Nancy, qui ont le rare privilège de se suffire à eux-mêmes, nous savons que

la plupart des Monts-de-Piété de France demandent à l'emprunt la presque totalité de leurs ressources financières. Ils empruntent, dans ce but, des procédés très variés. Les uns demandent au public de souscrire des certificats de dépôt à court terme. D'autres se font consentir des prêts par les Caisses d'épargne, les villes ou les bureaux de bienfaisance. Quelques-uns aussi, tout en pratiquant l'un ou l'autre de ces systèmes, trouvent des ressources supplémentaires dans les cautionnements du personnel.

Il ressort de cette multitude de moyens que les emprunts actuels des Monts-de-Piété sont faits à des taux très variables et dans des conditions très différentes.

Le tableau ci-après donne, pour la plupart de nos institutions provinciales, une idée de ces diversités de modes et de prix :

	ÉTABLISSEMENTS	EMPRUNT TOTAL	CONDITIONS DU PUBLIC				CONDITIONS DES ÉTABLIS- SEMENTS CRÉANCIERS	ÉTABLISSEMENTS CRÉANCIERS
			A VUE OU 10 JOURS	3 MOIS	6 MOIS	UN AN ET AU DELÀ		
1	Lyon	5.454.468	1 1/2 %	»	3 %	»	3,30 %	Caisse d'épargne.
2	Marseille	3.221.500	1 1/2 %	2 %	2 1/2 %	3 %	»	»
3	Nice	3.129.750	»	»	3 1/2 %	»	»	»
4	Bordeaux	2.652.900	»	»	2 1/2 %	3 %	»	»
5	Toulouse	2.116.536	»	»	3 %	»	3 %	Bureau de bienfaisance
6	Oran	2.035.597	»	3 1/4 %	3 1/2 %	3,80 %	»	»
7	Alger	1.869.700	»	2 1/2 %	3 %	»	»	»
8	Rouen	832.143	»	»	2 1/2 %	3 1/4 %	»	»
9	Toulon	612.600	»	»	»	3 1/4 %	3 1/2 %	Caisse d'épargne.
10	Dijon	447.400	»	»	»	3 1/4 %	5 %	Hospices.
11	Le Havre	603.640	»	»	3 1/4 %	3 %	3 1/2 %	Hospices.
12	Versailles	233.287	2 %	»	2 1/2 %	»	»	»
13	Avignon	139.000	1,25 %	1 1/2 %	2 %	2 1/2 %	»	»
14	Saint-Quentin . .	88.700	»	»	3 %	»	»	»
15	Nîmes	45.500	»	»	3 1/2 %	»	»	»
16	Limoges	31.000	»	»	3 1/2 %	»	3 1/4 %	Caisse d'épargne.
17	Calais	19.000	»	»	4 %	»	1 1/2 %	Ville de Calais.
18	Cambrai	10.000	»	»	»	»	3 %	Hospices.
19	Saint-Germain . .	5.000	»	»	3 %	»	»	»

D'après ce tableau, on peut conclure que les Monts-de-Piété de France empruntent à des conditions très favorables, puisque, d'après les calculs, le taux moyen général de tous les emprunts n'est pas supérieur à 3,22 %.

Le Mont-de-Piété de Paris profite de conditions tout aussi avantageuses et réussit à emprunter à un taux maximum qui n'a pas, jusqu'à ces temps derniers, dépassé 3 1/2 %.

D'après ces chiffres, on est obligé de reconnaître que les systèmes financiers actuellement mis en œuvre, s'ils diffèrent par la forme, n'en ont pas moins l'énorme avantage de procurer aux Monts-de-Piété des fonds d'emprunt à des taux particulièrement bas. Si l'on tient compte même de présages fâcheux (1), on peut craindre que cette situation ne dure pas et qu'avant peu les Monts-de-Piété soient contraints de consentir à leurs créanciers un intérêt plus élevé.

Quoi qu'il en soit, des idées nouvelles se sont fait jour et des projets de réforme ont pris corps, tendant principalement à unifier et à coordonner les opérations financières de tous les Monts-de-Piété.

Au Congrès de Marseille, notamment, deux propositions intéressantes ont été apportées par M. Couve. Elles

(1) Différents articles dans la grande presse parisienne ont signalé, au printemps 1913, les difficultés financières du Mont-de-Piété de Paris. Cet établissement s'est vivement senti des inquiétudes que donnaient au marché des capitaux la situation extérieure et s'est vu tout à coup privé de dépôts qui affluaient d'ordinaire à ses caisses.

paraissent plus ingénieuses que pratiques, l'auteur s'étant contenté d'en montrer les avantages théoriques.

L'ouverture de comptes courants

Tout d'abord, il préconise l'ouverture de comptes courants, permettant ainsi à tous les Monts-de-Piété de profiter des disponibilités occasionnelles du public et même d'autres administrations.

On pourrait, d'après ce projet, « en acceptant pour première base le taux d'escompte de la Banque de France, décider et annoncer au public que tous les Monts-de-Piété français acceptent des dépôts aux prix et conditions suivantes :

A un jour de préavis : 1 1/2 % au-dessous; maximum 2 1/2 %;

A huit jours de préavis : 1 % au-dessous; maximum 3 %;

A trente jours de préavis : 1/2 % au-dessous; maximum 3 1/2 %.

De la sorte, le commerçant comme le capitaliste, certains de connaître toujours la rémunération offerte à leurs fonds déposés, accepteraient plus aisément cette facilité.

Il est vrai que ce système laisse à la charge de l'établissement emprunteur les risques d'une crise financière au cours de laquelle il se verrait tout à coup privé de sommes indispensables à son fonctionnement.

Le même reproche peut être fait à la proposition con-

nexe qui préconisait la création de carnets d'épargne à dépôt limité, — trois mille francs, par exemple, — rapportant un intérêt fixe de 3 % ou de 2 3/4 %, et dont les montants seraient disponibles à vue.

L'auteur remarquait, d'ailleurs, à propos de cette deuxième catégorie de dépôts, que ces opérations ne seraient généralement pratiquées que par la petite épargne, qu'une crise financière touche peu, et que, d'une façon générale, les carnets d'épargne présenteraient moins d'inconvénients que les comptes courants.

L'établissement d'une caisse centrale des Monts-de-Piété

La deuxième idée préconisée par M. Couve, c'était la création d'une caisse centrale des Monts-de-Piété de France.

Faisant abstraction des difficultés pratiques d'organisation, l'auteur se bornait à indiquer brièvement le fonctionnement de l'institution.

« Chaque établissement conserverait son autonomie en ce qui concerne son administration intérieure, mais deviendrait, pour la partie financière, une sorte de succursale de la caisse centrale. »

Cette dernière ouvrirait sur ses livres un compte courant à chacun des Monts-de-Piété : elle les débiterait de toutes les sommes dont ils disposeraient et provenant tant du capital et des nantissements que des emprunts. Par contre, elle les créditerait du montant des prêts consentis par eux. Cette caisse centrale établirait une

sorte de communication entre les différents établissements, qui pourraient, par ce moyen, combler immédiatement leurs soldes débiteurs et utiliser avec la même rapidité leurs fonds en excédent.

L'avantage de la création d'une caisse de ce genre consisterait surtout dans la centralisation des ressources financières des Monts-de-Piété. Il est à présumer, d'ailleurs, que l'appui mutuel qu'ils se prêteraient de la sorte les aideraient à diminuer leurs conditions de prêt.

Le projet d'emprunt à la Banque de France

Des projets plus osés ne se contentent pas des conditions avantageuses que nous avons vu faire aux Monts-de-Piété. Certains auteurs — parmi lesquels M. P. Azan (1) — remarquent avec un semblant de raison que puisque la diminution proportionnelle des frais généraux ne peut être obtenue avec l'extension des services (2), les Monts-de-Piété n'auront la possibilité d'offrir des conditions de prêt se rapprochant de l'escompte commercial qu'en les déchargeant de l'intérêt dont est affecté leur fonds de roulement.

Il reste à voir si cette remarque a une valeur pratique et s'il est possible, aux Monts-de-Piété, de trouver

(1) *La réforme essentielle des Monts-de-Piété*, Paris, Arth. Rousseau édit., 1910.

(2) Nous sommes d'accord sur ce point avec M. Azan, mais nous avons vu précédemment que le véritable effort des Monts-de-Piété ne doit pas s'exercer sur le seul terrain des économies, mais principalement dans le sens de l'extension des opérations productives.

des fonds d'emprunt à peu près sans bourse délier. Si M. P. Azan, dont nous allons étudier l'intéressante proposition, réussissait à nous le démontrer, nous ne manquerions pas de donner à son système notre entière adhésion (1).

M. Azan remarque qu'en l'état présent, « les Monts-de-Piété empruntent des capitaux-espèces au public »; ils avancent à leur tour ces mêmes espèces aux déposants; le capital-marchandise reçu en échange ne circule plus, il constitue le gage.

Le problème économique à résoudre consiste à rendre à la circulation les capitaux-gages que les Monts-de-Piété détiennent.

Si ces établissements avaient le pouvoir de transformer ces gages en monnaie fiduciaire, la solution serait trouvée. M. Azan remarque d'ailleurs que le fait ne serait pas nouveau « et qu'à Rome, pendant le siècle dernier, les Monts-de-Piété avaient employé avec succès des émissions d'engagements qui circulaient comme monnaie, mais dont on a abusé (2) ».

Il reste à démontrer que les billets émis seraient assimilables à des certificats de dépôts de métaux précieux et, par suite, garantis contre toute dépréciation.

(1) Nous nous faisons un devoir de noter que le système préconisé par M. Azan a de nombreux points communs avec l'amendement présenté par M. Strauss, sénateur de la Seine, le 5 novembre 1897, au cours de la discussion relative au privilège de la Banque de France.

(2) COURCELLE-SENEUIL, *Traité des opérations de Banque*.

« En examinant la composition des nantissements des Monts-de-Piété, on trouve, en effet, que les objets divers ne constituent qu'une faible partie des gages, tandis qu'au contraire, les bijoux et vaisselles d'or et d'argent représentent souvent les neuf dixièmes des engagements (1). »

De plus, si nous remarquons la faiblesse des estimations, due — nous le verrons — à la prudence intéressée des commissaires-priseurs, nous pouvons assurer que la totalité des avances sur bijoux et objets divers n'atteint pas la valeur « réelle » des bijoux.

Si l'on constate l'excessive solidité des prêts, démontrée par le résultat des ventes, on ne peut se refuser à déduire des précédentes observations « que les Monts-de-Piété sont des banques d'échange dont les gages peuvent être transformés en monnaie fiduciaire, monnaie effectivement représentative d'un dépôt de métaux précieux ».

Il reste à trouver le moyen d'émission. M. Azan n'hésite pas à le demander à la Banque de France et propose que « cet établissement soit tenu d'augmenter, pour le compte des Monts-de-Piété, et moyennant indemnité, son émission fiduciaire ». Cette émission supplémentaire suivra le mouvement de l'en-magasin de ces établissements.

(1) Ce sont les chiffres que nous relevons pour le Mont-de-Piété de Paris sur deux exercices pris au hasard.

Quand, en 1897, M. Paul Strauss avait demandé, lors de la discussion du privilège de la Banque de France, que celle-ci fit l'avance des fonds nécessaires aux opérations des Monts-de-Piété, il ne s'était nullement préoccupé de gager l'opération et avait simplement stipulé « que les fonds seraient fournis moyennant une redevance qui ne pourrait excéder le taux de 1/2 pour cent l'an ». Autant valait dire que la banque allait être tenue de prêter gratuitement. M. Azan s'efforce de bien montrer que sa proposition est tout à fait différente. Il ne s'agit plus d'un prêt : le Mont-de-Piété n'est, en fait, qu'un intermédiaire qui se fait remettre par l'établissement émetteur des billets représentant les quatre cinquièmes de la valeur des dépôts d'or et d'argent qu'il a reçus. Il prête en quelque sorte ces fonds à lui fournis par la Banque en échange d'un certificat de dépôt.

M. Azan triomphe en disant que ce qu'il demande n'est pas une circulation à découvert, basée sur le crédit, mais l'échange d'une monnaie circulante contre des métaux précieux dont la Banque — le Mont-de-Piété n'étant qu'un dépositaire — serait nantie.

On peut prévoir que la proposition nouvelle trouvera contre elle les mêmes arguments qu'on a fait valoir en 1897 contre l'amendement déposé par M. Strauss.

La réponse de M. Cochery, ministre des Finances, fut la suivante :

« Le Sénat et le gouvernement n'ont jamais refusé de

venir en aide aux malheureux, mais la question est de savoir par quels moyens on doit le faire en réalité. C'est pour une question de principe que nous repoussons le projet de M. Strauss.

« Ce que demande, en effet, l'honorable sénateur, c'est de modifier absolument le rôle de la Banque.

« La Banque de France est une banque d'émission et d'escompte, elle n'est pas une banque de prêt direct et on a systématiquement refusé, à la Chambre et au Sénat, d'introduire dans la loi en discussion rien qui pût modifier, en quoi que ce soit, ce rôle de la Banque de France; pour que la sécurité du billet soit intacte, pour que le crédit soit absolu, il faut que la circulation soit représentée par des valeurs immédiatement réalisables, et c'est pour ce motif que l'escompte par la Banque est limité à trois mois, c'est pour cela qu'on exige trois signatures. Or, transformer ce rôle de la Banque, même sur un point spécial, serait entrer dans un engrenage singulièrement dangereux.

« Après avoir demandé de prêter 80.000.000 de francs pour les Monts-de-Piété, on nous réclamerait la même faveur pour une foule d'autres institutions; on arriverait ainsi, en dénaturant le rôle de la Banque de France, à porter atteinte au crédit du billet; nous vous demandons de ne pas le faire. »

L'article additionnel a été repoussé.

Il semblerait que la proposition de M. Azan doive,

quand elle viendra en discussion (1), être immolée à son tour à la solidité du crédit des billets de banque. Malheureusement, les objections du ministre ont perdu de leur force du jour où la loi du renouvellement du privilège a obligé la Banque à prêter à l'Etat, sans intérêts, une somme de 100 millions, sur lesquels 40 millions étaient destinés au crédit agricole.

Il faut donc s'attendre à ce que les Monts-de-Piété reviennent à la charge et s'autorisent du précédent pour demander à la Banque les fonds qui leur font défaut.

Remarquons qu'en dépit de ce qui a été fait en faveur du crédit agricole, les objections produites une première fois conservent une grande partie de leur force. C'est pour cela qu'il est difficile de considérer dès maintenant le résultat pour acquis.

Il convient de noter également que, même s'il était permis d'espérer une suite favorable, ce n'est qu'en 1920,

(1) Elle a été reprise de différents côtés. En octobre 1941, le Mont-de-Piété de Bordeaux a pris une délibération ainsi conçue :

ARTICLE UNIQUE : « Emet le vœu que, lors de la discussion du renouvellement du privilège de la Banque de France, cet établissement soit tenu d'augmenter son émission fiduciaire en faveur des Monts-de-Piété, de manière à leur fournir les capitaux qui leur sont nécessaires pour leur permettre de diminuer le taux d'intérêt des prêts et de venir ainsi en aide à leur clientèle, qui est composée des humbles et des déshérités. »

En décembre 1911, sur la proposition de la cinquième commission, le Conseil municipal de Paris a suivi l'exemple de Bordeaux et a donné son adhésion entière au principe de la proposition Azan.

La campagne est donc commencée, et il faut s'attendre que ces grands établissements fassent poser la question devant le Parlement.

lors du prochain renouvellement du privilège de la Banque, que le Parlement pourrait décider.

C'est donc — comme le dit très bien M. Raiga — une solution très séduisante, mais à échéance encore lointaine, et dont le succès est tout à fait incertain.

**Combinaison financière bénéficiant d'un prélèvement
sur le produit des jeux**

Il s'agit encore ici d'un intéressant projet dû à l'initiative privée.

M. Raiga se demande (1) s'il n'y a pas de moyens plus sûrs et plus pratiques « qui permettraient aux Monts-de-Piété de devenir immédiatement ce qu'ils devraient être et ce qu'ils ne sont pas, c'est-à-dire des établissements de prêts sur gages à bon marché ?

Il en voit un dans la constitution, sans intérêts, d'une dotation, leur permettant de satisfaire à leur double obligation d'établissement de crédit et de bienfaisance.

A son avis, les lois récentes sur les jeux, en donnant annuellement à l'Etat la disposition d'une dizaine de millions (2), peuvent très bien procurer les fonds nécessaires. Il ne serait que justice, en effet, que les Monts-de-Piété trouvent leur part dans l'argent destiné par le législateur aux institutions d'assistance.

(1) « Le Mont-de-Piété de Paris », *op. cit.*, p. 57.

(2) Nous ne parlons ici que des sommes mises à la disposition du ministre de l'Intérieur et consacrées chaque année à l'assistance, à la prévoyance, à l'hygiène et aux œuvres d'utilité publique.

Voici textuellement le système proposé par M. Raiga :

« Chacun des Monts-des-Piété de France et d'Algérie serait autorisé à emprunter le nombre de millions jugé indispensable à ses opérations de prêts.

« Ces emprunts seraient contractés, soit au Crédit Foncier, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, et amortissables en cinquante années au plus.

« Le budget de chacun de ces établissements serait crédité chaque année d'une somme prélevée sur les dix millions à la disposition du ministère de l'Intérieur et égale au montant de l'annuité destinée au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt contracté.

« Par ce moyen, on peut doter gratuitement les quarante-quatre établissements de France et d'Algérie du capital qu'actuellement ils sont tenus d'emprunter à grands frais.

« Quelle somme totale devrait-on prélever avec cette affectation spéciale, durant cinquante années, sur les fonds hors budget des jeux? »

D'après les renseignements de l'auteur, le Crédit Foncier de France comme la Caisse des Dépôts et Consignations pourraient, en l'état actuel du marché, consentir à un établissement public un prêt amortissable en cinquante années au taux de 4,48 % (intérêts et amortissement compris).

Un prêt de 80 millions à ce taux exige une annuité de 3.584.000 francs.

L'importance de cette annuité, qui absorberait à elle

seule plus du tiers des disponibilités du ministère de l'Intérieur, fait prévoir que la proposition de M. Raiga soulèvera de nombreuses objections. La principale — qui est d'ailleurs relevée par l'auteur — viendra de la commission spéciale instituée par la loi au ministère de l'Intérieur pour régler l'emploi du produit des jeux, qui ne manquera pas de protester contre le projet au nom de la jurisprudence qu'elle s'est donnée, aux termes de laquelle les subventions ne peuvent être attribuées à titre fixe et périodique.

Ce procédé, M. Raiga l'estime excellent. Selon lui, il permet de ne pas immobiliser, au profit d'un petit nombre d'œuvres, les fonds disponibles et, au contraire, de subvenir à toutes les nouvelles initiatives qui se présentent.

Où l'auteur semble ne pas tenir grand compte des millions réclamés, c'est quand il dit que la commission de répartition du ministère de l'Intérieur n'aura rien à objecter contre ce prélèvement annuel et qu'elle pourra continuer à exercer sur un nombre de millions diminué de quelques unités son procédé de répartition variable et occasionnel :

Malgré l'assurance qu'il a, — que quantités d'œuvres éminemment utiles continueront à bénéficier des millions des jeux, — M. Raiga estime, cependant, qu'il est prudent de faire régler la question par le législateur. « De même que c'est une loi qui a attribué le tiers du produit du pari mutuel à la construction et à l'agrandis-

sement des hôpitaux rendus nécessaires pour l'exécution de la loi de 1893 relative à l'assistance médicale gratuite, de même c'est une loi seule qui peut décider que dorénavant, et avant tout autre prélèvement, une somme de 3.600.000 francs sera attribuée aux Monts-de-Piété sur les fonds des jeux, en vue de constituer les annuités destinées au service de leurs emprunts amortissables. »

Il est certain que le législateur ne peut faire un meilleur usage du produit des jeux que d'en employer une partie à la réforme des Monts-de-Piété. Cependant, il est permis de craindre que la multitude d'œuvres qui vivent des subventions allouées par le ministère de l'Intérieur ne laissent échapper, sans protester, même au profit des Monts-de-Piété, un bon tiers des millions qui leur sont éventuellement destinés. L'importance même du sacrifice réclamé nous incite à douter grandement du succès de cette proposition. Nous sommes à notre tour tentés de lui appliquer l'épithète de séduisante. Nous ne pouvons toutefois que lui donner notre adhésion, en souhaitant qu'elle trouve auprès des pouvoirs publics l'accueil enthousiaste que nous estimons nécessaire à son succès.

PARAGRAPHE II

LES RESSOURCES QUI PROVIENDRAIENT D'UNE DOTATION
DES MONTS-DE-PIÉTÉ

La constitution d'un capital pour tous les Monts-de-Piété
La séparation des Monts-de-Piété des établissements hospitaliers

Nous venons de voir que, dans la généralité des cas, les Monts-de-Piété trouvaient dans l'emprunt l'unique moyen de remplir leur mission. Le plus souvent même, les ressources qu'ils se procurent ainsi leur sont avancées sans réduction d'intérêt et les mettent dans l'obligation de récupérer sur les emprunteurs les charges qui s'en suivent. Cette nécessité explique le taux excessif — usuraire a-t-on dit — exigé actuellement par la plupart des Monts-de-Piété.

L'emprunt constitue-t-il, pour les Monts-de-Piété, le seul moyen de vivre? Nous allons essayer de montrer que non. A la longue, cette nécessité, qui paraît inéluctable pour l'instant, pourrait très bien disparaître. Elle répond, tout simplement, à l'organisation actuelle des Monts-de-Piété. En définitive, ce qui avait tout d'abord semblé inévitable et permanent deviendrait aisément facultatif et temporaire.

Nous avons vu que certains Monts-de-Piété possèdent aujourd'hui des ressources supérieures à leurs besoins. La question se pose de savoir si l'on ne pourrait pas faire de cette situation exceptionnelle une situation normale.

C'est là, à notre sens, une amélioration progressive que l'on doit entreprendre sans tarder. Pour la réaliser, il suffit de recommander l'économie à certains établissements et d'étendre aux autres les bienfaits d'une loi générale que de singulières résistances ont privée de son plein effet.

De la sorte, si l'on ne supprime pas d'un coup l'obligation d'emprunter, on la réduira considérablement. Tous les jours, l'indépendance financière des Monts-de-Piété fera un pas en avant.

La question de la dotation des Monts-de-Piété amène à parler de l'emploi de leurs bénéfices. Il est élémentaire, en effet, de pouvoir compter sur ces éléments pour la constitution d'un fonds personnel. Il n'y a pas, à notre avis, de réserves possibles, si l'on continue à employer les ressources de certains Monts-de-Piété à des destinations tout à fait étrangères au but immédiat qu'ils poursuivent. La légitimité des besoins, qui pourraient un moment se trouver lésés du fait d'un changement d'habitudes, ne justifie en rien la continuation des errements.

On est obligé de reconnaître, cependant, que les bénéfices effectués par les Monts-de-Piété sont souvent employés à accroître la dotation de ces établissements ; c'est, tout au moins, ce qui arrive pour les moins importants d'entre eux. Pour d'autres, au contraire, au nombre desquels figurent les Monts-de-Piété de Paris, Lyon, Marseille, Nancy et Saint-Quentin, une partie des béné-

fices est versée aux hospices ou aux bureaux de bienfaisance (1).

Si l'on remarque que le montant total des bénéfices réalisés pour les quarante-quatre Monts-de-Piété s'élève, en 1910, à 1.114.000 francs, on ne peut que tenir pour très appréciable cet élément d'actif. Constatons, en passant, que c'est à peu près exactement le tiers de l'annuité de 3.600.000 francs réclamée dans le projet de M. Raiga pour faire face aux charges de l'emprunt amortissable de 80 millions.

L'importance de ces chiffres permettrait donc de réduire chaque année les charges très lourdes du service de l'emprunt, les fonds de dotation s'augmentant à la fin de chaque exercice du solde créditeur de l'établissement.

Pratiquement, la question de l'autonomie financière des Monts-de-Piété amène donc à parler de leur séparation d'avec les hospices et les bureaux de bienfaisance. La tradition a, en effet, établi entre ces deux catégories d'établissements une véritable communauté d'intérêts.

La loi du 24 juin 1851, tout en posant le principe de la séparation, a restreint le bénéfice des mesures qu'elle a édictées aux Monts-de-Piété à créer ou à ceux « fondés comme établissements distincts de tous autres ». Elle a, de la sorte, tout en prétendant réaliser l'unité administrative, créé deux catégories d'établissements et mis

(1) Voir le détail de l'affectation des bénéfices dans le tableau publié comme appendice.

en fâcheuse posture tous les anciens établissements que des textes obscurs tiennent enchaînés aux établissements hospitaliers. Aussi, depuis 1851, de vives controverses n'ont cessé de se produire au sein des administrations intéressées. Ces discussions ont abouti à l'autonomie de divers Monts-de-Piété, et notamment de ceux de Besançon, Brest, Calais, Limoges et Rouen. Par contre, l'association subsiste, revêtant des formes diverses, entre les établissements d'assistance et les Monts-de-Piété de Paris, Aix, Arles, Boulogne-sur-Mer, Dijon, Lyon, Marseille, Nancy, Saint-Germain-en-Laye et Saint-Quentin.

A Marseille, notamment, la situation des Monts-de-Piété et des hospices est très embrouillée. Ici comme partout, les difficultés proviennent de l'impossibilité d'interprétation claire de la loi de 1851. Ce texte réserve, comme nous l'avons vu, par son article 9, l'effet du titre premier à une catégorie d'établissements déterminés et, par suite, suscite d'énormes difficultés dans la liquidation des intérêts respectifs des Monts-de-Piété et des hospices. C'est ce qui est arrivé à Marseille, où, selon que la loi de 1851 s'applique ou ne s'applique pas, les hospices gagnent ou perdent le capital mobilier ou immobilier du Mont-de-Piété, qui dépasse un million.

Ce désaccord, qui demeure sur le terrain purement juridique, sépare toujours le Mont-de-Piété de Marseille et les hospices.

Ces différends peuvent servir de préface au conflit qui divise le Mont-de-Piété de Paris et l'administration de

l'Assistance publique. La discussion, ici encore, remonte au lendemain du vote de la loi du 24 mars 1851. Dès 1852, le Mont-de-Piété de Paris demandait que cette loi lui soit applicable. Le Conseil d'Etat, consulté, fut d'avis (1) :

« 1^o Que les termes « établissements distincts de tous autres » qui se trouvent dans l'article 9 de la loi du 24 juin 1851 désignent les Monts-de-Piété qui ont été autorisés à conserver leurs excédents de revenus pour constituer ou accroître leur dotation;

« 2^o Que les dispositions du titre premier de la loi sont immédiatement applicables aux Monts-de-Piété qui ne sont pas autorisés à conserver leurs excédents de revenus, à la seule exception de celles de ces dispositions qui seraient de nature à porter atteinte aux droits des hospices ou autres établissements de bienfaisance qui profitent, en tout ou partie, des dits excédents de revenus. »

Il appert de cette décision que les décrets du 24 messidor an XII et du 8 thermidor an XIII, qui stipulent que « le Mont-de-Piété de Paris sera régi à l'avenir au profit des pauvres, et que le Mont-de-Piété des hôpitaux de Paris sera désormais régi et gouverné, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et celle interpolée du préfet du département de la Seine, par le Conseil d'administration créé en vertu du décret du 24 messidor an XII,

(1) Arrêt du 29 décembre 1852.

suivant et d'après le règlement annexé au présent décret », lient l'administration du Mont-de-Piété jusqu'à preuve du contraire à l'Assistance publique.

L'avis du Conseil d'Etat n'a pas empêché qu'entre 1878 et 1885, les deux administrations intéressées ne se trouvent en conflit au sujet de leurs règlements de comptes. Le Conseil municipal, choisi comme arbitre, a, dans ses séances des 13, 16, 18 et 30 novembre 1885, décidé quelle devait être l'interprétation des lettres patentes de 1777, qui constituent le décret d'institution du Mont-de-Piété de Paris. D'après cet ancien texte, « le bénéfice qui résultera de l'établissement sera entièrement appliqué au soulagement des pauvres et à l'amélioration des maisons de charité »; mais, en même temps, nous y trouvons une définition de la nature et des limites de ce bénéfice. Il est dit plus loin, en effet, que « lorsqu'il se trouvera des fonds en caisse au delà de ce nécessaire, pour la régie et les charges de cet établissement, ils seront appliqués au profit de l'Hôpital Général de Paris ». C'est sur cette dernière phrase que s'est exercé, entre les deux administrations rivales, l'effort d'arbitrage du Conseil municipal de Paris.

L'assemblée communale accepta les décisions suivantes, qui lui furent recommandées par son rapporteur, M. Hervieux. Un premier point fut admis, c'est que le Mont-de-Piété est une personne morale distincte de l'Assistance publique.

Il fut acquis, en deuxième lieu, qu'étant obligé de

verser à l'Assistance publique (article 98 du décret du 8 thermidor an XIII) tous ses bonis sans prélèvement quelconque et tous ses excédents de recettes sous déduction de ses charges, le Mont-de-Piété ne pourrait comprendre, parmi ces dernières, que les acquisitions, constructions et restaurations d'immeubles.

Un troisième point vise la liquidation de certains intérêts communs aux deux établissements.

Ces décisions sont très claires. Le Mont-de-Piété de Paris est donc autorisé à acheter des terrains pour ses immeubles, à y édifier les constructions qu'il juge nécessaires, à modifier l'aménagement des bureaux pour le bien-être et l'hygiène de son personnel et de ses emprunteurs, mais il ne peut songer, en aucun cas, avec les sommes qui resteraient disponibles, à se créer un fonds de dotation, qui lui permettrait, comme nous l'avons vu, d'abaisser les conditions de ses prêts.

Au sujet des bonis prescrits, la situation est encore plus nette, le décret du 8 thermidor an XIII lui interdit absolument de les conserver.

Après ces décisions de principe, fixant le passé et l'avenir des relations des deux administrations, le Conseil municipal n'a pas cru devoir borner là son rôle d'arbitre. Il a envisagé, répondant aux sentiments intimes de la majorité de ses membres, comment, après la liquidation présente, l'organisation du Mont-de-Piété pourrait être établie, une fois rendue indépendante de l'Assistance publique. Les bases du projet du Conseil

sont les suivantes et témoignent d'un vif désir de réforme :

« A. — Versement de l'intégralité de ses bonis par le Mont-de-Piété à la Ville de Paris, substituée vis-à-vis de lui à l'Assistance publique;

« B. — Prélèvement, par le Mont-de-Piété, sur ses autres recettes, de toutes ses charges, et notamment de ses frais de régie et de ses charges d'établissement;

« C. — Création d'une dotation du Mont-de-Piété pour lui procurer le moyen d'abaisser graduellement le taux des prêts;

« D. — Retenue, par le Mont-de-Piété, de la moitié de ses excédents proprement dits, jusqu'à ce que la dotation qu'ils serviront à former ait atteint le chiffre de 30 millions de francs;

« E. — Versement, par le Mont-de-Piété, à la Ville de Paris, de la moitié de ses excédents, jusqu'à ce que la dotation ait été complètement réalisée, et de la totalité des dits excédents, après réalisation complète de la dite dotation;

« F. — Réforme de la prisée à l'effet d'arriver à la suppression du brocantage;

« G. — Réduction proportionnelle du taux de l'intérêt des prêts, au fur et à mesure de la formation graduelle de la dotation;

« H. — Fixation du chiffre maximum du capital que le Mont-de-Piété devra être autorisé à consacrer à ses opérations;

« I. — Fixation du chiffre maximum de la somme qu'il pourra prêter à un emprunteur. »

Il semble donc bien que les intentions du Conseil municipal étaient de séparer les intérêts de ces deux administrations. Par la suite, on peut dire que cette opinion n'a fait que se confirmer. On la retrouve dans tous les rapports et les documents administratifs touchant à la question. Actuellement, à en croire M. Petitjean, l'idée d'une séparation ne serait pas en recul; le rapporteur n'hésite pas à déclarer qu'il sait que l'administration de l'Assistance publique consentirait au divorce que le Mont-de-Piété sollicite.

Si l'on s'en tient à l'exemple des Monts-de-Piété de Paris et de Marseille, on voit que la loi de 1851 a laissé les anciens établissements, qui se trouvaient être justement les plus importants, se perdre dans le dédale de règlements spéciaux dont le sens obscur se prête à toutes les controverses (1).

L'idée générale se dégageant d'une étude critique de la situation faite aux Monts-de-Piété qui se trouvent, en raison de leur origine, en état de dépendance vis-à-vis des établissements hospitaliers, c'est que la communauté des intérêts qui les unit encore, est manifestement illogique, en raison même du but de ces institutions et des dispositions législatives qui les réglementent. Préjudiciable aux Monts-de-Piété, cette communauté lèse

(1) Voir le rapport présenté par M. Blanc, administrateur du Mont-de-Piété de Marseille, au Congrès tenu dans cette ville en novembre 1907.

aussi les intérêts des établissements d'assistance, qui profitent des bénéfices des premiers.

D'ailleurs, pour être bien fixé sur ce point, il est indispensable de rechercher ce qu'a voulu faire le législateur du 16 pluviôse an XII, en décidant que les maisons de prêts sur nantissements ne pourraient être créées qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement. Les termes restrictifs de ces actes constitutifs se proposaient seulement d'éviter que les établissements autorisés ne pressurent à leur tour l'emprunteur. Le but poursuivi était de réagir contre les excès commis par les usuriers à la faveur du régime de liberté consacré par la Révolution. Aussi ont-ils pris soin de préciser que les profits qui seraient réalisés par les maisons nouvellement ouvertes, devraient uniquement profiter aux pauvres. Nous ajoutons qu'il est de toute justice de prétendre que ceux qui doivent, les premiers, bénéficier de ces produits sont ceux-là mêmes qui ont permis de les réaliser, c'est-à-dire les engagistes, et non pas tous les pauvres.

Pourquoi en a-t-il été autrement? Il faut, pour expliquer cette anomalie, rappeler les conditions dans lesquelles les premiers Monts-de-Piété ont été organisés. Par suite de l'obligation imposée aux créateurs des maisons de prêts sur gages de ne retirer aucun bénéfice personnel, les établissements d'assistance, et partant les hospices, étaient les mieux qualifiés pour favoriser l'organisation des Monts-de-Piété, soit en les adjoignant à leur œuvre,

soit en facilitant leurs opérations par des prêts importants ou en garantissant leurs emprunts. Le législateur, en confiant aux hospices le soin d'administrer les premiers Monts-de-Piété, n'a fait que sanctionner ce qui existait dans la réalité et tenir compte de l'état de dépendance forcée où se trouvaient alors les premières maisons de prêts. Il fut en cela très bien inspiré. Les hospices, fiers de leur initiative et assurés du contrôle des opérations des Monts-de-Piété, n'hésitèrent pas à consentir à leurs frères cadets les avances nécessaires. L'abandon des bénéfices stipulé dans les actes constitutifs des anciens Monts-de-Piété fut établi au profit des hospices à titre de compensation. Mais cette communauté d'intérêts, admissible à l'époque où elle était contractée, cesse d'être justifiée du jour où ces établissements, ayant acquis le développement espéré, réalisent des bénéfices. Il est indispensable qu'arrivés à ce degré de prospérité, les Monts-de-Piété puissent, en toute indépendance, faire fructifier leurs profits et se constituer un fonds de dotation.

Il est bon, avant d'en terminer avec cette question de l'autonomie financière des Monts-de-Piété, de ne pas passer sous silence le dernier argument qui a été formulé avec assez de force par les adversaires de la réforme. Il est certain, disent-ils, que si les Monts-de-Piété ont pu former un capital d'exploitation et acquérir une prospérité toujours croissante, c'est en grande partie grâce à l'hypothèque donnée par les hospices pour garan-

tir les emprunts réalisés. La communauté d'intérêts une fois liquidée, la suppression de cette garantie n'éloignera-t-elle pas les prêteurs et le taux de l'intérêt servi à ces derniers ne devra-t-il pas être augmenté ?

Cette conséquence, pensons-nous, aurait pu être redoutée au début du fonctionnement des Monts-de-Piété, par suite de l'insuffisance de leur crédit, à une époque où le succès de leurs opérations était encore aléatoire. Il n'en est pas de même aujourd'hui. Les Monts-de-Piété ont fait leur preuve et la valeur des gages, comparée au montant des prêts, est de nature à inspirer pleine confiance aux capitalistes.

Au surplus, il ne s'agit que d'une période transitoire, la séparation d'intérêt devant aboutir à la constitution d'un capital suffisant pour éviter de faire appel aux prêteurs.

Enfin, cette communauté, sur laquelle on a si longtemps débattu, est-elle profitable aux hospices et aux bureaux de bienfaisance ? Il ne semble pas qu'on puisse répondre par l'affirmative. Au cours de ces dernières années, en effet, les Monts-de-Piété, dont le rôle devient chaque jour plus important, ont été pour la plupart dans l'obligation d'affecter la plus grande partie de leurs excédents de recettes à des améliorations d'ordre intérieur que le développement des services rendait depuis longtemps nécessaires et qui ont procuré de nouvelles facilités aux engagistes. Les bénéfices versés aux hospices ont subi en conséquence une diminution sérieuse.

Les administrations hospitalières, qui ne peuvent se rendre compte elles-mêmes de l'utilité ou de l'inutilité des dépenses faites par les Monts-de-Piété, ne constatent que leurs conséquences financières. Lésées par cette diminution de revenus, elles sont naturellement portées à trouver exagérés certains chiffres. Certaines communes, dans la crainte d'être tenues de compenser la diminution des ressources des hospices par un complément de subvention, vont même jusqu'à se demander si les dépenses des Monts-de-Piété sont toutes justifiées et si certains travaux d'agrandissement ne constituent pas un moyen détourné pour restreindre les bénéfices auxquels les hospices ont droit.

On voit combien, en face des besoins toujours croissants qui sont accusés par l'Assistance publique, les ressources constituées par les bénéfices des Monts-de-Piété ont un caractère variable et problématique. Cette conclusion d'ordre général s'éclaire d'une façon singulièrement nette, si nous empruntons au rapport de M. Blanc, que nous avons déjà plusieurs fois cité, les renseignements précis qu'il nous donne, par exemple, au sujet du Mont-de-Piété de Marseille. Nous y trouvons que le capital immobilisé par l'administration hospitalière au profit du Mont-de-Piété s'élève à la somme de 729.332 francs et que la part des produits versés aux hospices par le Mont-de-Piété, durant les dix dernières années, représente au total la somme de 56.035 fr. 49, soit en moyenne 5.603 fr. 55 par an. Il est incontestable que les hos-

pices sont en droit de juger ce revenu par trop minime. Ce qui est pire, c'est la variabilité des versements annuels, qui ont atteint, par exemple, 11.943 fr. 27 en 1905, 112 fr. 76 en 1902 et 0 en 1901. Ces variations ne peuvent qu'être plus considérables encore quand il s'agit de Monts-de-Piété qui sont, en raison de leur situation particulière, exposés à subir le contre-coup de crises diverses et répétées : les établissements des villes d'eaux, par exemple.

Il n'est pas admissible, d'autre part, que les ressources hospitalières se trouvent diminuées par suite d'actes accomplis par une autre administration ou qu'encore elles subissent les conséquences d'événements auxquels seule la communauté d'intérêts les fait participer : « En 1901, les hospices de Marseille n'ont bénéficié d'aucun versement, parce que la perte d'un procès engagé contre la compagnie des commissaires-priseurs et les manœuvres frauduleuses d'un employé de l'administration avaient créé au Mont-de-Piété, pour l'exercice 1900, un déficit de 20.126 francs. »

Les hospices ont donc tout intérêt à être remboursés des capitaux qu'ils ont mis à la disposition des Monts-de-Piété. Ces sommes augmenteront d'autant leur dotation et le revenu régulier qu'elles produiront mettra fin au trouble que l'inégalité des bénéfices jette dans certains budgets hospitaliers.

Reste à voir dans quelles conditions cette séparation pourra être réalisée.

Il serait puéril de la voir résulter de la commune volonté des parties contractantes. Il faut pourtant reconnaître que, depuis 1851, quelques Monts-de-Piété se sont séparés des hospices après avoir réalisé un accord sur le mode de remboursement des sommes avancées par ces établissements.

Quelle a été la nature des accords intervenus ? Ils ont été de deux sortes : ou la commune a pris à sa charge la dette du Mont-de-Piété, ainsi que cela a été fait à Brest, ou bien les Monts-de-Piété ont appliqué leurs excédents au remboursement de la dette qui, productive d'intérêts, est éteinte par acomptes proportionnés à la situation de l'établissement et fixés par arrêté du préfet : solution réalisée à Rouen.

Mais ce ne sont là que des solutions isolées, d'où il n'est pas permis de déduire que dans d'autres conditions elles pourraient avoir lieu. Il est donc indispensable qu'une loi, rendant la séparation obligatoire, intervienne et prescrive qu'elle devra être effectuée dans un délai déterminé. Toute discussion sur le principe même de la séparation étant ainsi évitée, l'entente se fera plus aisément sur le mode de remboursement, qui aura lieu, soit immédiatement avec le concours des communes ou au moyen de l'émission d'obligations, soit par acomptes annuels fixes ou proportionnels. L'acte de liquidation devra être revêtu de l'approbation préfectorale. Passé le délai imparti aux commissions intéressées pour réaliser

la liquidation, l'autorité supérieure se chargera de l'effectuer réglementairement.

M. l'inspecteur général Rondel signale, dans son rapport au ministre de l'Intérieur (1), « l'extériorisation des Monts-de-Piété par rapport aux hospices », comme une des caractéristiques de l'évolution actuelle de ces établissements. Il rappelle, à ce sujet, que la loi du 27 juin 1904, sur le service des enfants assistés, a fait cesser l'affectation des fonds pupillaires au service financier des Monts-de-Piété, fonds qui constituaient une ressource non négligeable, puisque, à Rouen, leur chiffre était de 70.000 francs. Il y voit encore une manifestation de la tendance qui se dessine à ériger les Monts-de-Piété en établissements indépendants de toute institution de secours.

CHAPITRE IV

L'augmentation du nombre des Monts-de-Piété et la suppression des intermédiaires : commissionnaires et correspondants

Toutes les mesures que nous venons d'étudier sont destinées à abaisser le taux de l'intérêt que les Monts-de-Piété demandent à leurs emprunteurs. Dans beaucoup de cas, cependant, elles n'auront que très peu d'effet

(1) Voir *Journal officiel* du 6 août 1912.

par suite des frais accessoires qui viendront considérablement augmenter les conditions normales du prêt. Autour de presque tous les Monts-de-Piété, il s'est établi des commerçants remplissant le rôle d'intermédiaires habituels entre le public et les établissements. Il faut trouver leur raison d'être à la fois dans le petit nombre de nos Monts-de-Piété et aussi dans cette sorte de gêne qui fait hésiter à la porte des maisons de prêts tant de malheureux que l'extrême besoin y conduit.

« Plus encore que les hospices et les bureaux de bienfaisance, les Monts-de-Piété ont été fondés sur les divers points de la France, au hasard des initiatives charitables et des traditions locales (1). Dans plusieurs départements du Midi, on en rencontre dont les opérations sont si restreintes qu'ils fonctionnent pour ainsi dire à vide, source d'abus inévitables. Ailleurs, leur absence dans les villes populeuses y a fait naître des prolongements de Monts-de-Piété étrangers, qui s'intitulent, soit correspondants des Monts-de-Piété en général, soit correspondants d'un établissement déterminé et qui, en n'étant d'ordinaire en relation directe qu'avec un commissionnaire agréé dans une autre ville, ajoutent nécessairement leur propre rétribution à celle prélevée par ce commissionnaire. Ces deux rétributions, s'additionnant avec le taux réclamé par le Mont-de-Piété, arrivent à doubler presque celui-ci, sans que les correspondants

(1) Nous rappelons que la statistique a enregistré, pour l'année 1910, quarante-quatre Monts-de-Piété seulement.

exagèrent leurs bénéfices, puisqu'ils ont à se couvrir des frais d'envoi et des risques de perte (1). »

Il est à remarquer que tous ces correspondants agréés ou libres obtiennent la faveur du public en prêtant directement sur les gages sans se préoccuper de leur présentation préalable aux guichets des Monts-de-Piété. Il s'ensuit que souvent les avances consenties par eux se trouvent être supérieures à celles que le client aurait obtenues s'il n'avait eu recours à ces intermédiaires. Il arrive, de la sorte, que ces derniers se livrent à des opérations illégales. Ils sont amenés également à trafiquer sur les reconnaissances. Ces abus, si faciles à commettre, sont très difficiles à constater et, dans l'état actuel de la législation, il est impossible de les frapper sans recourir à des mesures arbitraires.

Il faut bien reconnaître que ces intermédiaires répondent à un besoin. « Quelques-uns font d'importantes affaires, qui se chiffrent par 70.000 à 80.000 francs l'an. Un d'entre eux se vit voler un jour son envoi à Lyon, estimé une cinquantaine de mille francs, l'envoi pouvant représenter les opérations d'une semaine, et encore pas toutes, car quelques dégagements se trouvent opérés avant l'expédition hebdomadaire. Un autre reconnaît avoir acheté 12.000 fr. son fonds de commerce. Les plus modestes sont de petits horlogers ou brocanteurs qui pratiquent accessoirement la commission aux Monts-de-

(1) Rapport cité.

Piété. Tous exposent avec assez de raison qu'ils exercent le rôle régulier de mandataires, leur entremise ne se distinguant de celle des simples particuliers que parce qu'ils tiennent des écritures de commerce. Soulignons, au passage, que des mesures coercitives, prises à l'encontre de ces commerçants, léseraient, à l'exception de quelques situations peu correctes, des droits acquis en quelque sorte par un long usage et presque officiellement consacrés par l'imposition d'une patente spéciale. »

« Au reste, il ne faut pas confondre ces mandataires de profession avec les individus qui, sans bureau ouvert, annoncent qu'ils « font des courses aux Monts-de-Piété », comme il en existe un, par exemple, à Roubaix, lequel tient estaminet à l'enseigne du Mont-de-Piété. Les correspondants qui nous occupent sont ceux qui, le cas échéant, « suppléent, par leurs garanties personnelles, à l'insuffisance des pièces réclamées aux emprunteurs et engagent parfois en leur nom pour tourner la sévérité excessive de certains règlements ». L'utilité de ces correspondants est si accusée que, dans certaines villes, ils sont plusieurs à se faire concurrence et qu'il arrive que le même Mont-de-Piété, à sa connaissance ou non, en a plusieurs au même endroit.»

Remarque peut être faite en passant que la correspondance n'est pas toujours établie avec le Mont-de-Piété le plus proche; ainsi, Saint-Etienne correspond avec Lyon, Lorient et Saint-Brieuc avec Bordeaux, Cher-

bourg avec Versailles, Caen avec Le Havre; après avoir correspondu avec Rouen, Montpellier correspond avec Toulouse et avec Nîmes, etc.

L'existence des commissionnaires et correspondants a été mise en cause au Congrès des Monts-de-Piété tenu à Marseille en novembre 1907. Sans en demander complètement la suppression, ce qui d'ailleurs a été fait par certains orateurs, le rapporteur qui traitait de la question a conclu à la nécessité de réglementer l'exercice de la profession par une loi, estimant que les mesures administratives resteraient inopérantes. On peut dire que cette proposition a été la plus discutée de celles qui ont été faites au Congrès. Les représentants du Mont-de-Piété de Bordeaux, notamment, l'ont vivement combattue. A leur avis, « les correspondants actuels sont de simples messagistes, dont l'existence légale est reconnue par un arrêt de la Cour de cassation. Toutes leurs opérations se font sous leur entière responsabilité, sans engager nullement le Mont-de-Piété. Les garanties qu'ils fournissent et la faveur qu'ils trouvent auprès du public sont telles que le Mont-de-Piété de Bordeaux se félicite de leur voir effectuer tous les jours les neuf dixièmes de ses opérations ».

Malgré ces opinions isolées, correspondant d'ailleurs à des situations particulières, on ne peut que regretter l'existence de ces intermédiaires. Le plus souvent, ils sont la cause de nombreux abus et, pour quelques-uns qui bornent scrupuleusement leur intervention au rôle

de simple mandataire, la plupart pratiquent directement des prêts clandestins.

Il est donc indispensable de prendre des mesures contre les commissionnaires marrons, qui risqueraient, en étendant la sphère de leur déplorable industrie, de ruiner tous les efforts d'amélioration du prêt sur gage officiel. Sans parler de régulariser leur existence en leur imposant une réglementation appropriée, que la plupart d'ailleurs accepteraient avec empressement, la question se pose surtout de créer, là où ils fonctionnent, de véritables Monts-de-Piété, institutés en conformité de la loi de 1851.

La question a été examinée dans quelques villes, mais, le plus souvent, sa solution a été indéfiniment ajournée; il serait à souhaiter que l'étude en soit entreprise sur l'ensemble du territoire et qu'elle aboutisse à une organisation nationale en même temps que rationnelle du prêt sur gage.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le législateur s'est préoccupé de généraliser ces sortes d'institutions. L'édit de 1626 stipulait qu'un Mont-de-Piété serait ouvert dans toutes les villes où il y avait un Parlement ou une justice royale. Plus tard, l'article 14 du décret-loi du 24 messidor an XII reprenait, en ces termes, l'idée d'une organisation méthodique des Monts-de-Piété : « Les préfets des départements adresseront le plus tôt possible, au ministre de l'Intérieur, pour être soumis à Sa Majesté en Conseil d'Etat, les projets pour l'établisse-

ment et l'organisation, au profit des pauvres, des Monts-de-Piété dans les lieux où il sera utile d'en former. » Malheureusement, en face de ces textes anciens, l'article premier de la loi du 24 juin 1851, qui autorise les Conseils municipaux à créer des Monts-de-Piété, n'a été qu'une exhortation platonique, parce que cette initiative est laissée sans guide et que le législateur ne s'est pas préoccupé d'assurer les combinaisons financières nécessaires pour fournir à l'établissement naissant son premier fonds de roulement. Il y aurait, à notre avis, un intérêt de tout premier ordre à organiser, au moins aux chefs-lieux de tous les départements, un établissement officiel de prêt sur gage. Il resterait, bien entendu, à veiller à ce que les communes puissent sans trop risquer prendre les mesures nécessaires. Dans ce but, il y aurait lieu de ne pas moins recommander aux établissements publics et d'utilité publique les prêts aux Monts-de-Piété, qu'on les encourage à consentir des avances pour la construction d'habitations à bon marché, par exemple.

Remarquons à l'avantage des Monts-de-Piété que les capitaux entrés dans leurs caisses seraient facilement assurés contre les risques ordinaires d'une entreprise par le caractère même des opérations gagées que pratiquent par nature ces sortes d'établissements. Un Mont-de-Piété bien géré ne peut que réussir; on sait, par expérience, que les déficits sont très rares dans leur gestion. D'ailleurs, leur crédit serait consolidé s'ils arrivaient

à former entre eux un syndicat de garantie ou, comme nous l'avons vu, une caisse générale.

« On peut d'ailleurs citer plusieurs Monts-de-Piété qui, dans ces derniers temps, ont été constitués dans des conditions à prendre pour modèle; à Nancy, la Caisse d'épargne a procuré la dotation du Mont-de-Piété et le loge dans son immeuble; à Orléans, elle a fourni 350.000 francs; à Lyon, le bureau de bienfaisance prête 600.000 francs au Mont-de-Piété. »

Toutefois, là où la fondation d'un Mont-de-Piété ne paraîtrait pas possible, on pourrait autoriser la création de succursales qui fonctionneraient, soit en permanence, soit seulement certains jours et à certaines heures, comme cela a lieu pour les caisses d'épargne. On pourrait même créer des sortes de bureaux ambulants, qui se déplaceraient dans les principales villes du département, de façon à offrir, partout où les besoins s'en feraient sentir, les conditions normales de prêt pratiquées par l'établissement central. De cette façon, on enlèverait tout prétexte d'utilité aux maisons de prêts libres, impossibles à surveiller de manière suffisante.

Les commissionnaires proprement dits, c'est-à-dire ceux qui se bornent à présenter le gage aux guichets et, l'engagement effectué, à rapporter immédiatement à leurs clients le montant du prêt sous déduction d'une rémunération, ne devraient pas, pour cela, être supprimés. Si, à Paris comme à Lyon, l'expérience de leur remplacement par des bureaux auxiliaires semble avoir

parfaitement réussi, il est fort douteux que la réforme puisse être généralisée en province. Il faut croire qu'ils offrent aux emprunteurs des facilités très appréciables, surtout si l'on en juge d'après les chiffres d'affaires étonnants qu'ils réalisent, comparés à ceux des Monts-de-Piété dont ils relèvent. M. l'inspecteur général Rondel remarque, à ce sujet, que les résultats surprenants s'expliquent, non seulement par la complaisance personnelle que les commissionnaires apportent dans les opérations, en intéressés qu'ils sont à en développer le nombre et l'importance, se rendant, par exemple, sur la demande, au domicile du client, mais encore parce que l'emprunteur voit en eux un particulier avec lequel il peut discuter librement ses intérêts et non point un fonctionnaire.

Les hésitations des emprunteurs, au moment de se présenter au guichet, n'ont pas non plus échappé à l'auteur du rapport en question. Il signale, à ce sujet, ce qui se passe à Brest, où le Mont-de-Piété réserve à ses correspondants agréés un bureau dans son propre local tout à côté des guichets d'engagement. « Les personnes qui s'adressent à ces correspondants entrent par la porte commune et, besogneuses comme elles sont, on peut s'étonner qu'elles préfèrent payer une commission en sus pour ne pas se présenter au guichet : c'est comme une sorte de première et deuxième classe qui se forme dans la catégorie des engagistes. »

On le voit, sur ce point encore, il est difficile d'appor-

ter une conclusion absolue. Il ressort cependant, de tous ces développements, que les seuls commissionnaires doivent être conservés, à condition toutefois d'être surveillés et cantonnés strictement dans leur rôle d'intermédiaires. Quant à l'institution des correspondants, elle est dangereuse, parce que facilitant toutes sortes d'abus : le remède, à cet égard, réside dans la création de nouveaux Monts-de-Piété.

SECTION II

La réforme de la prise et de la vente des gages

L'abaissement du taux de l'intérêt n'est pas la seule amélioration qu'il importe d'apporter dans le fonctionnement des Monts-de-Piété. Certes, cette préoccupation a sa raison d'être, c'est sous son influence que les Monts-de-Piété ont progressivement perfectionné leurs services, en recherchant des capitaux à plus bas prix et en réduisant leurs frais généraux. On aurait tort, cependant, de lui donner une importance prépondérante. Il ne faut pas oublier, en effet, que, la plupart du temps, le prêt est consenti pour un temps très court et que, dans ce cas, les charges résultant du taux de l'intérêt sont nécessairement minimales.

Quant au prêt à long terme, on s'est demandé si la clientèle qui en profite n'a pas besoin d'être stimulée à sortir d'embarras; dans ce cas, l'élévation du taux de l'intérêt constituerait une sorte d'astreinte.

Nous préférons, à l'opinion qui précède, la pratique suivante heureusement suivie par certains établissements : chaque année, la valeur nominale du gage est diminuée d'une somme fixe et l'emprunteur est, par conséquent, obligé de reverser la différence, de telle sorte qu'au bout de vingt ans, par exemple, le gage finit par être rendu sans autres débours que ces sortes d'annuités d'amortissement. On est fondé à croire que si le Mont-de-Piété n'avait pas offert à l'engagiste le moyen de s'acquitter, ce dernier n'aurait jamais probablement trouvé le moyen d'économiser de quoi rembourser sa dette et n'aurait peut-être jamais non plus songé à le faire en versant des acomptes.

Le taux de l'intérêt ne doit d'ailleurs pas être envisagé isolément. Les frais accessoires sont souvent plus onéreux pour le débiteur, car les droits fixes pèsent plus lourdement sur lui que les droits proportionnels.

Ces considérations nous conduisent à remarquer que ce qui, en définitive, est recherché dans la plupart des cas par l'emprunteur, c'est un prêt aussi élevé que possible, comparativement à la valeur de l'objet. Les circonstances mêmes qui obligent à faire appel au Mont-de-Piété justifient pleinement cette manière de voir. Les petites gens, qu'un moment de gêne conduit à ses guichets, se désintéressent momentanément du prix du service qu'on va leur rendre et n'ont en vue que l'importance de la somme qu'on va pouvoir leur avancer. Or, il est manifeste que, dans l'organisation actuelle du service

de la prisée dans la plupart des Monts-de-Piété, la responsabilité pécuniaire des commissaires-priseurs les pousse invinciblement à évaluer les gages bien au-dessous de leur valeur marchande, à tel point que la somme prêtée laisse une marge tellement importante qu'elle permet à l'emprunteur non satisfait de trouver un autre prêteur sur le même gage, c'est-à-dire, en fait, sur la reconnaissance constatant son premier contrat.

Remarquons tout de suite que ce deuxième prêt se fait dans des conditions absolument scandaleuses. Les trafiquants qui se sont fait une spécialité de ces sortes d'opérations exigent des malheureux qui ont recours à leurs prétendus services des conditions excessives.

Le mode défectueux de la prisée des gages n'a pas le seul inconvénient de conduire à l'officine des marchands de reconnaissances les emprunteurs insatisfaits, il influe aussi, comme nous le verrons, de la façon la plus défavorable sur le rendement des ventes.

CHAPITRE PREMIER

Appréciation des gages: les défauts du système

L'estimation des objets déposés en nantissement est effectuée, dans nos seize principaux Monts-de-Piété, celui de Lille excepté, par des commissaires-priseurs désignés par le préfet; dans tous les autres établissements, cette

mission est confiée, comme à l'étranger, à des appréciateurs, responsables ou non, et faisant directement partie du personnel.

On a beaucoup écrit contre la prudence exagérée de ces officiers ministériels qui effectuent, sous leur responsabilité, la prise des gages pour les neuf dixièmes des engagements conclus en France. Les renseignements statistiques suivants, que nous empruntons au rapport de M. Petitjean (1), confirment les arguments apportés depuis déjà longtemps contre la défectuosité du système actuel de la prise :

« En 1911, *les gages insuffisants*, c'est-à-dire ceux sur lesquels les commissaires-priseurs ont estimé ne pouvoir faire le prêt minimum de 3 francs, ont été de 50.207, se rapportant à 19.245 bijoux et 30.962 paquets.

« En 1910, ils avaient été de 48.274, dont 18.063 bijoux et 30.211 paquets; d'où, pour 1911, une augmentation totale de 1.933 articles, dont 1.182 pour les bijoux et 751 pour les objets divers.

« *Les prêts refusés*, c'est-à-dire ceux pour lesquels les emprunteurs n'ont pas voulu accepter le prêt qui leur était offert, se décomposent ainsi pour 1911 : 20.930 bijoux, sur lesquels il était proposé, à titre de prêt, 2.742.739 francs; 11.291 paquets, sur lesquels il était proposé 88.448 francs; au total, 32.221 objets pour 2.831.000 francs. En 1910, les prêts refusés avaient été

(1) Ces renseignements n'intéressent que le Mont-de-Piété de Paris.

de 31.690 articles pour 2.730.954 francs. Ils sont donc supérieurs, en 1911, de 531 articles pour 100.233 francs.

« A ne considérer que trois années : 1908, 1910 et 1911, on voit la progression des prêts insuffisants s'aggraver annuellement. La comparaison est même saisissante si l'on prend les deux années 1908 et 1911, pour lesquelles le montant des engagements a été à peu près égal. Or, nous constatons qu'en 1908, le nombre des gages jugés insuffisants n'était que de 47.072, alors qu'il ressort, en 1911, à 50.207.

« Cette remarque nous semble d'autant plus intéressante qu'en 1908, le nombre des articles était 1.068.311, alors qu'en 1911, il n'est plus que de 981.022. La logique aurait dû faire ressortir, pour 1911, si les commissaires-priseurs se montraient plus généreux dans leurs appréciations, une diminution des prêts insuffisants et non une augmentation, comme nous le signalons ci-dessus.

« Cette autre constatation est tout aussi édifiante : la moyenne des prêts sur engagements de matelas ou de lits de plumes est de 11 fr. 52; elle est supérieure de 0 fr. 02 à celle de 1910, qui était de 11 fr. 50.

« 619 matelas, sur lesquels un prêt total de 7.105 francs avait été consenti, ont été adjugés 11.553 francs, 25 accusant une différence de 4.448 fr. 25 entre le prix d'estimation et le prix de vente. »

Le rapporteur constate, comme dans tous les comptes

rendus antérieurs, la faiblesse des estimations des commissaires-priseurs sur cette nature de gages.

Ces chiffres, qui ont le mérite de l'actualité, ajoutent à la liste des reproches autorisés qui avaient été déjà adressés à l'institution des commissaires-priseurs. Nous croyons utile d'en donner ici quelques extraits, en commençant par ce qui a été dit des commissaires-priseurs appréciateurs du Mont-de-Piété de Paris.

Déjà, en 1855, M. Ledieu, directeur de cette administration, regrettait « que ces officiers ministériels soient beaucoup plus préoccupés de leurs intérêts que de ceux de l'administration et qu'ils basent leurs estimations moins sur la valeur réelle du nantissement que sur les risques qu'ils supposent devoir courir ». Il constatait également que, du fait de la vileté des appréciations, des différences exagérées se produisaient au moment de la vente et venaient expliquer la préférence forcée que le public accorde aux intermédiaires. M. Ledieu ajoutait même que, « déjà à plusieurs reprises, l'administration a dû s'émouvoir d'un pareil état de choses. Des représentations ont été adressées à MM. les Commissaires-priseurs; elles ont produit peu d'effet; et ceci explique pourquoi, en 1850, au moment où se discutait la loi sur les Monts-de-Piété, le Conseil a dû examiner s'il ne serait pas de l'intérêt de l'administration de réclamer la modification du système de prisee prescrit par le règlement de l'an XIII. Je dois ajouter que le résultat de

l'examen fut loin d'être favorable au maintien de MM. les Appréciateurs actuels (1) ».

Nous extrayons du compte administratif de l'exercice 1877 l'appréciation suivante du directeur d'alors, M. André Cochut : « En même temps, les commissaires-pri-seurs, inquiétés par l'affaiblissement des prix d'adjudi-cation dans nos ventes ou prévoyant peut-être qu'une trop grande extension d'affaires amènerait des change-ments dans leur situation dont ils se trouvent bien, avi-sent à la défense de leurs intérêts. Ils prennent des mesu-res tendant à limiter les opérations par l'abaissement de la prisee et recommandent à leurs agents une sévérité que plusieurs de ceux-ci exagèrent. » Nous trouvons, sous la plume du même auteur, dans le compte administratif de l'année 1878, les lignes suivantes : « En ce qui con-cerne les dégagements et les ventes, l'analyse des faits donnerait à croire que l'abaissement des prisees est devenu un système résolument suivi par les commissai-res-pri-seurs. En effet, si l'on constate, d'une part, en 1878, une augmentation de 17.861 articles sortis par dégagements ou par ventes, on découvre, d'autre part, que la somme prêtée sur l'ensemble des articles dégagés ou vendus est abaissée de 629.065 francs. »

M. Edmond Duval, directeur du Mont-de-Piété de Paris pendant de longues années, n'a pas cessé de con-damner les erreurs commises par les commissaires-pri-

(1) Rapport de M. Ledagre, séance du 8 février 1851, A. P.

seurs et de signaler le tort que cette compagnie avait causé au Mont-de-Piété de Paris. Dans le compte administratif de 1893, il s'exprime ainsi : « Il semble qu'au lieu de tenir compte des critiques trop justifiées qui lui ont été adressées, la compagnie des agents préposés à la prise ait une tendance à donner, moins que par le passé, satisfaction aux désirs de l'administration et du public. »

A son tour, dans son rapport du 16 juin 1910, M. Martin-Feuillée, l'éminent directeur actuel du Mont-de-Piété de Paris, rendait les commissaires-priseurs responsables de la diminution du chiffre des engagements : « Ces derniers, écrivait-il, me paraissent prendre en trop sérieuse considération leurs intérêts personnels, qui deviennent ainsi contraires à ceux de l'administration. Les faibles estimations qu'ils font sur les gages importants prouvent réellement la crainte qu'ils ont de voir augmenter leur responsabilité pécuniaire. Et, cependant, il est facile de se rendre compte, par le résultat des ventes, que ces craintes ne sont nullement justifiées.

« Nombreux sont, en effet, les gages qui, lors de la réalisation aux enchères, doublent, triplent, quadruplent même le prix fixé par la compagnie des commissaires-priseurs.

« Si cet état de choses devait persister, malgré le vif désir que j'ai de conserver ces officiers ministériels qui me paraissent être une garantie pour mon administration, je me verrais dans l'obligation de vous soumettre

des propositions permettant de résister à la volonté bien arrêtée qu'ils semblent manifester de ne pas donner aux emprunteurs une satisfaction plus large. »

Critiquée par les directeurs du Mont-de-Piété de Paris, la compagnie des commissaires-priseurs n'est pas davantage épargnée par les Conseils d'administration des établissements provinciaux. En 1890, les directeurs des Monts-de-Piété de France furent consultés sur l'opportunité de la réforme de la prisée et des ventes. Le gouvernement se proposait alors d'appuyer, par une enquête, le projet de loi déposé par MM. Constans et Fallières. Nous relevons, dans les réponses de l'enquête, les appréciations suivantes, fournies par différents Conseils d'administration :

A Lille. — « Le Conseil donne également un avis favorable à la suppression du droit de prisée par les commissaires-priseurs. Ce droit, du reste, n'existe pas au Mont-de-Piété de Lille, l'administration prenant à sa charge les appointements des employés appréciateurs. »

A Valenciennes. — « Mais si l'on a pu arriver à une perception plus équitable du droit de prisée, on n'a pas encore trouvé le moyen d'amener l'appréciateur à une estimation sérieuse des nantissements, tout en se contentant d'un traitement raisonnable.

« On ne trouvera pas cette solution tant qu'existera le privilège des commissaires-priseurs, ce privilège ôtant au Mont-de-Piété toute action sur son appréciateur.

« Mais le privilège du commissaire-priseur une fois supprimé, comme le propose le projet de loi, convient-il de substituer au commissaire-priseur un appréciateur irresponsable des déficits causés par son estimation erronée ? »

« La commission ne le pense pas; elle estime que l'on pourrait obtenir d'un employé responsable, mais révocable, ce que l'on exigerait en vain d'un commissaire-priseur privilégié. »

A Bordeaux. — « Attendu qu'il n'est pas douteux que les commissaires-priseurs sont trop souvent portés à n'assigner aux objets soumis à leur estimation qu'une valeur sensiblement inférieure à la réalité; que, sans rechercher si, en procédant ainsi, ils obéissent à des préoccupations d'ordre privé, il y a lieu de reconnaître que, sur ce point, une réforme de la législation est très désirable; que les inconvénients énumérés dans l'exposé des motifs communiqué ne sont pas particuliers à la ville de Paris; que c'est à la suite d'incidents provoqués par des errements qu'il jugeait préjudiciables à sa clientèle que le Mont-de-Piété de Bordeaux a obtenu des commissaires-priseurs, dès l'année 1851, qu'ils renoncassent à leur privilège; que la création d'appréciateurs *ad hoc*, en faisant disparaître la principale cause qui éloignât les emprunteurs du Mont-de-Piété, a grandement contribué à l'extension des opérations de l'établissement et a permis, par l'accroissement des bénéfices qui en est résulté, de diminuer progressivement le taux de l'inté-

rêt des prêts; que, par suite, il convient d'étendre aux établissements similaires la faculté dont jouit, depuis près de quarante années, le Mont-de-Piété de Bordeaux.

« Le Conseil d'administration émet l'avis qu'il y a utilité à supprimer le privilège des commissaires-priseurs en matière d'appréciation. »

Le souci d'une meilleure organisation des services de la prisée n'est pas spécial aux Monts-de-Piété français. Nous trouvons, en effet, dans le compte rendu moral de l'administration du Mont-de-Piété de Rome, pour l'année 1902, le passage suivant :

« Pour obtenir une meilleure organisation du personnel attaché à l'œuvre pieuse, la commission a cru nécessaire, dans le nouveau règlement organique, de mentionner la création d'un emploi d'appréciateur en chef, au traitement de 1.800 francs; mais, pour que les emprunteurs puissent obtenir le plus possible sur leurs gages déposés, la commission étudie le projet de rétribuer le service de la prisée au moyen d'un tant pour cent plutôt que par un traitement fixe. Ce système de rémunération est pratiqué par de nombreux Monts-de-Piété et la commission a décidé, dans la séance du 24 juillet 1903, que, dans les prochains concours pour l'admission de nouveaux experts, les concurrents devraient tout d'abord accepter les modifications qu'il plairait à l'administration de faire au règlement actuel (1). »

(1) Traduction communiquée par M. Thuillier.

Il résulte donc que les commissaires-priseurs, en dépit de la garantie absolue qu'ils offrent pour les établissements auprès desquels leur institution subsiste, sont partout discutés. Beaucoup vont d'ailleurs jusqu'à leur dénier une réelle compétence. On devient commissaire-priseur par la seule grâce de sa fortune, sans qu'il soit exigé des candidats la moindre valeur professionnelle. Nombre de commissaires-priseurs affichent leur ignorance en se faisant assister, dans chaque division d'engagement, par un expert de carrière.

Ce n'est donc pas l'expérience de ces agents qu'on entend rétribuer en leur allouant un droit de prisée d'un demi pour cent sur le montant total des engagements et renouvellements. C'est seulement leur responsabilité qu'on s'acquiert en leur réservant de pareils profits. Il est bien certain, en effet, que si, du jour au lendemain, tel ou tel Mont-de-Piété décidait de se passer de leurs services, le service d'appréciation n'en subirait aucune gêne.

M. E. Duval a toujours soutenu que le droit de prisée constitue une prime d'assurance; il a même examiné si les risques courus sont en rapport avec le montant de cette prime, et surtout si la crainte des experts actuels d'engager leur responsabilité pécuniaire, jointe à leur incompétence, ne fait pas subir à l'administration un préjudice plus considérable que les pertes résultant de la vente. Sa conclusion a été que si les Monts-de-Piété s'entouraient d'experts irresponsables, mais compétents, le

Mont-de-Piété n'aurait pas de peine à recouvrer, par l'augmentation des droits généraux, l'équivalent des pertes qu'il aurait à supporter.

Les observations de M. Duval s'éclairent par les derniers chiffres connus empruntés au rapport de M. Petitjean. On voit que, malgré son imperfection, le service de la prisée a coûté, en 1911, la somme considérable de 313.418 fr. 10 pour les engagements et les renouvellements, sans compter le produit du droit de 3 % perçu sur le prix des adjudications, qui s'élèvent à 73.554 fr. 67. Si l'on déduit de ces deux chiffres les frais de personnel et le montant du déficit, le bénéfice net des appréciateurs ressort à 253.906 fr. 17, ce qui fait pour chacun des quatorze membres de la compagnie une rémunération annuelle de 18.136 fr. 15. Il est certain que les risques courus ne méritent pas une rémunération aussi importante et qu'en plaçant ce bénéfice dans un compte de réserve, on obtiendrait, au bout d'un petit nombre d'années, un fonds de garantie permettant de parer à toute éventualité.

En province, la rémunération des commissaires-pri-seurs est beaucoup moins importante; aussi, leur remplacement par des employés appréciateurs ne s'impose-t-il pas de la même façon, et l'on peut se demander si la suppression de la garantie pécuniaire offerte par leur compagnie serait compensée par l'économie réalisée. Nous empruntons, à titre d'exemple, à M. Delore, les chiffres qu'il donne concernant le Mont-de-Piété de

Lyon. « Pour cet établissement, les droits de prisée ont atteint, en 1909, la somme de 26.304 fr. 07, plus 8.408 fr. 95 versés au fonds de garantie pour la mévente des gages. Les insuffisances à la réalisation n'ayant atteint que 7.697 fr. 40, c'est donc une somme totale de 27.105 fr. 62 qui est attribuée en bloc aux quatre commissaires-priseurs pour le travail et la responsabilité des estimations dans les deux établissements de la ville, droits d'adjudication non compris. Cette somme n'est pas énorme, si l'on considère qu'elle représente une prime d'assurance sur une somme de 5.845.348 francs.

« Chaque Mont-de-Piété devrait donc être laissé libre de juger, suivant les conditions qui lui sont propres, si les services rendus par les commissaires-priseurs restent proportionnés aux frais qu'ils entraînent. »

Il faut croire que cette dernière opinion n'est pas particulière à son auteur, car la plupart des projets de loi qui ont été déposés, touchant à la réforme de la prisée, n'ont appelé l'attention des Chambres que sur la situation du seul Mont-de-Piété de Paris.

La question est à l'étude depuis longtemps; indépendamment des projets Laisant (1883), H. de Choiseul (1884), de Kergolay (1884), de Margaine (1886), Roque de Fillol (1884), la Chambre a été appelée à discuter, dès 1893, le projet Letelier, qui avait trait à la réforme des services de la prisée et de la vente des gages au Mont-de-Piété de Paris.

Le projet Strauss, actuellement déposé sur le bureau

du Sénat, se borne à réclamer la réforme de la prisee.

Ce projet est ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Le droit de prisee est supprimé.

« ART. 2. — L'appréciation des objets présentés en nantissement au Mont-de-Piété de Paris sera faite par des employés nommés par le préfet de la Seine et choisis sur une liste de trois candidats présentée par le directeur.

« ART. 3. — Le montant des sommes à prêter sera réglé, quant aux nantissements d'or et d'argent, aux quatre cinquièmes de leur valeur au poids, et quant à tous autres objets, aux deux tiers du prix de leur estimation.

« Le quantum du prêt pourra être porté aux neuf dixièmes de l'estimation si l'emprunteur le demande et s'il consent à recevoir de son dépôt un récépissé inaliénable.

« ART. 4. — Les crieurs des ventes seront agréés par le directeur et payés par les commissaires-priseurs.

« ART. 5. — Lorsque, à défaut de dégagements ou de renouvellements, il sera procédé à la vente de nantissements, les adjudications ne pourront être prononcées par le commissaire-priseur vendeur que du consentement du représentant de l'administration.

« ART. 6. — Les commissaires-priseurs vendeurs seront nommés par le préfet de la Seine sur une liste de trois candidats présentée par le directeur.

« ART. 7. — Sont abrogés, en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi, les articles 30, 31, 32. 34, 35, 51, 52 et 53 du règlement annexé au décret du 8 thermidor an XIII. »

M. Garipuy, directeur du Mont-de-Piété de Toulouse, a fort bien résumé les avantages qui résulteraient, pour les Monts-de-Piété en général, de l'adoption de la proposition Strauss. En cela, d'ailleurs, il ne fait que constater les résultats obtenus par suite d'une mesure analogue dans l'établissement qu'il dirige. Selon lui, la suppression des commissaires-priseurs entraîne :

- 1° Une économie dans le service de l'appréciation;
- 2° L'augmentation du rendement des intérêts par suite de la surélévation du chiffre des prêts;
- 3° Enfin, la suppression à peu près complète du trafic des reconnaissances.

Nous allons voir, dans le chapitre II, comment ce dernier résultat pourrait être obtenu.

CHAPITRE II

La suppression du trafic des reconnaissances

La vileté des estimations conduit l'emprunteur chez un trafiquant qui lui consent un prêt supplémentaire sur le titre délivré par le Mont-de-Piété. Ainsi présentée, cette opération est illicite, comme contrevenant au mono-

pole du prêt sur gage établi au profit exclusif des Monts-de-Piété. Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 19 mai 1876, a assimilé, en effet, le prêt sur reconnaissances à un prêt sur gage. Divers jugements ont été rendus depuis, basés sur cette jurisprudence et établissant que la reconnaissance ne constitue pas un bien meuble distinct du gage, dont elle n'est que la représentation (1). Prêter sur une reconnaissance du Mont-de-Piété, c'est donc prêter sur le gage lui-même et, par suite, s'exposer à l'application de l'article 411 du Code pénal.

Pour échapper à la loi, les prêteurs doivent donc dissimuler leurs opérations; ils le font en leur donnant la forme de contrats à réméré, autrement dit de ventes avec facilité de rachat. Pratiquement, il devient impossible à l'emprunteur de reprendre son gage, en raison du taux d'intérêt excessif exigé par les prêteurs.

C'est ainsi que, sur un gage estimé 150 francs par le Mont-de-Piété, qui a donné lieu par conséquent à un prêt de 100 francs, l'emprunteur peut obtenir de ces prêteurs clandestins un deuxième prêt calculé à raison de la moitié de la différence entre le prêt et l'estimation, soit, dans ce cas, 25 francs.

Après un an, ce même emprunteur, qui avait à verser au Mont-de-Piété, pour le capital prêté de 100 francs,

(1) A citer, notamment, un jugement du tribunal de la Seine, du 7 août 1890, et, plus récemment encore, un jugement du même tribunal, en date du 18 mai 1905.

7 francs environ d'intérêts (taux moyen), devra préalablement rembourser, à son deuxième prêteur, pour rentrer en possession de sa reconnaissance, un capital de 25 francs, augmenté de 15 francs, qui représentent les intérêts calculés au taux habituel de 60 %, soit 40 francs.

Voilà comment s'exerce la facilité de rachat !

Ce contrat à réméré a été lui-même condamné à diverses occasions par les tribunaux (1). Il ressort clairement, de ces divers jugements, que le fait de payer l'achat d'une reconnaissance, en raison de la moitié de la différence entre le prêt et l'estimation, revêt un caractère de vileté démontrant qu'il s'agit en réalité d'un simple prêt. En effet, le véritable acheteur d'une reconnaissance, désirant acheter le gage lui-même, indiquerait clairement son intention d'acquérir la chose et, pour cela, la paierait au moins à raison de la totalité de la différence entre le prêt et l'estimation qu'il sait être habituellement inférieure à la valeur marchande du gage.

Il en résulte que les emprunteurs n'ont plus ni droits ni recours contre les prêteurs. Aucun moyen légal n'est à leur disposition pour se soustraire aux exigences de ces derniers et, dans la majorité des cas, ils sont obligés d'abandonner leurs gages à l'administration et de les laisser vendre au profit des prêteurs.

(1) Cour d'appel de Paris, 18 avril 1889 ; tribunal correctionnel de Toulouse, 3 février 1892 ; Cour d'appel de Paris, 7 décembre 1891 ; Cour d'appel de Toulouse, 10 mai 1893 ; Cour d'appel de Paris, 27 mars 1892.

On se rend assez exactement compte de l'importance des bonis encaissés par les brocanteurs en parcourant les différents rapports présentés au Conseil municipal durant ces dernières années. En 1911, notamment, les bonis payés se sont élevés à 503.381 fr. 95. Les bonis afférents à 24.305 reconnaissances ont été payés au public et ceux afférents à 37.324 reconnaissances l'ont été aux marchands, soit 239.833 fr. 60. Au chiffre de 37.324 représentant le nombre des reconnaissances détenues par les brocanteurs, il faut ajouter 7.749 reconnaissances représentant des nantissements vendus à perte ou sans laisser de boni et 2.373 titres vendus pour diverses causes, notamment comme frappés d'opposition. Le pourcentage fait ressortir qu'en 1911, 52,36 % des bonis, représentant 39,44 % des titres, ont été payés au public et que 47,64 % des bonis, représentant 60,56 % des titres, ont été versés aux marchands.

Ces résultats permettent d'énoncer que ces derniers détenaient les trois cinquièmes des titres dont les gages ont été vendus, qu'ils ont encaissé la moitié des bonis et que le public n'a touché que l'autre moitié, contre les deux cinquièmes des reconnaissances dont il restait détenteur.

Ces renseignements précis prouvent combien le commerce des reconnaissances est répandu. A en croire les avis les plus compétents, il est également des plus prospères (1). M. Henri Rousselle le constate dans son rap-

(1) Les reconnaissances présentées en 1906 par les trafiquants, à l'en-

port de 1907 et regrette que ce soient malheureusement les besogneux qui en fournissent les éléments : « Les pauvres gens sont littéralement opprimés par ces marchands qui les guettent à la sortie des bureaux du Mont-de-Piété et, sous forme de vente fictive, réussissent à les déposséder de leurs reconnaissances et, partant, des objets mis en gages. »

La direction du Mont-de-Piété de Paris s'est préoccupée à plusieurs reprises de mettre fin à ce scandale; elle a notamment demandé, en 1905, au Conseil d'Etat, par quels moyens il serait possible de l'enrayer. La haute assemblée répondit à cette consultation en émettant l'avis suivant :

« Considérant que, dans l'état actuel de la législation, l'exercice du monopole du prêt sur gages, établi par la loi du 16 pluviôse an XII, n'est sanctionné que par l'article 411 du Code pénal, qui punit le délit de tenue de maisons de prêt sur gages; qu'aucune disposition pénale n'interdit l'achat et la vente des reconnaissances du Mont-de-Piété; que si plusieurs arrêts ont reconnu en fait que, sous le nom d'achats à réméré, divers brocanteurs faisaient des prêts sur nantissements ou reconnaissances et tombaient ainsi sous le coup de l'article 411 du Code pénal, les proportions considérables qu'a prises, à

caissement des bonis, correspondaient à un prêt total, consenti par le Mont-de-Piété, de 616.525 francs. Sur cette somme, les prêteurs avaient avancé 123.305 francs et le Mont-de-Piété les a lui-même remboursés de cette avance à défaut des emprunteurs, en leur payant 252.080 francs, leur réservant ainsi un bénéfice net de 128.755 francs.

Paris, le trafic des reconnaissances démontre la difficulté d'atteindre les brocanteurs qui, sous les apparences mensongères uniquement destinées à leur assurer l'impunité, ne font en réalité que des prêts sur gages; que cette impunité relative a favorisé l'extension de ce trafic, qui procure des bénéfices élevés aux maisons d'achat de reconnaissances; que pour mettre un terme à cette exploitation des classes nécessiteuses, il importe d'interdire d'une manière absolue l'achat des reconnaissances en modifiant l'article 411 du Code pénal et en l'étendant à ceux qui achètent habituellement des reconnaissances (1). »

En dépit de ces avis motivés et des constatations malheureuses qui les ont provoqués, on est obligé de reconnaître que jusqu'ici rien n'a été fait qui pût préserver les pauvres gens de l'exploitation dont ils sont l'objet.

Pour si regrettable qu'en soient les conséquences, le prêt sur reconnaissances n'en trouve pas moins sa raison d'être dans l'insuffisance des estimations d'abord et des avances qui leur font suite. Dans ces conditions, modifier l'article 411 dans le sens indiqué serait peut-être nuire jusqu'à un certain point aux intérêts et aux

(1) On a, notamment, proposé de substituer, à l'article 411 du Code pénal, la rédaction de l'article 308 du Code pénal belge, qui dit que :
« Seront punis des peines prévues audit article :

« Les individus qui auront porté habituellement au Mont-de-Piété des effets pour autrui et moyennant rétribution ;

« Ceux qui auront acheté habituellement des reconnaissances du Mont-de-Piété, »

droits des emprunteurs, qui se verraient, par contre-coup, privés de la disposition d'une partie de la valeur de leurs gages. Si l'on remarque que l'on se trouve en face de nécessiteux contraints de se procurer de l'argent par tous les moyens, on est obligé de reconnaître que leur crédit n'a rien à gagner, au contraire, à l'aggravation des mesures de protection contre les prêteurs clandestins. Il faut donc, à notre sens, combattre le prêt usuraire en s'attaquant, non à ses effets, mais à sa cause. Pour détruire le mal, comme le signalait fort bien le rapporteur chargé de cette question au Congrès de Marseille, il ne suffit pas de dénoncer au Parquet le trafic illicite des agences de prêts sur reconnaissances, dans les cas exceptionnels où les emprunteurs consentiraient à étaler leur misère au grand jour des audiences publiques. Ce procédé aboutirait peut-être à quelques condamnations à 100 francs d'amende. En admettant même que le Parquet, par des perquisitions faites aux domiciles des prêteurs, puisse acquérir la certitude que leur industrie tombe sous le coup de la loi et poursuive d'office, quel résultat obtiendrait-on ?

On tracasserait inutilement emprunteurs et prêteurs ; on priverait ceux-là d'un service correspondant chez eux à un besoin et, par contre, on rendrait l'industrie de ceux-ci plus clandestine et d'autant plus onéreuse aux emprunteurs qu'elle s'exercerait plus difficilement.

Ce qu'il faut, c'est rechercher la cause et la détruire.

L'auteur du remarquable rapport précité l'envisage sous deux aspects :

1^o Du côté des emprunteurs, il constate qu'en raison de l'insuffisance du prêt, la reconnaissance représente une valeur négociable;

2^o Du côté des prêteurs, il remarque que le trafic repose sur le bénéfice certain que ceux qui s'y livrent peuvent escompter, même dans le cas de non-remboursement, capitaux et intérêts leur étant plus que largement garantis par l'encaissement des bonis devenant leur propriété exclusive après la vente.

Contre l'insuffisance du prêt consenti par le Mont-de-Piété, nous avons déjà pu proposer diverses solutions.

La première consisterait dans la suppression des commissaires-priseurs et leur remplacement par des appréciateurs choisis par l'administration.

Une autre solution se trouverait dans l'autorisation donnée aux Monts-de-Piété de consentir eux-mêmes, sur le même gage, un deuxième prêt pouvant atteindre les neuf dixièmes de l'estimation, sous réserve qu'en échange du dépôt de la reconnaissance, il serait délivré à l'emprunteur un récépissé nominatif et inaliénable. Ce système, qui fonctionne à Genève depuis plusieurs années, a donné des résultats satisfaisants. Son application en France atteindrait-elle le but proposé ?

La proposition n'est pas nouvelle et a été une première fois écartée. D'ailleurs, il est permis de se demander si les Monts-de-Piété peuvent vraiment, en restant fidèles

au programme de l'institution, marchander en quelque sorte leurs services, en les rendant partiels d'abord et en exigeant des emprunteurs, pour les rendre en totalité, des conditions spéciales de renoncement à la libre disposition de leurs gages et, en cas de décès, des formalités compliquées et coûteuses pour leurs héritiers ! Ce système en deux temps reviendrait à dire à un emprunteur que son gage vaut 30 francs, qu'on pourrait lui consentir un prêt de 27 francs, mais qu'on ne lui prêterait que 20 francs s'il ne veut renoncer à la propriété de son titre ! Ainsi posé, le problème du relèvement des estimations semble ne pas pouvoir être résolu à de pareilles conditions.

Le décret du 8 thermidor an XIII, sur lequel ont été généralement calqués les règlements statutaires des Monts-de-Piété provinciaux, et plus récemment le décret du 28 avril 1891, établissant les statuts modèles du Mont-de-Piété de Nice, fixe le quantum des prêts aux quatre cinquièmes de la valeur au poids des bijoux d'or et d'argent et aux deux tiers de l'estimation pour les hardes et objets divers. Il serait donc indispensable que, pour pouvoir prêter les neuf dixièmes de la valeur au poids sur les matières d'or et d'argent, et également les neuf dixièmes sur tous les autres objets, les Monts-de-Piété soient autorisés par décret.

Reste la question de responsabilité, que nous estimons secondaire, étant donné qu'il paraît difficile d'entreprendre une réforme complète du système de la prise des

gages sans se passer des services des commissaires-priseurs appréciateurs.

On peut assurer que leur maintien serait, en cette délicate matière, une cause d'échec certain. Il est facile, en effet, de prévoir que ces officiers ministériels n'augmenteraient pas de gaité de cœur leur responsabilité et qu'ils échapperaient à l'obligation qui leur en serait faite par la diminution de leurs estimations. Ils auraient l'air d'observer la loi, mais, en réalité, ils la tourneraient sans que rien soit changé. C'est, du reste, ce qui se produit actuellement chaque fois que, pour se conformer aux statuts, la nature des gages les oblige à fixer le prêt aux quatre cinquièmes de l'estimation.

Il est vrai que l'on a proposé, afin de ne pas faire dépendre le succès de la réforme du bon vouloir des commissaires-priseurs, de les désintéresser, en tant que responsabilité, du deuxième prêt complémentaire. Le Mont-de-Piété conserverait à sa charge les risques de cette deuxième opération. Cette situation n'a pas été exempte de critiques.

On a pu craindre qu'en prêtant les neuf dixièmes, les Monts-de-Piété, qui ne seraient plus garantis contre le chiffre des estimations par les appréciateurs responsables, exposent leur crédit et risquent des déficits. Il est facile de répondre, comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, que la garantie des commissaires-priseurs est plus onéreuse que profitable pour l'établissement. En ce qui concerne les risques de pertes, il est

bon de remarquer que le prêt des neuf dixièmes augmentera les produits et revenus sans augmenter les charges et diminuera, d'autre part, l'importance des ventes, c'est-à-dire ces mêmes risques de pertes. Il est évident, en effet, que, touchant davantage lors de leurs emprunts successifs, les clients du Mont-de-Piété n'auront plus besoin de vendre leurs reconnaissances et pourront, d'autre part, rembourser en raison des conditions avantageuses qui leur seront réservées. Le nombre des ventes diminuera forcément, réduisant aussi, pour les Monts-de-Piété, les risques de déficits.

Il reste à voir comment on pourrait, du côté des prêteurs, prendre également les précautions qui tueraient infailliblement le prêt sur reconnaissances. Notons tout d'abord qu'il deviendrait beaucoup moins intense et fréquent, le jour où les emprunteurs auraient la facilité de se procurer les neuf dixièmes de la valeur « vendable » de leurs gages. Une simple précaution achèverait sur ce point de ruiner l'industrie des trafiquants, ce serait de ne payer, au moment de la vente, le prix du gage adjugé, sous déduction, bien entendu, des intérêts échus et du montant des frais, qu'au seul « propriétaire emprunteur » (1). Sur ce point encore, des hésitations peuvent arrêter le réformateur soucieux de conserver intacts les droits des emprunteurs à la libre disposition de leurs reconnaissances.

(1) Voir, sur ce point, un exposé très détaillé de cette proposition dans le rapport déjà cité présenté par M. Lesbros au Congrès de Marseille.

CHAPITRE III

La réorganisation des ventes

Nous savons que les gages non dégagés à l'expiration du terme ou dont l'engagement n'a pas été renouvelé, sont vendus par l'administration, qui en conserve le prix jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due. Or, ces opérations portent sur des sommes très importantes. En 1910, par exemple, il a été procédé à la vente de 108.360 articles, sur lesquels un prêt total de 1.753.075 francs avait été consenti. En 1911, l'adjudication a produit 2.518.923 fr. 38; en 1910, 2.697.517 fr. 45, faisant ressortir, pour 1911, une différence, avec le montant total des prêts, de 636.440 fr. 65 contre 691.342 fr. 25 pour 1910.

Indépendamment des reproches qui ont été adressés aux opérations de prisée, on a également critiqué les conditions dans lesquelles la vente des gages a lieu (1).

« Cette adjudication à la vapeur, dans une salle encombrée, bruyante, tumultueuse, où des brocanteurs, qui forment une sorte de « bande noire », empêchent le public d'approcher, s'entendent pour ne point pousser

(1) Article de M. Georges Renard, professeur au Collège de France, dans *Paris-Capitale*, n° du 26 décembre 1908.

les enchères et pour se partager les objets à vil prix, quitte à opérer ensuite une revente dans un cabaret voisin ! Pour éviter le frelatage qui lèse à la fois le Mont-de-Piété, les engagistes et les acheteurs étrangers au mystérieux syndicat des habitués, on a proposé que les adjudications ne puissent être prononcées qu'avec l'assentiment d'un représentant de l'administration. Cette garantie ne serait peut-être pas encore suffisante. En Italie, les objets à vendre sont exposés durant plusieurs jours et n'importe qui peut faire secrètement ses offres avant l'adjudication ; les prix sont ainsi plus élevés et tout le monde y trouve son avantage, excepté les parasites de la misère. »

Il a été plusieurs fois question, au cours des précédents chapitres sur la réforme générale des Monts-de-Piété, de l'intérêt qu'il y aurait pour eux à généraliser la pratique des consultations collectives sur les questions ayant une portée générale. Au nombre de celles-là, il importe de placer la question de l'organisation des ventes.

A l'heure actuelle, les gages réalisés par la vente n'atteignent pas, dans un grand nombre de cas, le prix que leurs propriétaires semblaient fondés à espérer. Cette mévente des gages varie assurément d'un établissement à l'autre, mais, dans une certaine mesure, elle est générale. Sans doute, comme le remarque M. l'inspecteur général Rondel, on peut l'expliquer pour tels objets dont la mode passe vite et dont le système de construc-

tion est dépassé rapidement, par suite des perfectionnements qui y sont apportés; par exemple, les appareils photographiques ou phonographiques. Mais, à côté de ces objets dont la valeur d'appréciation est bientôt rectifiée, il en est d'autres en grand nombre qui, fréquemment, sont adjugés à vil prix.

La mévente des gages est, au surplus, une vérité banale invoquée par maints revendeurs, qui soulignent le bon marché de leurs occasions en affichant qu'il s'agit de bijoux, argenterie, etc., « provenant de ventes du Mont-de-Piété ».

Cet état de choses tient essentiellement à ce que les ventes se pratiquent effectivement comme le raconte M. Georges Renard. Des administrations de Monts-de-Piété ont pourtant essayé de lutter contre l'accaparement des brocanteurs. Ils ont rencontré des difficultés provenant surtout de ce que l'exposition des gages n'a été jusqu'ici en usage que d'une façon très restreinte, sous prétexte que l'exposition publique de certains objets pourrait être pénible pour leurs propriétaires. Cette raison un peu imprévue se trouve être théoriquement confirmée du fait que les propriétaires gardent jusqu'au moment de la vente la faculté d'opérer le dégagement.

« L'objection sentimentale perd beaucoup de sa valeur quand on réfléchit que l'objet vendu est souvent exposé aussitôt à la vitrine du brocanteur. Quant à la faculté de retrait, cela n'empêcherait pas le public de s'inté-

resser à la vente, car le plus souvent l'engagiste n'en use pas.

« Le lieu et l'heure où s'opère la vente n'est pas non plus sans influence sur la façon dont les enchères sont disputées. Peut-être obtiendrait-on de meilleurs résultats en faisant vendre les gages à la salle des ventes habituelle plutôt que dans les locaux du Mont-de-Piété.

« D'autre part, la vente publique, au principe de laquelle il est impossible de renoncer pour la réalisation d'un gage, ne va pas sans motiver certaines critiques. Si la dispense d'adjudication reste contraire à tous les principes, on peut se demander comment les Monts-de-Piété arriveraient à se débarrasser de certaines armes à feu sur lesquelles des prêts ont été régulièrement consentis, au cas où, comme il en a été question, une loi interviendrait qui ne permît plus de les vendre que de gré à gré.

« Enfin, l'obligation de la vente sur place commence à être discutée; on fait remarquer, en effet, que le linge de lit, qui se vend mal dans une agglomération urbaine offrant la ressource des soldes des grands magasins, est susceptible d'être plus recherché dans une petite localité, où les gens de la campagne avoisinante ne trouvent guère d'occasion au rabais. Par contre, un vêtement habillé, engagé dans une petite ville où il est invendable, trouverait facilement acquéreur au milieu d'une grande cité.

« La vente hors la ville de l'engagement aurait encore

l'avantage d'être plus discrète, et les frais de transport qu'elle occasionnerait pourraient être largement compensés dans bien des cas; mais c'est là une grave question dont l'étude ne pourrait être sérieusement entreprise sans envisager le triple point de vue du privilège des commissaires-priseurs, de la responsabilité juridique des Monts-de-Piété et du caractère juridique du contrat de gage.

La gravité de cette remarque ne doit pas arrêter la bonne volonté des réformateurs : nous avons eu à constater trop souvent, au cours de cette étude, le grand souci que les Monts-de-Piété ne cessaient de prendre des intérêts de leur clientèle malheureuse, pour douter que, sur ce point encore, — au dernier stade de leurs rapports, — les administrations ne s'efforcent de défendre, contre les exploitants de la misère, les quelques francs de boni qui peuvent revenir aux plus à plaindre des engagistes.

CONCLUSION

Les chiffres qui ont été produits au cours de ce travail prouvent, sans conteste, que les Monts-de-Piété conservent leur importance et rendent de nombreux services.

Ces établissements correspondent, cependant, à une situation économique et sociale fâcheuse. Il est regrettable, en effet, que l'on pratique encore le prêt sur gage et que l'on ne se soit pas débarrassé, par la même occasion, de tous les inconvénients présentés par le crédit réel.

Simple constatation, qui conduit à recommander aux moins fortunés de s'unir et de s'associer. Ils pourront, de la sorte, demander à des institutions de prévoyance et de crédit mutuel les ressources qu'ils vont actuellement chercher aux guichets des maisons de prêt. Outre que ces services s'achètent à chers deniers, les emprunteurs ont encore à lutter, vis-à-vis d'eux-mêmes, comme vis-à-vis de leurs voisins, contre toutes les préventions, d'ailleurs injustifiées, qui entourent le Mont-de-Piété et ses clients. Cela tient à la vieille réputation d'établissements charitables que conservent encore ces institutions.

Il sera difficile, nous l'avons constaté, de changer les habitudes du public et de l'amener — même en usant

du pouvoir des mots nouveaux — à considérer le Mont-de-Piété comme la maison de banque des pauvres gens.

Il faudrait, d'ailleurs, pour cela, étendre considérablement les attributions de ces établissements. A cet égard, l'Italie nous offre des exemples saisissants. On pourrait très bien copier sur notre sœur latine et l'imiter dans ses heureuses initiatives. On peut même le faire sans trop s'exposer, sur certains points, à l'opposition intéressée des grandes maisons de banque. En ce qui concerne, notamment, les prêts sur les marchandises neuves, les opérations de garde et de dépôt de titres, enveloppes, valises, etc., la location de compartiments de coffres-forts, on ne peut pas sérieusement redouter une forte résistance. Ce sont là des opérations que les établissements de crédit ne pratiquent que d'une manière accessoire. Au sujet des avances sur titres et des opérations d'escompte, il faut, au contraire, s'attendre à un conflit. Sur ce point, le législateur devra tenir la balance égale et user avec précaution des moyens qu'il a de favoriser telle ou telle institution.

Dans l'extension de leurs attributions, les Monts-de-Piété trouveraient des profits nouveaux et pourraient, en conséquence, abaisser le taux de leurs conditions. Ce leur serait une occasion de remplir un double rôle en rendant à meilleur compte des services qui deviendraient de jour en jour plus nombreux.

Mais les intérêts des emprunteurs seraient, à notre avis,

encore plus satisfaits si les Monts-de-Piété obtenaient des pouvoirs publics l'autorisation de procéder à la prise des gages sans le concours, jusqu'ici obligé, des commissaires-priseurs. Dégagées de toutes préoccupations intéressées, les estimations pourraient être considérablement relevées et fournir à l'engagiste l'occasion de toucher, à titre de prêt, la presque-totalité de la valeur de son gage. Il serait dispensé de la sorte d'avoir à se préoccuper de trouver un prêt supplémentaire sur la reconnaissance. Cette pratique, devenue très fréquente, a l'énorme inconvénient de rejeter en pâture aux usuriers les malheureux qui les avaient une première fois évités en venant directement au Mont-de-Piété.

Le relèvement des estimations et, par suite, l'augmentation de la quotité des prêts, n'enlèverait pas complètement toute clientèle aux trafiquants, si les Monts-de-Piété n'abandonnaient certaines exigences et certaines lenteurs. Il faut que leurs guichets soient rendus facilement accessibles à tous et que, pour les petits prêts notamment, les justifications demandées soient très réduites.

Ainsi développés et améliorés, les Monts-de-Piété pourraient encore venir en aide à beaucoup de malheureux. Il est à craindre même que, malgré les imperfections reconnues, leurs prêts restent longtemps l'unique mesure du crédit des petites gens.

Cette considération nous invite à souhaiter, plutôt que la disparition de ceux qui existent, la création de nou-

veaux établissements de prêts. Beaucoup de grandes villes en manquent et sont condamnées à tolérer les correspondants et messagistes des Monts-de-Piété voisins. Ces intermédiaires abusent parfois de la situation et commettent de détestables abus. Il ne serait pas excessif, à notre avis, de créer un Mont-de-Piété par département. Le caractère municipal des anciens établissements n'empêcherait nullement que les pouvoirs publics suppléent de cette façon à la rareté des institutions.

Si l'on pense que soixante départements au moins sont privés des avantages directs d'un Mont-de-Piété, on ne peut que formuler le vœu que les pouvoirs publics prennent, en la circonstance, la même initiative que celle qui les a conduit à créer une « Caisse Nationale d'Épargne Postale » destinée à aller apporter ses bienfaits partout où les ressources locales n'auraient pas permis d'installer un établissement municipal. La création d'un établissement de prêt national, ne se superposant pas nécessairement aux établissements communaux déjà existants, présenterait l'énorme avantage de pouvoir aller offrir ses services partout où les besoins des populations pourraient l'exiger. Il y aurait, par exemple, en plus des succursales fixes, des bureaux mobiles qui suivraient, au cours du mois, différents itinéraires connus : ils pourraient, de préférence, choisir, pour leur passage dans les chetlieux d'arrondissement et de canton privés de Monts-de-Piété, les jours de foire et de marché.

Cette organisation nationale du prêt sur gage ne doit pas paraître exagérée. Il suffit d'avoir vécu quelques années en province pour avoir constaté combien l'usure y est répandue. Les difficultés qu'ont les emprunteurs de trouver, autrement qu'à des taux excessifs, les sommes dont ils ont besoin, les obligent à supporter sans se plaindre les conditions des exploiters. La multiplicité des services officiels de prêt sur gages servirait de régulateur et permettrait, le plus souvent, de trouver des fonds à bon compte. Il n'est pas douteux, en effet, que la plupart de ceux qui s'adressent aux usuriers possèdent, soit des bijoux, soit quelques titres, qu'ils pourraient très facilement engager.

L'organisation d'un Mont-de-Piété national aurait également l'avantage de pouvoir bénéficier des améliorations qui ont été réalisées séparément par les divers établissements. Il y aurait, tout au moins, de grandes chances pour qu'il aide à la généralisation des procédés jugés favorables aux emprunteurs et tienne lieu d'établissement modèle.

Il est regrettable, en effet, que les Monts-de-Piété soient restés aussi isolés. Jusqu'à ces derniers temps, ils n'avaient eu aucun rapport. Le Congrès de Marseille leur a fourni, en 1907, l'occasion d'un premier contact. Il semble que tous n'aient pas clairement aperçu les avantages qu'ils pourraient retirer de ces consultations périodiques. Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de signaler l'utilité de la mise à l'étude en commun de certaines questions. Il est incontestable que le succès des

réformes que nous préconisons en dépend. Le législateur ne suivra, en effet, que les plans de réforme qui auront reçu, au préalable, l'adhésion de la majorité.

Pour gagner à la cause des Monts-de-Piété l'unanimité des suffrages, il suffit de constater qu'ils sont aujourd'hui les facteurs les plus actifs du crédit populaire. De là tout l'intérêt social qui s'attache à l'amélioration et à l'extension de leurs services. Dans une démocratie, il est juste que les moins fortunés aient aussi leur banque et que les petites gens puissent emprunter sans recourir à l'usure.

Par leur clientèle aussi bien que par leur destination, les Monts-de-Piété se signalent à l'attention des pouvoirs publics.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la thèse.

C. PERREAU.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

En outre des renseignements recueillis sur place, soit au Mont-de-Piété, soit au ministère de l'Intérieur (1) :

Ouvrages généraux :

BEQUET, DUPRÉ et LAFERRIÈRE. — *Répertoire de droit administratif*, v^o « Mont-de-Piété ».

BLANCHE. — *Dictionnaire général de l'administration*, v^o « Mont-de-Piété ».

CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*, t. II, p. 670.

DUCROCQ. — *Cours de droit administratif*, t. VI.

Répertoire général alphabétique de droit français, v^o « Mont-de-Piété ».

Ouvrages spéciaux :

AZAN. — *La réforme essentielle des Monts-de-Piété*, Paris 1910.

BLAIGNAN. — *Le crédit populaire et les Monts-de-Piété*, Toulouse 1887.

BLAISE-PAGNERRE. — *Des Monts-de-Piété et des banques de prêt sur gage*, 1856.

(1) Nous nous faisons un devoir d'exprimer ici toute notre reconnaissance à M. Picard, chef du secrétariat du Mont-de-Piété de Paris, et à M. Campagnol, chef de division au ministère de l'Intérieur, pour l'obligeance empressée qu'ils ont toujours mise à nous renseigner.

Nous prions également M. Gilbert, commis principal du Mont-de-Piété de Paris, d'accepter tous nos remerciements pour les indications précieuses qu'il a bien voulu nous fournir à diverses reprises.

- CLAVEAU. — *Situation administrative et financière des Monts-de-Piété*, 1876.
- COCHUT. — *L'Assistance publique et le Mont-de-Piété de Paris*, 1869.
Notes et renseignements concernant les rapports et la situation réciproque du Mont-de-Piété de Paris et de l'Assistance publique, 1878.
Compte rendu du 1^{er} Congrès des Monts-de-Piété de France, Marseille 1908.
- COUTAUD. — *Le rôle social du Mont-de-Piété ; projets de réforme*, 1909.
- E. DELORE. — *Prêts sur gages et Monts-de-Piété*, 1910.
- R. DUMONT. — *Organisation des Monts-de-Piété en France et projets de réforme*, 1905.
- DEBROUWER. — *Des Monts-de-Piété en France et des organisations qui en tiennent lieu à l'étranger*, 1902.
- E. DUVAL. — *Manuel de législation, d'administration et de comptabilité concernant le Mont-de-Piété de Paris*, 1887.
- GATEAU. — *Une réforme du Mont-de-Piété de Paris*, 1910.
- Propositions de lois de MM. P. Strauss et L. Martin, sénateurs.
- E. RAIGA. — *Le Mont-de-Piété de Paris*, 1912.
- Rapport présenté au ministère de l'Intérieur par l'Inspecteur général des Services administratifs (annexes du *Journal officiel* du 6 août 1912).
- Rapports présentés au Conseil municipal de Paris par MM. Houdé (1900-01-02-03), Henri Rousselle (1904-05), Petitjean (1912).
- Statistique annuelle des institutions d'assistance*, dernière année parue 1910.
- VANLAER. — *Des Monts-de-Piété en France*, 1895.

Articles de revues et de journaux

- La Grande Revue*. — « La réforme des Monts-de-Piété », L. MARTIN, sénateur, 10 avril 1912.
- Le Journal*. — E. SANTEUIL, L. MARTIN, E. LE ROY, MAX DUTRAY.
- Le Temps*. — 31 mai 1912.
- Le Réveil de Meuse*. — F. VATIN.
-

APPENDICE

Tableau résumant pour l'année 1910 les renseignements statistiques publiés sur les Monts-de-Piété français métropolitains par le Service de Statistique générale de la France

NUMÉROS D'ORDRE	Villes OU SONT ÉTABLIS LES MONTS-DE-PIÉTÉ ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE PRÊTS	POPULATION DES VILLES	NOMBRE D'ARTICLES ENGAGÉS	Sommes prêtées (francs)	Dégagements (francs)	Renouvel- lements (francs)	NOMBRE DES ARTICLES VENDUS PENDANT L'ANNÉE DE L'EXERCICE	Produit des Ventes				Portion du boni		Taux % des prêts (droits de prise et tous autres droits et frais accessoires compris)	Taux % des capitaux empruntés aux parti- culiers par les Monts-de-Piété
								MONTANT DES PRÊTS (francs)	MONTANT DES INTÉRÊTS ET FRAIS (Droits de prise non compris) (francs)	MONTANT DU BONI (francs)	Totaux (francs)	RÉCLAMÉE DANS L'ANNÉE DE L'EXERCICE (francs)	NON RÉCLAMÉE DANS L'ANNÉE DE L'EXERCICE		
1	Aix	29.829	4.229	113.064	98.671	82.325	653	12.405	1.536	3.301	17.062	2.604	427	5 fr. 50	»
2	Angers	83.786	9.050	100.035	100.919	17.538	647	5.648	332	3.770	9.750	2.648	1.120	»	»
3	Apt.	6.418	40	990	860	1.698	29	690	63	74	827	»	»	»	»
4	Arles	31.010	6.731	85.113	81.274	68.692	562	4.683	348	1.516	6.547	933	584	5 »	3 fr. 50
5	Arras	24.921	18.416	84.680	87.374	30.766	1.115	6.739	756	1.639	9.134	584	1.055	6 à 9	»
6	Avignon	49.304	16.635	405.517	432.634	246.144	2.497	34.754	2.694	12.376	50.024	8.910	3.666	3.50	1 » à 2.50
7	Beaucaire.	8.764	1.233	25.148	27.899	41.141	46	848	56	358	1.262	118	240	5.05	»
8	Besançon.	57.978	17.210	192.826	167.304	195.770	2.488	42.749	3.258	6.924	53.931	5.147	1.777	6.50	»
9	Bordeaux { Valeurs mobilières	261.678	846	233.812	176.023	152.130	90	26.485	1.142	12.263	39.890	12.109	154	5 »	3 », 1 an
	{ Gages corporels		194.067	3.993.667	3.405.027	3.768.115	23.709	349.089	25.435	113.659	488.183	81.049	32.610	6 »	2.50, 6 mois
10	Boulogne-sur-Mer.	53.128	41.085	361.923	327.909	154.830	2.853	25.626	1.739	9.035	36.400	6.370	2.664	6 »	»
11	Brest.	90.540	22.548	189.274	300.011	114.783	4.543	31.819	3.147	10.138	45.104	5.374	4.764	9 »	2 »
12	Brignolles.	4.374	122	1.758	2.026	3.170	»	»	»	»	»	»	»	»	»
13	Calais	72.322	13.937	154.821	117.172	73.468	1.296	13.976	1.827	3.924	19.727	3.293	631	12 »	1.50, 4 », 3.50
14	Cambrai	27.832	4.329	85.239	67.248	14.934	191	1.923	221	606	2.750	352	254	6.70	3 » et 2.50
15	Carpentras	10.721	440	10.103	8.158	12.980	200	12.069	1.132	526	13.727	276	250	4 »	»
16	Dijon.	76.847	19.152	473.400	363.801	267.407	4.120	63.014	6.120	8.075	77.209	4.476	3.599	8 » + 0.05	3 » et 3.25 et 3.50
17	Douai	36.314	15.748	65.814	65.053	»	435	1.783	363	1.201	2.347	510	691	10 » et 6 »	»
18	Dunkerque	38.891	52.766	553.291	422.676	121.202	3.316	19.950	2.374	5.263	27.596	3.755	1.508	10 »	3.25
19	Grenoble	77.438	1.117	26.768	22.947	954	64	553	1.107	555	2.215	116	439	»	»
20	Le Havre.	136.159	52.122	674.189	596.370	640.913	8.883	106.484	9.515	31.798	147.797	22.624	9.175	7 » et 1 »	3.25
21	Lille	217.807	126.988	1.004.454	1.013.881	394.830	4.673	42.519	3.654	14.798	61.071	9.898	4.900	7 », 2.50 et 3 »	3 » et 2 »
22	Lille (fondation Masurel).	»	5.919	48.449	52.179	43.480	226	1.871	»	676	2.547	562	114	»	»
23	Limoges	92.181	14.919	211.193	182.617	149.105	1.794	19.589	1.746	4.881	26.216	3.744	1.137	8 »	3.25
24	L'Isle (Vaucluse).	6.462	154	3.518	3.684	4.218	13	231	38	45	314	»	45	5 »	»
25	Lyon.	523.796	205.293	3.017.974	2.821.785	2.842.264	26.145	279.014	23.110	83.516	385.970	58.578	24.938	6.82	1.98
26	Marseille	550.619	134.692	3.193.330	2.884.052	2.393.815	21.341	317.360	24.212	167.262	508.834	122.227	45.035	5 »	»
27	Montpellier.	80.230	3.016	153.938	150.998	»	219	5.321	»	2.221	7.542	470	1.742	»	»
28	Nancy	119.949	13.918	371.297	326.722	267.280	1.915	19.680	1.071	7.215	27.966	4.549	2.666	5 »	3 »
29	Nantes	170.535	15.578	744.117	472.846	404.162	2.356	85.480	8.053	11.737	105.270	10.753	982	»	»
30	Nice	142.940	46.862	3.647.072	4.218.404	550.151	4.930	307.215	35.513	90.671	433.399	81.950	8.721	9 »	3.50
31	Nîmes	80.437	14.455	346.069	305.608	413.252	1.526	24.494	1.653	8.634	34.781	6.017	2.617	6 »	3.75 et 4 »
32	Niort.	23.329	544	9.982	2.918	11.240	»	»	»	»	»	»	»	»	»
33	Orléans.	72.096	9.566	314.559	163.232	101.710	2.624	67.221	4.178	7.095	79.034	»	»	7 »	3 »
34	Reims	115.178	76.893	749.935	719.255	142.856	3.161	34.231	2.342	12.795	49.368	5.105	7.390	6 »	3.25
35	Roubaix.	122.723	46.309	333.387	307.610	119.298	2.510	22.454	2.691	3.352	28.497	1.675	1.676	9.50	3.38
36	Rouen	124.987	67.026	679.376	611.629	675.814	7.366	82.124	8.654	36.386	126.564	28.953	7.433	7 »	3.25 et 2.50
37	Saint-Germain-en-Laye	17.288	5.394	96.050	85.602	105.108	745	9.499	935	3.001	13.435	1.921	1.080	8 »	»
38	Saint-Quentin.	55.571	15.910	178.437	184.664	82.222	1.128	10.558	1.489	1.740	13.787	1.773	567	12 »	2 », 3.10 et 3.25
39	Tarascon	8.972	940	24.952	24.775	45.254	128	2.503	208	816	3.617	471	342	6 »	3.50
40	Toulon	104.582	30.159	843.119	574.129	381.792	4.635	77.691	6.807	20.900	105.458	15.923	5.067	7 » et 5 »	3.25
41	Toulouse	149.576	65.611	2.341.614	2.178.157	2.243.350	10.067	212.871	16.303	49.624	278.798	36.670	15.954	6 »	3 »
42	Valenciennes	34.766	21.444	163.320	170.663	49.881	1.608	14.054	1.447	2.981	18.482	1.375	1.606	9 »	3.25
43	Versailles.	60.458	9.231	229.624	201.334	232.058	1.893	27.333	2.119	9.253	38.975	6.735	2.787	6.50	1.50 et 2 »
44	Départements.	4.052.736	1.422.644	26.557.228	24.618.140	17.662.080	158.740	2.424.889	209.658	766.899	3.401.437	557.311	202.407	»	»
	Paris { Valeurs mobilières	2.888.110	26.265	6.423.994	5.030.477	3.245.188	5.125	1.435.583	68.870	636.573	2.141.026	»	»	6.25 à 7.75	1 » et 3.50
	{ Gages corporels		910.118	38.598.529	39.202.476	20.799.712	108.360	1.753.075	253.100	691.342	2.697.517	»	»	»	»
	Totaux généraux.	6.940.846	2.359.027	71.579.751	68.851.093	41.706.980	272.315	5.613.547	531.628	2.094.805	8.239.980	557.311	202.407	»	»

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	PAGES
<i>Des Monts-de-Piété</i> : leur objet, leur rôle économique et social, leur part dans le crédit populaire.	1

PREMIÈRE PARTIE

<i>Les Monts-de-Piété français</i>	11
CHAPITRE I. — Aperçu historique.	11
CHAPITRE II. — Des Monts-de-Piété en général.	20
CHAPITRE III. — Du Mont-de-Piété de Paris.	30
PARAGRAPHE I. — Organisation administrative : Directeur, Conseil de surveillance, Personnel, Commissaires- priseurs, Commissionnaires, Succursales et bureaux auxiliaires	30
PARAGRAPHE II. — Opérations et fonctionnement.	37
A. — Prêts sur gages corporels : Dispositions générales, Engagements, Dégagements, Renouvellements, Rem- boursements par acomptes, Ventes, Bonis.	37
B. — Prêts sur valeurs mobilières.	40
C. — Ressources du Mont-de-Piété de Paris.	53
§ 1. — Ressources générales	53
§ 2. — Ressources spéciales aux opérations de prêt sur valeurs mobilières	56
CHAPITRE IV. — La situation actuelle des Monts-de-Piété.	57
PARAGRAPHE I. — Renseignements statistiques.	58
PARAGRAPHE II. — Des causes déterminantes du chiffre des opérations consenties par les Monts-de-Piété	68

DEUXIÈME PARTIE

<i>La réforme des Monts-de-Piété. — Les bases de discussion : Le caractère des Monts-de-Piété modernes, le monopole légal dont ils jouissent.</i>	73
TITRE I. — Les améliorations d'ordre moral.	88
CHAPITRE I. — Le changement de dénomination des Monts-de-Piété.	88
CHAPITRE II. — Des facilités à donner aux emprunteurs : Engagements, Dégagements.	92
TITRE II. — Les réformes d'ordre matériel.	101
SECTION I. — L'abaissement du taux de l'intérêt.	103
CHAPITRE I. — La réduction des frais généraux des Monts-de-Piété : Dépenses du personnel ; Les frais d'exploitation.	104
CHAPITRE II. — L'extension des opérations productives.	108
PARAGRAPHE I. — Gages corporels : Le prêt sur automobiles.	109
PARAGRAPHE II. — Gages incorporels : Les valeurs mobilières ; Du prêt sur brevets de pensions	115
PARAGRAPHE III. — L'activité des Monts-de-Piété étrangers : Le Mont-de-Piété de Milan pris comme exemple d'initiative	144
CHAPITRE III. — L'équilibre du budget du Mont-de-Piété.	150
PARAGRAPHE I. — Les modes d'emprunt : L'ouverture de comptes courants ; L'établissement d'une caisse centrale des Monts-de-Piété ; Le projet d'emprunt à la Banque de France ; Combinaison financière bénéficiant d'un prélèvement sur le produit des jeux.	150
PARAGRAPHE II. — Les ressources qui proviendraient d'une dotation des Monts-de-Piété ; La constitution d'un capital pour tous les Monts-de-Piété ; La séparation des Monts-de-Piété des établissements hospitaliers.	166
CHAPITRE IV. — L'augmentation du nombre des Monts-de-Piété et la suppression des intermédiaires : commissionnaires et correspondants	181
SECTION II. — La réforme de la prisée et de la vente des gages.	190
CHAPITRE I. — Appréciation des gages : Les défauts du système	192

TABLE DES MATIÈRES

231

CHAPITRE II. — La suppression du trafic des reconnaissances.	205
CHAPITRE III. — La réorganisation des ventes.	216
<i>Conclusion</i>	221
<i>Bibliographie</i>	227

TABLEAUX

Tableau des ventes réalisées pendant les dernières années connues.	64
Tableau des professions des emprunteurs sur valeurs mobilières. .	77
Conditions faites aux Monts-de-Piété de province en matière d'emprunts.	152

En Appendice

Tableau résumant, pour l'année 1910, les renseignements statistiques publiés sur les Monts-de-Piété métropolitains par le Service de Statistique générale de la France.	
---	--

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER
L.-J. BOTHY, DIRECTEUR
